

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, October 31, 2022

The Standing Senate Committee on Human Rights met with videoconference this day at 4:01 p.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (Chair) in the chair.

[*English*]

The Chair: I am Salma Ataullahjan, senator from Toronto and chair of this committee. Today we are conducting a meeting of the Standing Senate Committee on Human Rights, and now I would like to introduce the members of the committee who are participating in this meeting. I have Senator Arnot from Saskatchewan, Senator Gerba from Quebec, Senator Jaffer from British Columbia and Senator Omidvar from Ontario.

Our committee is studying Islamophobia under its general order of reference. Our study will cover, amongst other matters, the role of Islamophobia with respect to online and off-line violence against Muslims, gender discrimination, as well as discrimination in employment, including Islamophobia in the federal public service.

Our study will also examine the sources of Islamophobia, its impact on individuals, including mental health and physical safety, and possible solutions and government responses. After holding two meetings in June in Ottawa, our committee held public meetings last month in Vancouver, Edmonton, Quebec City and Toronto. In addition, we visited mosques in those cities.

Today, we are continuing our meetings in Ottawa to hear from national organizations and from representatives from other parts of the country. Let me provide you some details about our meeting today. This afternoon we shall have two one-and-a-quarter-hour panels with a five-minute break between panels. In each panel, we shall hear from the witness and then the senators will have a question-and-answer session.

Now I will introduce our first panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all the witnesses and then turn to the questions from the senators.

In the room with us today from the Ahmadiyya Muslim Jama'at Canada we have Faheem Affan, Assistant National Secretary Public Relations and Director Parliamentary Friends Association. On the screen, we have Professor Yasmin Jiwani,

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 31 octobre 2022

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui, à 16 h 1 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner les questions qui pourraient survenir concernant les droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan (présidente) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Je suis Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du comité. Aujourd'hui, nous tenons une réunion du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, et j'aimerais maintenant présenter les membres du comité qui participent à la réunion. J'ai le sénateur Arnot de la Saskatchewan, la sénatrice Gerba du Québec, la sénatrice Jaffer de la Colombie-Britannique et la sénatrice Omidvar de l'Ontario.

Notre comité étudie l'islamophobie dans le cadre de son ordre de renvoi général. Notre étude portera notamment sur le rôle de l'islamophobie concernant la violence en ligne et hors ligne contre les musulmans, la discrimination fondée sur le sexe, ainsi que la discrimination dans l'emploi, y compris l'islamophobie dans la fonction publique fédérale.

Notre étude examinera également les sources de l'islamophobie, ses répercussions sur les personnes, y compris sur la santé mentale et la sécurité physique, et de possibles solutions et réponses du gouvernement. Après avoir tenu deux réunions en juin à Ottawa, notre comité a tenu des réunions publiques le mois dernier à Vancouver, à Edmonton, à Québec et à Toronto. De plus, nous avons visité des mosquées dans ces villes.

Aujourd'hui, nous poursuivons nos réunions à Ottawa afin d'entendre des organisations nationales et des représentants d'autres parties du pays. Permettez-moi de vous fournir quelques détails au sujet de notre réunion aujourd'hui. Cet après-midi, nous recevrons deux groupes de témoins pour une heure et quinze minutes chacun et il y aura une pause de cinq minutes entre les groupes. Dans chaque groupe de témoins, nous entendrons le témoin, puis les sénateurs auront une séance de questions et de réponses.

Je vais maintenant présenter notre premier groupe de témoins. Chaque témoin a été invité à présenter une déclaration liminaire de cinq minutes. Nous entendrons tous les témoins, puis nous passerons aux questions des sénateurs.

Nous avons avec nous aujourd'hui dans la salle Faheem Affan, assistant secrétaire national, Relations publiques et directeur de l'Association des amis parlementaires, de l'Ahmadiyya Muslim Jama'at Canada. À l'écran, nous avons Yasmin Jiwani,

Department of Communication Studies, Concordia University. And we have Omar Mouallem, who is an author, journalist and filmmaker. I will now invite Faheem Affan to make his presentation.

Faheem Affan, Assistant National Secretary Public Relations and Director Parliamentary Friends Association, Ahmadiyya Muslim Jama'at Canada: *Assalamu alaikum,* peace and blessings be upon you.

In the name of Allah, the gracious, the merciful, thank you for providing this opportunity for the Ahmadiyya Muslim Jama'at to provide remarks in front of this committee. The Ahmadiyya Muslim Jama'at in Canada is the oldest organized Muslim community. We have branches from coast to coast with mosques and community centres in over 50 Canadian cities.

We are Muslims who believe Mirza Ghulam Ahmad of Qadian, India to be the promised reformer of Islam. Our motto is "Love for All, Hatred for None," and we try to live by it.

Islamophobia has been on the rise for many years. Muslims and those who look like us receive hate daily, both in person and online. It is our duty and responsibility as a nation to work together to protect our innocent Muslim fellows and all others from any kind of hate. Today, the goal of my remarks is to provide direction on the themes that are required to guide policies to prevent Islamophobia.

I have eight points to present.

Number one: At such tense times, it is important that Canada stay united. It is the terrorists and hateful people who desire to divide us.

Number two: In terms of Islamophobia, given that the far right is gaining influence, it is important that the government and the authorities take this threat seriously. We appreciate that following the killing of an innocent Muslim family in London and, on a much smaller scale, the hateful vandalizing of our mosques, the Canadian government reacted with sympathy and strongly condemned these anti-Muslim attacks.

Number three: If fear of Islam is on the rise, we consider it our duty to redouble our efforts to spread Islam's true teachings and to remove the misconceptions and fears that exist. Our mosques, our centres and events are open to everyone to attend. As an example, we have opened our mosque in Calgary as a cool-down centre during the extreme heatwaves in summer. Additionally, for many years our mosque Vaughan, Ontario has been a regular for the Out of the Cold program during the winter months. And

professeure au département d'études en communication de l'Université Concordia. Et nous accueillons Omar Mouallem, qui est auteur, journaliste et réalisateur. J'invite maintenant Faheem Affan à présenter son exposé.

Faheem Affan, assistant secrétaire national, Relations publiques et directeur de l'Association des amis parlementaires, Ahmadiyya Muslim Jama'at Canada : *Assalamu alaikum,* la paix et les bénédictions soient sur vous.

Au nom d'Allah, le bienveillant, le miséricordieux, je vous remercie de donner à l'Ahmadiyya Muslim Jama'at l'occasion de s'exprimer devant votre comité. L'Ahmadiyya Muslim Jama'at au Canada est la plus ancienne communauté musulmane organisée. Nous avons des branches d'un océan à l'autre et des mosquées et des centres communautaires dans plus de 50 villes canadiennes.

Nous sommes des musulmans qui croyons que Mirza Ghulam Ahmad de Qadian, en Inde, est le réformateur promis de l'islam. Notre devise est « L'amour pour tous, la haine pour personne », et nous essayons de vivre selon cette devise.

L'islamophobie est en hausse depuis de nombreuses années. Les musulmans et les personnes qui nous ressemblent reçoivent quotidiennement de la haine, que ce soit en personne ou en ligne. Il est de notre devoir et de notre responsabilité en tant que nation de travailler ensemble pour protéger nos camarades musulmans innocents et tous les autres contre toute forme de haine. Aujourd'hui, l'objectif de mes commentaires est de fournir une orientation sur les thèmes qui doivent guider les politiques afin de prévenir l'islamophobie.

J'ai huit points à présenter.

Le premier : dans une période aussi tendue, il est important que le Canada reste uni. Ce sont les terroristes et les personnes haineuses qui souhaitent nous diviser.

Le deuxième : en ce qui concerne l'islamophobie, étant donné que l'extrême droite gagne en influence, il est important que le gouvernement et les autorités prennent cette menace au sérieux. Nous sommes reconnaissants du fait que, après le meurtre d'une famille musulmane innocente à London et, à une échelle bien moindre, le vandalisme haineux de nos mosquées, le gouvernement canadien ait réagi avec sympathie et ait fermement condamné ces attaques antimusulmanes.

Le troisième : si la peur de l'islam est en hausse, nous estimons qu'il est de notre devoir de redoubler d'efforts pour diffuser les véritables enseignements de l'islam et éliminer les idées fausses et les craintes qui existent. Nos mosquées, nos centres et nos événements sont ouverts à tous. À titre d'exemple, nous avons ouvert notre mosquée à Calgary comme centre de rafraîchissement durant les vagues de chaleur extrême de l'été. De plus, depuis de nombreuses années, notre mosquée à

as a further example, our mosque in Ottawa is used by the local community during the holiday season for a Christmas market.

Number four: One of the biggest causes of anti-Muslim sentiment is the constant media coverage portraying immigrants and Muslims in a negative light. Disproportionate negative coverage has spread disinformation and has caused people to become more fearful of Islam and Muslims over time.

Negative comments about Muslims from authority figures encourage the public to further spread that hate, especially online. Donald Trump's time as president of the United States is a prime example of this. Online hate and harassment of Muslims increased significantly during his time because he regularly expressed disdain for Muslims and immigrants.

Thus, the media and politicians must act with more care and consideration. Their words carry weight and influence others. They must act with responsibility and not just focus upon the negative stories around immigrants, Muslims and Islam for the sake of sales, clicks and votes.

Number five: A growing cause of anti-immigrant sentiment is economic frustration, which is leading people to blame immigrants and Muslims for issues they see in society. Therefore, the government should ensure it balances the rights for all people in Canada, including immigrants and all others. Frustrations should not be allowed to fester.

Number six: Often people ask Muslims to integrate within Western society. However, it is important to recognize what true integration is. I will use a quote from a speech of the Caliph, Hadhrat Mirza Masroor Ahmad, our supreme leader, where he stated:

Integration requires a person to strive his or her utmost to help their society and nation's progress. It is not integration to demand that the minority reject their peacefully held religious views or to adopt customs or traditions that are at odds with their faith.

This message also needs to go out from leaders and media — that we should respect one another's differences.

Number seven: The Ahmadiyya Muslim community has always encouraged positive discussion about one's faith instead of attacking other people's beliefs. This approach will create more awareness of people's faiths and their positive aspects and

Vaughan, en Ontario, accueille régulièrement le programme Out of the Cold durant les mois d'hiver. Pour donner un autre exemple, notre mosquée d'Ottawa est utilisée aujourd'hui par la communauté locale pendant la période des Fêtes pour un marché de Noël.

Le quatrième : l'une des principales causes du sentiment antimusulman est la couverture médiatique constante qui dépeint les immigrants et les musulmans sous un jour négatif. Cette couverture négative disproportionnée a répandu la désinformation et amené les gens à craindre davantage l'islam et les musulmans au fil du temps.

Les commentaires négatifs des figures d'autorité au sujet des musulmans encouragent le public à propager davantage cette haine, surtout en ligne. L'époque où Donald Trump était président des États-Unis en est un excellent exemple. La haine et le harcèlement des musulmans en ligne ont augmenté considérablement durant son mandat, car il a régulièrement exprimé son mépris pour les musulmans et les immigrants.

Ainsi, les médias et les politiciens doivent agir avec plus de soin et de considération. Leurs paroles ont un poids et influencent les autres. Ils doivent agir avec responsabilité et ne pas se focaliser seulement sur les histoires négatives concernant les immigrants, les musulmans et l'islam pour le plaisir de la vente, des clics et des votes.

Le cinquième : une cause croissante du sentiment anti-immigrant est la frustration économique, qui pousse les gens à reprocher aux immigrants et aux musulmans les problèmes qu'ils voient dans la société. Par conséquent, le gouvernement devrait veiller à équilibrer les droits de tous les Canadiens, y compris les immigrants et tous les autres. Il ne faut pas laisser les frustrations s'envenimer.

Le sixième : les gens demandent souvent aux musulmans de s'intégrer à la société occidentale. Cependant, il importe de reconnaître ce qu'est la véritable intégration. J'utiliserai une citation tirée d'un discours du calife, Hadhrat Mirza Masroor Ahmad, notre chef suprême, qui a déclaré ceci :

L'intégration exige qu'une personne fasse tout en son pouvoir pour favoriser le progrès de sa société et de sa nation. L'intégration ne consiste pas à exiger de la minorité qu'elle rejette ses convictions religieuses pacifiques ou qu'elle adopte des coutumes ou des traditions contraires à sa foi.

Ce message doit également être transmis par les dirigeants et les médias : nous devons respecter les différences des uns et des autres.

Le septième : la communauté musulmane ahmadie a toujours encouragé les discussions positives sur la foi de chacun au lieu d'attaquer les croyances des autres. Cette approche sensibilisera davantage les gens à leur foi et à ses aspects positifs et

will discourage the villainization of other religions. To promote this value, our Jama`at hosts hundreds of interfaith symposiums, and we have held the longest-standing World Religions Conference in Canada.

Number eight: We should focus on our similarities as a society, rather than our differences. As the Caliph of the Ahmadiyya Muslim Community has said:

The Holy Quran has instructed Muslims to call People of the Book and others to that which is common amongst them. The Holy Quran does not tell people to scrutinize one another's differences, rather, it speaks about looking at that which is common between people.

To conclude, in our opinion, education is the true solution to ending anti-Muslim sentiments and hate against each other, regardless of which religion you belong to. Community gatherings where we can share our unique experiences and backgrounds help build bridges of understanding in local communities. We, the Ahmadiyya Muslims in Canada, regularly hold interfaith dialogues on campuses, at community centres and at places of worship, and we hold events to educate communities and our fellow Canadians about the peaceful nature of Islam.

The responsibility lies on us to learn about other communities and teach others about the similarities we have rather than discussing the very few differences we have. It is absolutely vital that during such difficult times we all stand together against extremism. Terrorism has no religion and no targets. We are all susceptible to the vehement implications of terrorism and must not let these actions taint the true picture of what it means to be Canadian.

Thank you for your time today, and Ahmadiyya Muslim Jama`at Canada looks forward to further dialogue and continuing our efforts to combat all forms of hate. Thank you very much.

The Chair: Thank you very much.

Yasmin Jiwani, Professor, Department of Communication Studies, Concordia University, as an individual: Thank you so much, and I would like to thank the committee for inviting me to this panel and to commend it for its study of off-line and online Islamophobia.

As a starting point, I want to use Jasmin Zine's definition of Islamophobia: "... a fear and hatred of Islam and Muslims (and those perceived as Muslims) that translate into individual actions and ideological and systemic forms of oppression . . ." Islamophobia is a form of cultural racism given that Muslims

déculagera la diabolisation des autres religions. Pour promouvoir cette valeur, notre Jama`at organise des centaines de symposiums interconfessionnels, et nous tenons la conférence mondiale des religions la plus ancienne du genre au Canada.

Le huitième : nous devrions nous concentrer sur nos ressemblances en tant que société, plutôt que sur nos différences. Comme l'a dit le calife de la communauté musulmane ahmadie :

Le saint Coran a ordonné aux musulmans d'appeler le peuple du Livre et les autres à ce qui est commun entre eux. Le saint Coran ne dit pas aux gens de scruter leurs différences, mais il parle de regarder ce qui est commun entre les personnes.

Pour conclure, à notre avis, l'éducation est la véritable solution pour mettre fin aux sentiments antimusulmans et à la haine des uns contre les autres, quelle que soit la religion à laquelle vous appartenez. Les rassemblements communautaires où nous pouvons échanger nos expériences et nos antécédents uniques aident à jeter des ponts de compréhension dans les collectivités locales. Nous, les musulmans ahmadis au Canada, tenons régulièrement des dialogues interconfessionnels sur les campus, dans les centres communautaires et dans les lieux de culte, et nous organisons des événements pour sensibiliser les communautés et nos concitoyens à la nature pacifique de l'islam.

Il nous incombe d'apprendre à connaître les autres communautés et d'enseigner aux autres les ressemblances qui nous unissent plutôt que de discuter des quelques différences qui nous séparent. Il est absolument essentiel que, en ces temps difficiles, nous soyons tous unis contre l'extrémisme. Le terrorisme ne connaît ni religion ni cibles. Nous sommes tous sensibles aux répercussions véhémentes du terrorisme, et nous ne devons pas laisser ces actions entacher la véritable image de ce que signifie être Canadien.

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé aujourd'hui, et Ahmadiyya Muslim Jama`at Canada se réjouit de poursuivre le dialogue et ses efforts pour combattre toutes les formes de haine. Merci beaucoup.

La présidente : Merci beaucoup.

Yasmin Jiwani, professeure, Département d'études en communication, Université Concordia, à titre personnel : Merci beaucoup, et j'aimerais remercier le comité de m'avoir invitée à prendre part à ce groupe de témoins et je le félicite pour son étude de l'islamophobie hors ligne et en ligne.

Pour débuter, je veux utiliser la définition de l'islamophobie de Jasmin Zine : « ...une peur et une haine de l'islam et des musulmans, et de ceux qui sont perçus comme tels, qui se traduit par des actions individuelles et des formes idéologiques et systémiques d'oppression... » L'islamophobie est une forme de

come from many different cultures and backgrounds, and Canadian statistics confirm the increasing prevalence of Islamophobia.

My comments here today are confined to online Islamophobia, although online and off-line are intricately linked, one validating the other and vice versa.

Online Islamophobia gains its potency from the hyper-mediated nature of many social media platforms. These platforms are interconnected so that posts on one platform cross over and spread to others. However, this is accomplished through various other affordances, which I will touch on briefly.

First, many social media platforms allow for anonymity. The user is not held accountable for their comments.

Second, these platforms rely on a commenting system, which works on an attention economy predicated on popularity. The highest number of clicks or likes results in increased status and popularity for the user, and it also converts to economic gain for the platform.

Third, the very nature of the platform often encourages short, condensed comments or images that don't require a recent argument to support a point of view. Rather, such comments tend to be opinions predicated on likes and dislikes. These then replicate the original message and facilitate its spread across media platforms and amongst users. Add to this the easy and instantaneous access afforded by many online platforms and the ensuing result is an amplification and intensification of the original message.

Fourth, the existence of trolls and bots increases the likelihood of the spread of Islamophobic messages. In our research on Twitter, my colleague Professor Ahmed Al-Rawi found the existence of a Russian bot in the tweets that were posted immediately after the Quebec mosque shooting and immediately after the last federal election. These tweets were Islamophobic.

Fifth, social media platforms tend to encourage networks and digital enclaves that act like echo chambers, bringing together like-minded users who then reinforce each other's messages or posts. Many of these networks transcend geographical boundaries. For instance, the name of the Quebec mosque shooter, Alexandre Bissonnette, was carved on the ammunition of the Christchurch shooter. Though these events happened in

racisme culturel étant donné que les musulmans sont issus de cultures et de milieux très différents, et les statistiques canadiennes confirment la prévalence croissante de l'islamophobie.

Mes commentaires aujourd'hui se limitent à l'islamophobie en ligne, même si l'islamophobie en ligne et hors ligne sont étroitement liées, l'une validant l'autre et vice versa.

L'islamophobie en ligne tire sa puissance de la nature hypermédiatisée de nombreuses plateformes de médias sociaux. Ces plateformes sont interrelées, de sorte que les messages publiés sur une plateforme se croisent et se propagent sur d'autres. Cependant, cela se fait au moyen de diverses autres capacités de suggestion, que je vais aborder brièvement.

Premièrement, de nombreuses plateformes de médias sociaux permettent l'anonymat. L'utilisateur n'est pas tenu responsable de ses commentaires.

Deuxièmement, ces plateformes s'appuient sur un système de commentaires, qui fonctionne selon une économie de l'attention fondée sur la popularité. Le plus grand nombre de clics ou de mentions « j'aime » se traduit par un statut et une popularité accrue pour l'utilisateur, et se traduit également par un gain économique pour la plateforme.

Troisièmement, la nature même de la plateforme encourage souvent les images ou les commentaires courts et condensés qui ne nécessitent pas d'argument récent pour soutenir un point de vue. Ces commentaires ont plutôt tendance à être des opinions fondées sur les goûts et les dégoûts. Ceux-ci reproduisent alors le message original et facilitent sa diffusion sur les plateformes médiatiques et parmi les utilisateurs. Si l'on ajoute à cela l'accès facile et instantané qu'offrent de nombreuses plateformes en ligne, il en résulte une amplification et une intensification du message original.

Quatrièmement, l'existence de trolls et de robots augmente la probabilité de diffusion de messages islamophobes. Dans le cadre de nos recherches sur Twitter, mon collègue, le professeur Ahmed Al-Rawi, a découvert l'existence d'un robot russe dans les gazouillis publiés immédiatement après la fusillade de la mosquée de Québec et immédiatement après les dernières élections fédérales. Ces gazouillis étaient islamophobes.

Cinquièmement, les plateformes de médias sociaux ont tendance à encourager les réseaux et les enclaves numériques qui agissent comme des chambres d'écho, qui rassemblent des utilisateurs aux vues similaires, lesquels renforcent ensuite les messages ou les publications des autres. Nombre de ces réseaux transpercent les frontières géographiques. Par exemple, le nom du tireur de la mosquée de Québec, Alexandre Bissonnette, était

different countries and at different times, the shared information made possible by social media networks demonstrates how viral Islamophobia is.

Sixth, social media platforms enable the transmission of coded language through memes and other condensed symbolic forms and linguistic devices. These formats allow toxic messages to get past gatekeepers. Coded language like “free speech” and “Canadian values” work to camouflage the ideologies of the users.

The amplification and intensification of Islamophobia online moves the Overton window so that ideas that were once considered unacceptable are now considered acceptable, thus normalizing the extreme.

The implications of Islamophobia are well documented in the literature. Islamophobia is a form of violence, and if we draw the parallels between how victims of gendered violence are impacted and made to feel powerless, unworthy of societal attention and disparaged, then we can apprehend how Muslims feel as they are targeted, stereotyped, marginalized and alienated.

In conclusion, in addressing this committee's focus on potential solutions, I would like to mention two recommendations. First, research has demonstrated that when it comes to topical issues, such as immigration, the trolls, bots and racist commentators take the lead in posting messages that reflect their opinions. These then escalate and aggregate. The sheer number of posts work to legitimize the message. Hence, it is imperative to cut down on the avenues available to post such comments.

Second, media literacy is a necessity. Without digital literacy, it is easy to get hooked on and drawn into internet rabbit holes that are misogynistic, Islamophobic and racist.

In closing, I would like to thank the committee for its invitation and for the important work it is doing in examining Islamophobia in Canada. Thank you.

The Chair: Thank you very much. I will now turn to Omar Mouallem for his remarks.

Omar Mouallem, Author, Journalist and Filmmaker, as an individual: Thank you honourable members for inviting me today, the last day of Islamic Heritage Month.

gravé sur les munitions du tireur de Christchurch. Même si ces événements ont eu lieu dans des pays différents et à des moments différents, l'échange d'information rendu possible par les réseaux de médias sociaux démontre à quel point l'islamophobie est virale.

Sixième, les plateformes de médias sociaux permettent la transmission d'un langage codé au moyen de mèmes et d'autres formes symboliques et de dispositifs linguistiques condensés. Ces formats permettent aux messages toxiques de passer les barrières de sécurité. Le langage codé, comme la « liberté d'expression » et les « valeurs canadiennes », sert à camoufler les idéologies des utilisateurs.

L'amplification et l'intensification de l'islamophobie en ligne déplacent la fenêtre d'Overton de sorte que des idées qui étaient auparavant considérées comme inacceptables sont maintenant considérées comme acceptables, ce qui normalise l'extrême.

Les conséquences de l'islamophobie sont bien documentées dans la littérature. L'islamophobie est une forme de violence, et si nous établissons des parallèles entre la façon dont les victimes de violence sexiste sont touchées et se sentent impuissantes, indignes de l'attention de la société et dénigrées, alors nous pouvons appréhender ce que ressentent les musulmans lorsqu'ils sont ciblés, stéréotypés, marginalisés et aliénés.

En conclusion, en ce qui concerne l'accent mis par le comité sur les solutions possibles, j'aimerais mentionner deux recommandations. Premièrement, les recherches ont démontré que, lorsqu'il s'agit de questions d'actualité, comme l'immigration, les trolls, les robots et les commentateurs racistes prennent l'initiative d'afficher des messages qui reflètent leurs opinions. Ces messages s'intensifient et s'aggrègent. Le seul nombre de messages publiés contribue à légitimer le message. Il est donc impératif de réduire le nombre de moyens disponibles pour publier de tels commentaires.

Deuxièmement, l'éducation aux médias est une nécessité. Sans éducation numérique, il est facile de devenir accro et de se laisser entraîner, comme Alice, dans des trous de lapin misogynes, islamophobes et racistes sur Internet.

Pour terminer, j'aimerais remercier le comité de son invitation et du travail important qu'il fait pour examiner l'islamophobie au Canada. Merci.

La présidente : Merci beaucoup. Je vais maintenant me tourner vers Omar Mouallem pour sa déclaration liminaire.

Omar Mouallem, auteur, journaliste et réalisateur, à titre personnel : Je remercie les honorables membres de m'avoir invité aujourd'hui, le dernier jour du Mois du patrimoine musulman.

Following the National Action Summit on Islamophobia in 2021, the National Council of Canadian Muslims recommended 61 ways to counter anti-Muslim hate. I will focus on two of them.

The first is recommendation 21, which is to allocate funds, through the Anti-Racism Secretariat or the ministry of heritage, to organizations to facilitate grassroots storytelling, visual and oral history projects and creation of community archives. The second is number 59, which is to invest in celebrating the history of local Canadian Muslims.

I sincerely believe that one of the best antidotes for hate is cultural education, in particular, historical education. Unfortunately, when it comes to Islamic history, there is a tendency to separate it from our Canadian and Western history, or to focus on the influence of the so-called golden age as if the relevance of Western Islam is in the distant past. In fact, Muslim communities took root in the Americas not just before Protestants, but before Protestantism existed. Islamic culture has been present literally since Christopher Columbus, who had sent an Arabic-speaking interpreter to speak with the first Indigenous Americans they encountered.

As many as a third of enslaved Africans were Muslim. Across the U.S., Brazil, the Caribbean and almost certainly in pre-abolition Canada, they held communal worship, often practising secretly in ad hoc mosques.

I spent much of the last decade documenting untold stories of Western Islam for my book *Praying to the West: How Muslims Shaped the Americas*. As I filled 100 pages of it on Canadian Muslims alone, I wondered why *Historica Canada* has yet to dedicate a single heritage minute to them, despite the urgency of anti-Islamophobia campaigns.

The fact is, people fear those they don't understand. But would they fear them less if they knew that their ancestors on the Prairies likely relied on Muslim peddlers to supply them with household necessities; or that some of the settlers became homesteaders themselves or fur traders who learned the basics of Indigenous languages to compete with the big five companies; or that these immigrants led to constructing the first mosques across the North American Prairies; or that decades later, their progeny helped African and Palestinian refugees in Inuvik, Northwest Territories to construct the hemisphere's northernmost mosque and, more importantly, a desperately needed food bank on the site of that mosque; or that the practices of these congregants of

À la suite du Sommet national sur l'islamophobie en 2021, le Conseil national des musulmans canadiens a recommandé 61 moyens pour lutter contre la haine antimusulmane. Je me concentrerai sur deux d'entre eux.

Le premier est la recommandation numéro 21, qui vise à affecter des fonds, par l'intermédiaire du Secrétariat de lutte contre le racisme ou du ministère du Patrimoine, à des organisations pour faciliter les projets de narration de récits à la base, les projets d'histoire visuelle et orale et la création d'archives communautaires. Le deuxième est le numéro 59, qui vise à investir dans la célébration de l'histoire des musulmans canadiens locaux.

Je crois sincèrement que l'un des meilleurs antidotes contre la haine est l'éducation culturelle, en particulier l'éducation historique. Malheureusement, lorsqu'il s'agit d'histoire islamique, on a tendance à la séparer de notre histoire canadienne et occidentale ou à se concentrer sur l'influence de ce qu'on appelle l'âge d'or, comme si la pertinence de l'islam occidental était dans un passé lointain. En fait, les communautés musulmanes ont pris racine dans les Amériques non seulement avant les protestants, mais avant l'existence du protestantisme. La culture islamique est présente littéralement depuis Christophe Colomb, qui avait envoyé un interprète parlant arabe pour parler avec les premiers Amérindiens qu'ils ont rencontrés.

Jusqu'à un tiers des Africains réduits en esclavage étaient musulmans. Aux États-Unis, au Brésil, dans les Caraïbes et presque certainement dans le Canada avant l'abolition, ils pratiquaient un culte communautaire, souvent en secret dans des mosquées spéciales.

J'ai passé une bonne partie de la dernière décennie à documenter les histoires inédites de l'islam occidental pour mon livre *Praying to the West: How Muslims Shaped the Americas*. Comme j'en ai rempli 100 pages rien que sur les musulmans canadiens, je me suis demandé pourquoi *Historica Canada* ne leur a pas encore consacré une seule *Minute du patrimoine*, malgré l'urgence des campagnes anti-islamophobie.

Le fait est que les gens craignent ceux qu'ils ne comprennent pas. Mais auraient-ils moins peur s'ils savaient que leurs ancêtres des Prairies comptaient probablement sur des colporteurs musulmans pour leur fournir des produits de première nécessité; ou que certains des colons sont devenus des homesteaders eux-mêmes ou des commerçants de fourrure qui ont appris les rudiments des langues autochtones pour faire concurrence aux cinq grandes compagnies; ou que ces immigrants ont mené à la construction des premières mosquées dans les Prairies nord-américaines; ou que, des décennies plus tard, leur progéniture a aidé des réfugiés africains et palestiniens à Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest, à construire la mosquée la plus

the aptly named Midnight Sun Mosque set precedents for Islamic laws that are now recognized by Muslims around the globe? Can we not spare a Heritage Minute to make this common knowledge?

Since we can't separate Canadian history from the history of the greater Americas and European colonialism, it's worth thinking about Islam's broader Western influence in motivating the first recorded uprising of enslaved Africans in 1521, leading the Spanish kingdom to declare one of many bans against transporting "slaves suspected of Islamic leanings"; in shaping Caribbean nations like Trinidad and Tobago, and Guyana, both of which have had Muslim head of states; in being instrumental to the African-American civil rights movement; and in shaping not just hip hop but the very origins of blues music. In my opinion, this should be late elementary education at the very least.

The fact is, online hate starts off-line, with ignorance in our homes, workplaces and in schools that overemphasize Eurocentric history and Christian ideals, thereby erasing the importance of minorities. Anti-Muslim racism is a complex phenomenon, but a miseducation is at least partly to blame for leading too many to believe that the prevalence of Western Islam is like a new viral outbreak instead of an essential gene in modern America's DNA.

It's human nature to fear what we don't understand, but if Canadians — Muslim and non-Muslim — knew their Islamic history, would there be less reason to fear it? I believe so.

We should not wait until October each year to remember this heritage. We should incentivize provincial and local curricula to teach this history and fund storytellers, museums, libraries and, yes, Historica Canada to promote this history. We should embrace the unique diversity of Canada's Muslim population to demonstrate that Islam is not a monolith.

Thank you for listening and for your time, honourable members.

The Chair: Thank you all for your presentations. Before asking and answering questions, I would like to ask members and witnesses in the room to please refrain from leaning too close to the microphone or remove your earpiece when doing so. This will avoid any sound feedback that could negatively impact the committee's staff in the room.

septentrionale de l'hémisphère et surtout, une banque alimentaire dont le besoin se faisait cruellement sentir sur le site de cette mosquée; ou encore que les pratiques de ces fidèles de la Midnight Sun Mosque, qui porte bien son nom, ont créé des précédents en matière de lois islamiques qui sont maintenant reconnues par les musulmans du monde entier? Ne pouvons-nous pas y consacrer une *Minute du patrimoine* pour que tout le monde sache cela?

Puisque nous ne pouvons pas séparer l'histoire canadienne de celle des Amériques et du colonialisme européen, il vaut la peine de penser à l'influence occidentale plus vaste de l'islam pour motiver le premier soulèvement enregistré des esclaves africains en 1521, qui a amené le Royaume d'Espagne à prononcer l'une des nombreuses interdictions contre le transport des « esclaves soupçonnés de penchants islamiques »; en façonnant des pays des Caraïbes comme Trinité-et-Tobago et le Guyana, qui ont tous deux eu un chef d'État musulman; en jouant un rôle déterminant dans le mouvement afro-américain pour les droits civiques; et en façonnant non seulement le hip-hop, mais aussi les origines mêmes du blues. À mon avis, cela devrait être enseigné vers la fin du primaire, à tout le moins.

Le fait est que la haine en ligne commence hors ligne, par l'ignorance dans nos foyers, nos lieux de travail et nos écoles qui mettent trop l'accent sur l'histoire eurocentrique et les idéaux chrétiens, effaçant ainsi l'importance des minorités. Le racisme antimusulman est un phénomène complexe, mais la mauvaise éducation est au moins en partie responsable du fait que trop de gens croient que la prévalence de l'islam occidental est comme une nouvelle épidémie virale au lieu d'un gène essentiel dans l'ADN de l'Amérique moderne.

Il est dans la nature humaine de craindre ce que nous ne comprenons pas, mais si les Canadiens — les musulmans et les non-musulmans — connaissaient leur histoire islamique, y aurait-il moins de raisons de craindre l'islam? Je crois que oui.

Nous ne devrions pas attendre le mois d'octobre de chaque année pour nous souvenir de cet héritage. Nous devrions encourager les responsables des programmes provinciaux et locaux à enseigner cette histoire et financer les conteurs, les musées, les librairies et, oui, Historica Canada pour promouvoir cette histoire. Nous devrions embrasser la diversité unique de la population musulmane canadienne pour montrer que l'islam n'est pas un monolithe.

Je vous remercie de votre attention et de votre temps, mesdames et messieurs.

La présidente : Merci à tous pour vos exposés. Avant que l'on commence à poser des questions et à y répondre, j'aimerais demander aux membres et aux témoins dans la salle de bien vouloir s'abstenir de se pencher trop près du microphone ou encore de retirer leur oreillette lorsqu'ils le font. Cela évitera toute boucle sonore qui pourrait nuire au personnel du comité présent dans la salle.

We will now proceed to questions from the senators. As was our previous practice, I would like to remind each senator that you have five minutes for your question, and that includes the answer.

Senator Jaffer: *Salaam alaikum* to all three witnesses. You all have very long experience on these issues, and, certainly, listening to you all, we have learned a lot.

I want to start with you, Ms. Jiwani. I know you are in communications now, but from the time you were a student, you were very much also involved with issues of women and Islam, just generally women's rights. One of the things that the committee has been hearing a lot about is the attacks on women. When we were in Edmonton, it really hit me, the different attacks on women.

What role do you and Mr. Mouallem think that the media can play in portraying Muslim women in a better light than they are doing? If you could both answer, starting with you, Ms. Jiwani.

Ms. Jiwani: Senator Jaffer, thank you for that question. Yes, it has been one of the issues that has happened a lot in Quebec, particularly with the passing of Bill 21.

Muslim women have been targeted and have been targeted for a long time, partly because of the visibility of the hijab. That's one explanation, but the other thing that I noticed with the online commentary that I have examined — and this relates directly to what Mr. Mouallem was talking about — the stereotypes that have been there all along in the media, that are part of the wellspring of Orientalism, continually feed into a notion of what Muslim women are like.

In Quebec, it's become a matter of basically ripping off the veil and removing the hijab forcefully, whereas in other parts of the world we see Muslim women trying to keep that intact and alive.

I think part of the reason why the media continually trades on these old stereotypes is because they are easy. They feed in. They are part of what one author has so nicely called the "quick-fix Arab scenario." You have the stereotypes, and you just use them. But I think the element where mass media can really work is to begin to break down, as Mr. Mouallem has said so articulately, the notion that Islam is monolithic. There are so many instances of women not wearing the hijab and so many of them wearing the hijab. That's one thing that has to be structured.

Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Comme nous l'avons déjà fait, je rappelle à chaque sénateur qu'il dispose de cinq minutes pour ses questions, et cela comprend la réponse.

La sénatrice Jaffer : *Salaam alaikum* à tous les trois témoins. Vous avez une très longue expérience de ces questions et, certes, après vous avoir tous écoutés, nous avons appris beaucoup de choses.

J'aimerais commencer par vous, madame Jiwani. Je sais que vous travaillez maintenant dans les communications, mais depuis que vous êtes étudiante, vous vous intéressez beaucoup aux questions relatives aux femmes et à l'islam, et plus généralement aux droits des femmes. L'une des choses dont le comité a beaucoup entendu parler, ce sont les attaques contre les femmes. Lorsque nous étions à Edmonton, j'ai vraiment été frappée par les différentes attaques commises contre les femmes.

Quel rôle pensez-vous, vous et monsieur Mouallem, que les médias peuvent jouer pour présenter les femmes musulmanes sous un meilleur jour qu'ils ne le font actuellement? J'aimerais que vous répondiez tous les deux, en commençant par vous, madame Jiwani.

Mme Jiwani : Sénatrice Jaffer, merci de cette question. Oui, c'est un des problèmes qui se sont beaucoup posés au Québec, notamment avec l'adoption du projet de loi 21.

Les femmes musulmanes sont ciblées depuis longtemps, en partie à cause de la visibilité du hidjab. C'est une explication, mais l'autre chose que j'ai remarquée avec les commentaires en ligne que j'ai examinés — et cela se rapporte directement à ce dont parlait M. Mouallem — c'est que les stéréotypes qui existent depuis le début dans les médias, qui font partie de la source de l'orientalisme, alimentent continuellement une notion de ce que sont les femmes musulmanes.

Au Québec, on parle maintenant essentiellement d'arracher le voile et de retirer le hidjab de force, alors que dans d'autres parties du monde, nous voyons des femmes musulmanes qui essaient de le garder intact et vivant.

Je pense que si les médias ne cessent de se rabattre sur ces vieux stéréotypes, c'est en partie parce qu'ils sont faciles. Ils alimentent le débat. Ils font partie de ce qu'un auteur a si joliment appelé le « scénario arabe à solution rapide ». Vous avez les stéréotypes, et vous les utilisez simplement. Mais je pense que l'élément sur lequel les médias de masse peuvent vraiment agir, c'est de commencer à réfuter, comme M. Mouallem l'a si bien dit, la notion que l'islam est monolithique. Il y a tellement de femmes qui ne portent pas le hidjab et il y en a tellement qui le portent. C'est une chose qui doit être structurée.

The second thing is: What is the hijab? And what is the significance of the fact that it's interpretation has varied? How often has it become a symbol that has been harnessed in the interests of women making a claim? When you see young French women in France, for instance, they have taken on the hijab purposely to acclaim and assert a Muslim identity.

It's how the symbol is being used that needs to be interrogated. This is where media literacy comes in.

One of the big things is when we think about shows like "Little Mosque on the Prairie," which made a sufficient impact in terms of rupturing the stereotypes, but how many more such shows have we seen? That's one thing.

The second thing is that once the writer for that original show was let go, the show itself changed texture. So do we have our own creative productions within our own power? That's the other thing. We can tell the stories, but who is controlling the stories?

Of course, the kind of representation we receive in the mass media becomes absolutely important for Muslims. And it should not be Muslims that are just assimilated Muslims or informers, basically, but Muslims who have diverse perspectives and who can bring those perspectives to the media. Of course, the media has to be open to that.

Mr. Mouallem: Thank you, professor, for saying that eloquently. What can I add to that?

First, the answer to that is, ironically, to cede more space to Muslim women to speak for themselves about why they choose to wear or not wear a hijab. It is a deeply personal decision, and fixating on it, as the media often does, creates this otherism, this exoticism, that can lead to ignorance, and that ignorance can fuel or instigate more hate.

In the end, what I would love to see from popular culture and media in the representation of Muslim people — female, male or non-binary — is a humanization of them in the truer sense of what it means to be human, which is to be imperfect. So often representation is either there to paint them in a negative way or in an overly positive way when, in fact, Muslim people are just like everyone else. They are no better or no worse. They are just regular people. So that normalizing of Muslim families, of Muslim experiences, of going to mosque or not going to mosque, or wearing a hijab or not wearing a hijab, I would love to see it normalized and neutralized in how it is portrayed in media.

La deuxième chose est la suivante : qu'est-ce que le hidjab? Et quelle est la signification du fait que son interprétation a changé? Combien de fois est-il devenu un symbole qui a été exploité dans l'intérêt des femmes qui font une revendication? Lorsque vous voyez des jeunes femmes françaises en France, par exemple, elles ont revêtu le hidjab à dessein pour se faire remarquer et affirmer une identité musulmane.

C'est le symbole utilisé qui doit être interrogé. C'est là où la littératie médiatique entre en jeu.

L'une des choses les plus importantes est de penser à des émissions comme *Little Mosque on the Prairie*, qui ont eu un effet suffisant pour briser les stéréotypes, mais combien d'autres émissions de ce genre avons-nous vues? Voilà une chose.

La deuxième chose, c'est que, une fois que l'auteur de l'émission originale a été congédié, l'émission elle-même a changé de texture. Avons-nous donc un pouvoir sur nos propres productions créatives? Voilà l'autre question. Nous pouvons raconter les histoires, mais qui les contrôle?

Bien sûr, le type de représentation que nous recevons dans les médias de masse devient absolument important pour les musulmans. Et il devrait s'agir non pas de musulmans assimilés ou d'informateurs, essentiellement, mais de musulmans qui ont des perspectives différentes et qui peuvent les présenter aux médias. Bien sûr, les médias doivent être ouverts à cela.

M. Mouallem : Merci, madame, de vos propos aussi éloquents. Que puis-je ajouter à cela?

Tout d'abord, la réponse à cette question est, ironiquement, de céder plus d'espace aux femmes musulmanes pour qu'elles puissent parler elles-mêmes des raisons pour lesquelles elles choisissent de porter ou de ne pas porter un hidjab. C'est une décision profondément personnelle, et faire une fixation sur cette question, comme les médias le font souvent, crée cette altérité, cet exotisme, qui peut conduire à l'ignorance, et cette ignorance peut alimenter ou susciter davantage de haine.

Au final, ce que j'aimerais voir de la part de la culture populaire et des médias dans la représentation des musulmans — femmes, hommes ou non-binaires —, c'est une humanisation de ceux-ci dans le sens le plus vrai de ce que signifie être humain, c'est-à-dire être imparfait. Très souvent, la représentation vise à les dépeindre de façon négative ou de façon trop positive, alors que, en fait, les musulmans sont comme tout le monde. Ils ne sont ni mieux ni pires. Ce sont juste des gens ordinaires. Donc, cette normalisation des familles musulmanes, des expériences musulmanes, du fait d'aller à la mosquée ou de ne pas y aller, ou de porter un hidjab ou de ne pas en porter un... j'aimerais voir cela banalisé et neutralisé dans la façon dont c'est présenté dans les médias.

[*Translation*]

Senator Gerba: Professor Jiwani, you've partly answered my questions, but I'd like to return to what you said.

You spoke about social media that operate anonymously or disguised as something else. At the same time, you are recommending that it should be possible to do something to prevent them from continuing to promote an anti-Islam message. What action can we take when we know that people are hiding behind a false front? What do you recommend could be done to restrict the action of influencers like that on social media?

Also, with respect to conventional media, we have the evidence today, because one of the witnesses who appeared spoke to us about certain factors that show the media use a glossary — for example when the word "Zen" is used, we think of a certain community, and when the word "terrorist" is used, we immediately think of Muslims. How can we deconstruct this existing glossary currently being used by conventional media?

My question is for all the witnesses, and Ms. Jiwani in particular. Thank you.

[*English*]

Ms. Jiwani: Thank you. The issue is that there are so many different platforms. Each platform seems to have some kind of an in-built requirement or in-built guard with the monitors who check in. The problem is that this is done differentially. It is not across the board. It is not uniform. Plus, we are not taking into account that those people who act as monitors are doubly victimized when they listen to this hate and have to follow it.

There are many instances where we see on Twitter, for example, before the Elon Musk purchase, this would happen when it came to certain kinds of hate, such as around misogynistic issues, but not so much around Islam.

As you say, the connection to the stereotype of the Muslim as terrorist is so tight and embedded that to break it becomes very difficult in those instances because "terrorism" is a coded word. When you put it in a comment, it does not necessarily get picked up as Islamophobia.

The second thing that I want to draw attention to is one of the issues that you pointed out, which is the whole notion of how can we regulate this when anonymity has been promised? Well,

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Professeure Jiwani, vous avez déjà répondu à une partie de mes questions, mais j'aimerais revenir sur ce que vous avez dit.

Vous avez parlé des médias sociaux qui agissent de façon masquée ou anonyme. En même temps, vous recommandez que l'on puisse agir pour les empêcher de continuer à prôner un message anti-islam. Comment pouvons-nous agir en sachant que ces gens agissent à visage couvert, de façon masquée? Que recommandez-vous pour limiter l'action des influenceurs qui sont sur les médias sociaux?

Également, en ce qui concerne les médias conventionnels, on a la preuve aujourd'hui, car un des témoins qui a comparu nous a parlé des éléments qui montrent que les médias utilisent un lexique — par exemple, lorsque le mot « zen » est utilisé, on pense à une certaine communauté et lorsque l'on mentionne le mot « terroriste », on pense immédiatement aux musulmans. Comment pouvons-nous déconstruire ce lexique déjà établi aujourd'hui dans les médias conventionnels?

Ma question s'adresse à tous les témoins et en particulier à Mme Jiwani. Merci.

[*Traduction*]

Mme Jiwani : Merci. Ce qui se passe, c'est qu'il y a tant de plateformes différentes. Chaque plateforme semble avoir un certain type d'exigence intégrée ou de dispositifs de protection intégrés avec des contrôleurs qui surveillent. Le problème, c'est que cela est fait de manière différenciée. Ce n'est pas généralisé. Ce n'est pas uniforme. De plus, nous ne tenons pas compte du fait que les personnes qui agissent en tant que contrôleurs sont doublement victimisées lorsqu'elles écoutent cette haine et doivent la suivre.

Il y a de nombreux cas où nous voyons sur Twitter, par exemple, avant qu'il ne soit acheté par Elon Musk, que cela se produisait quand il s'agissait de certains types de haine, comme les questions misogynes, mais pas tellement en ce qui concerne l'islam.

Comme vous l'avez dit, le lien avec le stéréotype selon lequel les musulmans sont des terroristes est tellement étroit et ancré qu'il devient très difficile de le briser dans ces cas-là, parce que le mot « terrorisme » est un mot codé. Lorsque vous le mentionnez dans un commentaire, il n'est pas nécessairement considéré comme de l'islamophobie.

La deuxième chose sur laquelle je veux attirer l'attention est l'un des problèmes que vous avez soulevés, c'est-à-dire la question de savoir comment nous pouvons réglementer cela alors

there are a number of news platforms that actually do not require anonymity; they want you to sign in and be registered, but nothing happens because there is only a passive gatekeeping function.

For instance, Global News, which I examined in terms of their coverage of the women who are married to ISIS fighters and returning to Canada, in that coverage, although it was explicitly stated in the guidelines for posting that one could not post anything Islamophobic, who was actually looking after that? Many of the comments just went through. Nobody was actually keeping track, even though many of these people had already registered.

So anonymity works in some instances, but in other instances, the very fact that you have this medium open and that people can write — Every article that I have ever published that has anything to do with Islam immediately generates backlash. Immediately. You do not have to say anything else, just the word "Muslim," and right away you have a whole organized alt-right wing that comes in. That is what happens.

Anonymity becomes only one element. It has to work in concert with everything else. That is, you cannot have these avenues open. I just want to end by saying that — sorry, my time is over.

The Chair: It's okay, you can finish your thought.

Ms. Jiwani: Thank you. At the time of the truth and reconciliation hearings, one of the things that the CBC did was actually close down the comments on anything to do with Indigenous issues. Why can't that happen across the board?

The Chair: Do you have another question, or would you like someone else to answer? Omar, then maybe Faheem, would you like to answer?

Mr. Mouallem: Thank you. This is a very complex thing. How do you regulate online speech while also respecting free speech and also acknowledging and respecting the fact that these are operated by private companies, most of which are not Canadian in the very least?

Beyond engaging with these platforms in a serious way, I'm not sure what can be done. At the very least, I suppose these platforms should be expected to respect our free speech laws if they want to operate in Canada.

That very difficulty is the reason why I emphasize early education. When encountering hate speech and anti-Muslim hate, I think that it becomes very difficult to radicalize people when they know better and when, from an early age, they have learned to respect and understand Muslims, when they understand the

que l'anonymat a été promis. Eh bien, il y a un certain nombre de plateformes de nouvelles qui, en fait, n'exigent pas l'anonymat; elles veulent que vous ouvriez une session et que vous vous inscriviez, mais rien ne se passe parce qu'il n'y a qu'une fonction passive de contrôle.

Par exemple, Global News, dont j'ai examiné la couverture des femmes qui sont mariées à des combattants de l'État islamique et qui reviennent au Canada, dans cette couverture, même s'il était explicitement énoncé dans les directives de publication que l'on ne pouvait rien publier d'islamophobe, qui s'en occupait réellement? De nombreux commentaires sont simplement passés. Personne ne faisait de suivi, même si bon nombre de ces personnes s'étaient déjà inscrites.

Donc, l'anonymat fonctionne dans certains cas, mais dans d'autres, le fait même que ce média soit ouvert et que les gens puissent écrire... Chaque article que j'ai publié qui a quelque chose à voir avec l'islam génère immédiatement des réactions négatives. Immédiatement. Vous n'avez rien d'autre à dire, juste le mot « musulman », et tout de suite, vous avez toute une aile d'extrême droite organisée qui arrive. C'est ce qui se passe.

L'anonymat ne devient qu'un élément. Il doit fonctionner de concert avec tout le reste. C'est-à-dire que vous ne pouvez pas avoir ces avenues ouvertes. Je voudrais juste terminer en disant que... Désolée, mon temps est écoulé.

La présidente : C'est bon, vous pouvez terminer votre pensée.

Mme Jiwani : Merci. Au moment des audiences sur la vérité et la réconciliation, l'une des choses que CBC a faites a été de fermer les commentaires sur tout ce qui concernait les questions autochtones. Pourquoi ne peut-on pas le faire de façon générale?

La présidente : Avez-vous une autre question ou aimeriez-vous que quelqu'un d'autre réponde? Monsieur Mouallem, ou alors monsieur Affan, voulez-vous répondre?

M. Mouallem : Merci. C'est une chose très complexe. Comment réglementer le discours en ligne tout en respectant la liberté d'expression et en reconnaissant et en respectant le fait que ces plateformes sont exploitées par des sociétés privées, dont la plupart ne sont pas du tout canadiennes?

Je ne sais pas ce qu'il est possible de faire, si ce n'est de collaborer sérieusement avec ces plateformes. À tout le moins, je suppose que ces plateformes devraient respecter nos lois sur la liberté d'expression si elles veulent exercer leurs activités au Canada.

Cette difficulté même est la raison pour laquelle je mets l'accent sur l'éducation précoce. Quand on fait face à des discours haineux et à de la haine contre les musulmans, je pense qu'il devient très difficile de radicaliser les gens quand ils sont informés et quand, dès leur plus jeune âge, ils ont appris à

role that they have played in the society around them, when there is really less reason, or no reason, to fear them because they already feel like they know Muslim people, if not personally, then they know them culturally through their education, through pop culture and through the everyday conversations they might have in schools, workplaces and homes.

respecter et à comprendre les musulmans, lorsqu'ils comprennent le rôle qu'ils ont joué dans la société qui les entoure, lorsqu'il y a vraiment moins de raisons, ou aucune raison, de les craindre parce qu'ils ont déjà l'impression qu'ils connaissent les musulmans, sinon personnellement, à tout le moins culturellement par leur éducation, leur culture populaire et les conversations quotidiennes qu'ils peuvent avoir à l'école, au travail et à la maison.

The Chair: Thank you. Faheem?

Mr. Affan: Thank you very much. I agree with what Omar was saying in that it is very hard to control social media, but again, the emphasis is on education. Whenever you see these groups, they can be identified, then dialogue can be opened with them to see why they are commenting like this against Muslims. Maybe an education and an open dialogue with them will change their mindset, and they will learn about Islam and the beautiful qualities of the religion. Thank you.

[Translation]

Senator Gerba: Education is indeed an important factor. To educate the media, whose reporters have all undergone training that has taught them a number of rules, where they learn that freedom of expression comes with certain responsibilities, I don't know where to begin in terms of educating the conventional media.

[English]

The Chair: Thank you, Senator Gerba. Omar, I will let you have the first response, since you are a media person.

Mr. Mouallem: The answer probably lies in the employment decisions within those media companies. The more diverse they are and the more their newsrooms are comprised of racialized people, the less likely there is going to be this continuation of very racist ideas or veiled White supremacy.

I look at the tenor of media in Quebec. In particular, the trash radio or *radios-poubelles*, which is so popular there and might have played an important role in the tragic shootings on January 29, 2017, how much of that has to do with the lack of diversity in those newsrooms or the lack of Muslim or Middle Eastern representation in those newsrooms? I would hazard to guess a lot, that having someone from a marginalized community near you in your newsroom, in your radio station, will make it a lot harder for you to say or print some of the vile things that you might otherwise say or print and, maybe with time, even change your mind.

La présidente : Merci. Monsieur Affan?

M. Affan : Merci beaucoup. Je suis d'accord avec M. Mouallem pour dire qu'il est très difficile de contrôler les médias sociaux, mais encore une fois, on doit mettre l'accent sur l'éducation. Dès que vous voyez ces groupes, on peut les cerner, puis amorcer un dialogue avec eux pour voir pourquoi ils font ce genre de commentaires contre les musulmans. Peut-être qu'une éducation et un dialogue ouvert avec eux changeront leur vision, et ils en apprendront sur l'islam et sur les magnifiques qualités de la religion. Je vous remercie.

[Français]

La sénatrice Gerba : Effectivement, l'éducation est un élément important. Pour éduquer les médias qui sont passés par des écoles de formation qui leur apprennent un certain nombre de règles, où on apprend que la liberté d'expression vient avec des responsabilités, je me demande par où commencer pour éduquer les médias conventionnels.

[Traduction]

La présidente : Merci, madame la sénatrice Gerba. Monsieur Mouallem, je vous laisserai répondre en premier, puisque vous êtes une personne des médias.

M. Mouallem : La réponse se trouve probablement dans les décisions d'emploi au sein de ces entreprises médiatiques. Plus elles sont diversifiées et plus leurs salles de nouvelles sont composées de personnes racisées, moins il est probable qu'il y ait cette perpétuation d'idées très racistes ou de suprématie blanche voilée.

Je regarde la teneur des médias au Québec. En particulier, la radio-poubelle, qui est si populaire là-bas et qui pourrait avoir joué un rôle important dans les fusillades tragiques du 29 janvier 2017, dans quelle mesure cela a-t-il à voir avec le manque de diversité dans ces salles de presse ou le manque de représentation musulmane ou moyen-orientale? Je me hasarderais à dire que cela a beaucoup à voir, que le fait d'avoir une personne issue d'une communauté marginalisée près de vous dans votre salle de presse, dans votre station de radio, fera en sorte qu'il sera beaucoup plus difficile pour vous de dire ou d'imprimer certaines choses ignobles que vous pourriez autrement dire ou imprimer et, peut-être même, avec le temps, que cela vous fera changer d'avis.

The Chair: Thank you. I see Professor Jiwani is shaking her head.

Ms. Jiwani: The reason I am shaking my head is because oftentimes education is seen as a panacea for everything. All of the studies that I have read, including from people in the school of journalism who have done theses on this, who are minorities in the newsroom, have actually been made to feel really targeted and really silenced in those places so that they assimilate into the dominant ways of seeing. I cannot see how that would change because the way trash radio works, and the way it works over there, is because it somehow resonates so well with that public's notion of what Islam is like, what Muslims are like.

Even hearing the imam of the mosque, the grand mosque in Quebec City, talk about the way in which even the police were not there to help out. So saturated is Islamophobia in that society, in that texture, that I cannot see how having that kind of representation would work unless you have regulation that follows. Education cannot be the panacea. It has to work hand-in-hand with the state. It has to work with legal regulation. Representation is only one part of it. Because if you only have one or two people, they are going to be completely overwhelmed and contained and controlled by the journalistic schools that are there within those newsrooms.

The Chair: Thank you.

Senator Arnot: Thank you, witnesses, for coming here today and enlightening us.

I come from the position that hate speech is virtually unregulated in this country and it needs to be regulated in a much more robust and effective manner. I am just wondering if the witnesses have any comment on that issue.

One of the things I would like to state is that the definition of "hate speech" was very succinctly and with great clarity analyzed in the *Whatcott* case in the Supreme Court of Canada in 2013. I do not think that it is that difficult for anyone to understand what hate speech is if you look at the indicia of hate that was outlined in that case.

In particular, in this country, I am wondering what the witnesses think about the CRTC's effectiveness in regulating hate speech. I know that Bill C-11 is coming to the Senate. We are analyzing that. I wonder if you have any comments on what kind of teeth need to be put into Bill C-11 to effectively regulate hate speech.

La présidente : Merci. Je vois que Mme Jiwani secoue la tête.

Mme Jiwani : La raison pour laquelle je secoue la tête, c'est parce que souvent, l'éducation est considérée comme une panacée pour tout. Toutes les études que j'ai lues, y compris celles de personnes de l'école de journalisme qui ont rédigé des thèses sur le sujet, qui sont des minorités dans les salles de presse... elles se sont senties, en fait, vraiment ciblées et vraiment réduites au silence dans ces endroits afin qu'elles s'assimilent aux façons dominantes de voir. Je ne vois pas comment cela pourrait changer, parce que la façon dont la radio-poubelle fonctionne et dont les choses fonctionnent là-bas correspond en quelque sorte à la notion qu'a ce public de ce qu'est l'islam, de ce que sont les musulmans.

Même entendre l'imam de la mosquée, la grande mosquée de Québec, parler de la façon dont même la police n'était pas là pour aider... Cette société est tellement saturée d'islamophobie que je ne vois pas comment le fait d'avoir ce type de représentation pourrait fonctionner à moins d'avoir une réglementation qui suit. L'éducation ne peut pas être la panacée. Elle doit travailler main dans la main avec l'État. Elle doit fonctionner avec la réglementation, la loi. La représentation n'est qu'une partie de l'équation. Parce que si vous n'avez qu'une ou deux personnes, elles seront complètement débordées, confinées et contrôlées par les écoles journalistiques qui existent dans ces salles de presse.

La présidente : Merci.

Le sénateur Arnot : Merci, madame et messieurs, d'être venus ici aujourd'hui et de nous éclairer.

Je suis d'avis que les discours haineux ne sont pratiquement pas réglementés dans notre pays et qu'ils doivent l'être de façon beaucoup plus solide et efficace. Je me demande simplement si les témoins ont des commentaires à faire sur cette question.

L'une des choses que j'aimerais dire, c'est que la définition de « discours haineux » a été analysée très succinctement et avec une grande clarté dans l'affaire *Whatcott* de la Cour suprême du Canada en 2013. Je ne pense pas qu'il soit difficile pour quiconque de comprendre ce que sont les discours haineux si l'on examine les indices de haine qui ont été exposés dans cette affaire.

En particulier, au pays, je me demande ce que les témoins pensent de l'efficacité du CRTC pour réglementer les discours haineux. Je sais que le projet de loi C-11 sera présenté au Sénat. Nous sommes en train de l'analyser. Je me demande si vous avez des commentaires sur le genre de mordant qu'il faudrait donner au projet de loi C-11 pour qu'il puisse réglementer efficacement les discours haineux.

I am wondering, in addition, are there any examples in other places, for instance Germany or Britain, where there has been a more effective way of holding these social media platforms to account.

A third idea that you may want to comment on is the Anti-Racism Secretariat. In your opinion, has that secretariat been effective, robust and strategic in actually making any real difference in Canada with respect to the mandate that they have?

Ms. Jiwani: Senator, thank you so much for all of these questions. They certainly leave a lot of room for thought.

I am afraid that I am not going to be able to comment on the policy aspect of it.

I can certainly tell you about my encounters with the CRTC many years ago when there was a television broadcast where the reporter actually described the Asian beetle in ways that were very similar to how one was stereotypically describing Asian immigrants in B.C. I wrote to the CRTC and provided a recording of this and nothing happened.

The thing is that so much of the language is coded. When we think of memes like Pepe the Frog, it just gets by these censors. It is not going to do anything. That is where you really need a kind of analysis of how this kind of racism is exported, how it is articulated, the kinds of words that are used in support, which are constantly changing. That is one aspect of it that I wanted to point out.

The second thing is that freedom of speech itself has become a banner of sorts, where there is no real understanding of what freedom of speech is about, particularly in the Canadian context where such freedoms are measured against societal good. There isn't an understanding of that. In fact, everybody seems to be more drawn to and use the American notion. Maybe part of it has to do with the fact that so much of the media we consume is American.

Yes, in Europe there are very strong measures around hate speech. I am thinking particularly about the European Union and how its communication division has come out with so many things including, in fact, one of my mentors who came out with a whole guide on how the media can refrain from reporting using Islamophobic language and that has yet to be adopted here.

Senator Arnot: Could you provide a copy of that study that you just referred to, to our clerk, please? Anything especially on the European model.

Ms. Jiwani: Yes, will do.

Senator Arnot: Thank you.

Je me demande également s'il y a des exemples ailleurs, par exemple en Allemagne ou en Grande-Bretagne, qui ont mis en place une façon plus efficace de demander des comptes à ces plateformes de médias sociaux.

Une troisième idée sur laquelle vous voudrez peut-être vous prononcer est le Secrétariat de lutte contre le racisme. À votre avis, ce secrétariat a-t-il été efficace, robuste et stratégique pour vraiment changer les choses au Canada en ce qui concerne le mandat qui lui a été confié?

Mme Jiwani : Monsieur le sénateur, merci beaucoup de toutes ces questions. Elles laissent certainement beaucoup place à la réflexion.

Je crains de ne pas pouvoir me prononcer sur l'aspect stratégique.

Je peux certainement vous parler de mes rencontres avec le CRTC il y a de nombreuses années, lorsqu'il y a eu une émission de télévision où le journaliste a décrit le longicorne asiatique d'une manière très semblable à la description stéréotypée des immigrants asiatiques en Colombie-Britannique. J'ai écrit au CRTC et fourni un enregistrement, et rien n'a été fait.

Le problème, c'est qu'une grande partie du langage est codé. Lorsque nous pensons aux mèmes comme Pepe la grenouille, ils échappent purement et simplement aux censeurs. Cela ne fera rien. C'est là qu'il faut vraiment analyser la façon dont ce type de racisme est exporté, comment il est articulé, les types de mots utilisés pour le soutenir, qui changent constamment. C'est un aspect de ce que je voulais souligner.

La deuxième chose, c'est que la liberté d'expression elle-même est devenue une sorte d'étandard, où l'on ne comprend pas vraiment ce qu'est la liberté d'expression, en particulier dans le contexte canadien où ces libertés sont mesurées par rapport au bien de la société. Il n'y a pas de compréhension de cela. En fait, tout le monde semble être plus attiré par la notion américaine et l'utiliser. Cela tient peut-être en partie au fait qu'une grande partie des médias que nous consommons sont américains.

Oui, en Europe, il existe des mesures très strictes concernant les discours haineux. Je pense, en particulier, à l'Union européenne et à la façon dont sa division de la communication a publié de nombreux documents, y compris, en fait, un de mes mentors, qui a publié un guide complet sur la façon dont les médias peuvent s'abstenir d'utiliser un langage islamophobe dans leurs reportages, mais cela n'a pas encore été adopté ici.

Le sénateur Arnot : Pourriez-vous fournir une copie de l'étude que vous venez de mentionner à notre greffier, s'il vous plaît? Tout ce qui porte en particulier sur le modèle européen.

Mme Jiwani : Oui, je le ferai.

Le sénateur Arnot : Merci.

Ms. Jiwani: Thank you.

The Chair: Would anyone else like to answer Senator Arnot's question, Omar or Faheem?

Mr. Mouallem: I would just echo what the professor has said that there is a lack of understanding about what free speech means in Canada. The giant influence of American culture has unfortunately misled people to think that our free speech laws are the same as they are in the United States.

Others maybe think that our hate speech laws are a lot stronger than they actually are, that the threshold is much lower than it actually is. Anyone who has tried to prosecute someone on hate speech laws knows that the threshold is very high and it is very difficult. It is not very often that you see people like the notorious YouTuber Kevin Johnson who I believe was jailed or maybe charged or convicted last year for his notoriously anti-Muslim screeds on his YouTube channel. This does not happen very often. I cannot speak to whether it is a good thing or a bad thing to have the threshold where it is right now.

It can only do good for Canadians to understand the full limits of free speech in this country and not be confused by other countries' laws and interpretations.

Mr. Affan: Thank you very much, Omar. I agree. There is a very blurred line between freedom of speech and the word "hate." Again, it comes to the education that we emphasize. It should be taught at all levels, starting in school and continuing into professional life. What is the difference between free speech and hate? What can hurt other people and what cannot?

Again, it comes down to education. That is what I was going to emphasize. Thank you.

Senator Arnot: I agree with what the witnesses are saying. In particular, speech has always been fettered, whether it is through fraud, hate or defamation. In Canada, we are uniquely placed because the Supreme Court of Canada has clearly defined what it is, as I pointed out earlier.

I just want to follow up on another issue, and perhaps this is for Mr. Mouallem. In relation to recommendation 21 in the NCCM's 61 ways to deal with anti-Muslim hate, do you have any comment about the Anti-Racism Secretariat's effectiveness, how robust it is and how strategic it has been in actually making a difference in Canada?

Mme Jiwani : Merci.

La présidente : Y a-t-il quelqu'un d'autre qui aimeraient répondre à la question du sénateur Arnot, monsieur Mouallem ou monsieur Affan?

M. Mouallem : Je veux juste me faire l'écho de ce que Mme Jiwani a dit, c'est-à-dire qu'il y a un manque de compréhension au sujet de ce que signifie la liberté d'expression au Canada. L'influence gigantesque de la culture américaine a malheureusement incité les gens à penser à tort que nos lois sur les discours haineux sont les mêmes que celles des États-Unis.

D'autres personnes pourraient penser que nos lois sur les discours haineux sont beaucoup plus strictes qu'elles ne le sont en réalité, que le seuil est beaucoup plus bas qu'il ne l'est réellement. Tous ceux qui ont tenté de poursuivre des personnes en vertu des lois sur les discours haineux savent que ce seuil est très élevé et qu'il est très difficile. Ce n'est pas très souvent que vous voyez des gens comme le célèbre youtubeur Kevin Johnson être, je crois, emprisonné ou peut-être accusé ou reconnu coupable l'an dernier pour ses propos notamment antimusulmans sur sa chaîne YouTube. Cela n'arrive pas très souvent. Je ne peux pas dire si c'est une bonne ou une mauvaise chose que le seuil soit tel qu'il est en ce moment.

Il ne peut être que bénéfique pour les Canadiens de comprendre toutes les limites dont s'assortit la liberté d'expression dans notre pays et de ne pas être dérouté par les lois et les interprétations d'autres pays.

M. Affan : Merci beaucoup, monsieur Mouallem. Je suis d'accord avec vous. Il y a une ligne très floue entre la liberté d'expression et le mot « haine ». Encore une fois, cela revient à l'éducation que nous mettons de l'avant. Elle doit être enseignée à tous les niveaux, de l'école et jusqu'à la vie professionnelle. Quelle est la différence entre la liberté d'expression et la haine? Qu'est-ce qui peut blesser d'autres personnes et qu'est-ce qui ne le peut pas?

Là encore, c'est une question d'éducation. C'est ce que je voulais souligner. Merci.

Le sénateur Arnot : Je suis d'accord avec ce que les témoins disent. En particulier, la parole a toujours été entravée, qu'il s'agisse de fraude, de haine ou de diffamation. Au Canada, nous sommes dans une situation unique, parce que la Cour suprême du Canada a défini clairement ce qu'est la diffamation, comme je l'ai souligné plus tôt.

Je veux juste poursuivre sur une autre question, et peut-être qu'elle s'adresse à M. Mouallem. Par rapport à la recommandation 21 des 61 moyens du CNMC de lutter contre la haine antimusulmane, avez-vous des commentaires quant à l'efficacité du Secrétariat de lutte contre le racisme, à sa robustesse et à la stratégie qu'il a adoptée pour changer les choses au Canada?

Mr. Mouallem: I don't; I'm sorry. I do not know enough about it.

Senator Arnot: Thank you.

Senator Omidvar: Thank you to our witnesses for being here. I will focus on the role of the media as an enabler of Islamophobia. I am going to quote a study that was cited by Haroon Siddiqui in an article in the *Literary Review of Canada* where he notes that 75% of people in the West rely on the media for their information about Muslims. What many of us know about Islam, or what we think we know, is filtered primarily through the media. Without a doubt, the media functions as the most powerful and influential conveyor of Islam.

Do you agree or disagree with those observations? Perhaps Professor Jiwani and then the others?

Ms. Jiwani: I totally agree with those observations. Having read that same article and having followed how, in fact, the coverage in the *Toronto Star* changed when Haroon Siddiqui was there as editor versus what happened after, I would say is clearly telling. Definitely, the media totally influences.

One of the things that I would add to that is that within the younger generation, it is not the mainstream print media that is the influence. It is social media. How in fact social media then borrows from that, condenses it and puts it out into these little bite-sized pieces that are very consumable makes it go further and further. This is where classic works like Edward Said's *Orientalism* show that many of the stereotypes and tropes are still there. They have not changed.

Senator Omidvar: Professor Mouallem, you are a journalist. We all know that talk radio is uniquely —

Mr. Mouallem: Toxic?

Senator Omidvar: It feeds and proliferates Islamophobia and other forms of hate in a particularly prolific manner.

I host a podcast. I interviewed a journalist, Supriya Dwivedi, who actually left a talk show platform because her own organization did not do enough to protect her from the onslaught of hate that she received, and I am sure that the story is common.

Do you think media organizations, whether they are traditional media or new media, do enough to protect journalists and columnists?

M. Mouallem : Je n'ai rien à dire à ce sujet; je suis désolé. Je ne le connais pas assez.

Le sénateur Arnot : Merci.

La sénatrice Omidvar : Merci à nos témoins d'être ici. Je vais me concentrer sur le rôle que jouent les médias au moment d'inciter à l'islamophobie. Je vais citer une étude qui a été mentionnée par Haroon Siddiqui dans un article du *Literary Review of Canada* où il souligne que 75 % des Occidentaux se fient à l'information donnée par les médias au sujet des musulmans. Ce qu'un grand nombre d'entre nous connaît au sujet de l'islam, ou ce que nous pensons connaître, est principalement filtré par les médias. Il ne fait aucun doute que les médias constituent le véhicule le plus puissant et le plus influent de l'islam.

Souscrivez-vous, oui ou non, à ces observations? Tout d'abord Mme Jiwani, puis les autres pourront répondre.

Mme Jiwani : Je souscris entièrement à ces observations. Après avoir lu le même article et après avoir suivi la façon dont le *Toronto Star* a modifié la façon d'aborder le sujet lorsque Haroon Siddiqui était au poste de rédacteur en chef comparativement à après, je crois que c'est très évocateur. Il est évident que les médias ont de l'influence.

Une des choses que j'aimerais ajouter c'est que, au sein de la génération plus jeune, ce ne sont pas les médias imprimés qui ont de l'influence : ce sont les réseaux sociaux. Le fait que les réseaux sociaux prennent cette information, puis la condensent et publient ces petits articles qui sont faciles à lire fait en sorte qu'ils ont encore plus d'influence. C'est là que les ouvrages classiques comme celui d'Edward Saïd *L'Orientalisme* montrent que bon nombre de stéréotypes et de tendances existent toujours. Ils n'ont pas changé.

La sénatrice Omidvar : Monsieur Mouallem, vous êtes un journaliste. Nous savons tous que la radio à prépondérance verbale est particulièrement...

M. Mouallem : Toxique?

La sénatrice Omidvar : Elle fait la promotion de l'islamophobie et la favorise, et il en est de même pour d'autres formes de haine, et ce, de façon inégalée par d'autres formes de médias.

J'anime un balado. Je me suis entretenue avec une journaliste, Supriya Dwivedi, qui a en fait quitté une plateforme d'émission-débat parce que sa propre organisation n'avait pas pris suffisamment de mesures pour la protéger contre toute la haine qu'elle a reçue, et je suis sûre que c'est une situation courante.

Pensez-vous que les organismes médiatiques, qu'ils soient traditionnels ou non, en font assez pour protéger les journalistes et les chroniqueurs?

Mr. Mouallem: I can only speak to mainstream traditional media. No, I do not think that they do. There is a common adage that it comes with the job, that hate mail and threatening letters come with the job.

But what is lost on a lot of the employers and the management in traditional media is that the nature of these threats has changed. They have become more targeted, more personal, more detailed and more threatening. They have also become more targeted at people's identity, whether it be because they are women and/or Brown and/or Muslim or Black. The nature of this has become a lot more frightening. Yet, there is still this assumption and attitude, which is quite prevalent, that it should just be a part of the job. It is not just at the upper management of newsrooms. I think it is also within the RCMP and police services who are quick to dismiss these threats as if, again, they are not to be taken seriously. Well, they should be, and eventually I think we are going to learn through the tragic outcome of an event how seriously these threats should be taken.

Senator Omidvar: I have a brief question to all three of you about the Islamophobia summit that was held in 2020. What has changed since then? Has the needle shifted at all from your point of view?

Mr. Mouallem: I believe it was in 2021, at least since the recommendations. Not much has changed but not much time has passed. This is going to be a generational effort.

One thing I will say is that over the past few years the awareness of Islamic Heritage Month has grown. Each year I see it becoming more prominent. I see more public and other schools celebrating it. It is being made known. I do think that there is something positive in the air that is happening at a local level, at the very least, that gives me reason for optimism.

Senator Omidvar: Thank you. Mr. Affan, I was taken by your testimony that your local mosque in Ottawa engages with other religions, hosts a Christmas fair, et cetera.

Are you aware of interfaith efforts that provide a structure to these kinds of exchanges and to what extent those interfaith conversations are important in dealing with Islamophobia?

Mr. Affan: I will not comment on everybody else, but I know what our community is doing is very helpful. It is the local media who play an important role, even though social media has more effect. But you will be surprised when you go to these small towns. Our mosque is in Ottawa, but it is in Cumberland, a small town. When we were buying the place and going to open

M. Mouallem : Je peux seulement parler des médias traditionnels habituels. Non, je ne pense pas que ce soit suffisant. On sait que ce travail vient avec son lot de correspondance haineuse et de lettres de menaces. Cela fait partie du travail.

Mais ce que les employeurs et les cadres travaillant au sein de médias traditionnels ne comprennent pas, c'est que la nature de ces menaces a changé. Les menaces sont plus ciblées, plus personnelles, plus détaillées et plus menaçantes. De plus, elles visent davantage l'identité d'une personne, que ce soit parce qu'elle est une femme et/ou mulâtre et/ou musulmane ou noire. La nature de ces menaces est beaucoup plus effrayante. Or, la plupart des gens présument toujours que cela fait simplement partie du travail, et ils agissent en tant que tel. C'est très répandu. Ce n'est pas seulement les cadres des salles de presse. Je pense que c'est aussi ce que croit la GRC et les services de police, qui tassent rapidement ces menaces du revers de la main, comme si, encore une fois, il ne faut pas les prendre au sérieux. Bien, elles devraient l'être, et je pense que nous finirons par apprendre à quel point il faut les prendre au sérieux après avoir été témoin d'un événement tragique.

La sénatrice Omidvar : J'ai une question brève qui vous concerne tous les trois au sujet du Sommet sur l'islamophobie qui s'est tenu en 2020. Y a-t-il eu des changements depuis? Selon vous, la situation a-t-elle changé d'une façon ou d'une autre?

M. Mouallem : Je pense que c'était en 2021, du moins depuis que les recommandations ont été formulées. Peu de choses ont changé, mais peu de temps s'est écoulé. La situation nécessitera des efforts sur plusieurs générations.

Ce que je dirais, c'est que, au cours des dernières années, la sensibilisation au Mois du patrimoine musulman a augmenté. Chaque année, je vois l'événement prendre de l'ampleur. De plus en plus d'écoles publiques et autres le célèbrent. On est en train de faire connaître l'événement. Je pense effectivement que quelque chose de positif est en train de se produire, du moins localement, et c'est pourquoi je suis optimiste.

La sénatrice Omidvar : Merci. Monsieur Affan, j'ai été surprise par votre témoignage selon lequel votre mosquée locale, à Ottawa, collabore avec d'autres religions, organise une foire de Noël, et cetera.

Savez-vous si des efforts sont déployés entre diverses religions afin de fournir une structure à ce genre d'échanges, et à quel point ces conversations entre les religions sont importantes lorsqu'il est question de régler l'islamophobie?

M. Affan : Je ne parlerai pour personne d'autre, mais je sais que ce que fait notre collectivité aide beaucoup. Ce sont les médias locaux qui jouent un rôle important, même si les réseaux sociaux sont plus efficaces. Mais vous serez surprise lorsque vous vous rendrez dans ces petits villages. Notre mosquée est à Ottawa, mais c'est à Cumberland, un petit village. Lorsque nous

the mosque, there was huge negativity there. People were afraid. They did not want it. We worked with the local media there, and we opened everything up for the people. They are now holding their community meetings, Christmas market and even their summer markets there in the gym, which we provided to them.

We do hold a lot of interfaith dialogue. As I mentioned in my statement, we are one of the organizations that has a very long-held interfaith conference in Canada. It has been held now for many years, and people from other religions have been invited to talk about their similarities. It does help, especially when you go to the small towns where you will be surprised that many people do not even know about Islam. They have no idea who the Muslims are, even at this point. I met an MP from a small town a few years ago, and I told him about the Ahmadiyya Muslim Jama'at Canada and they did not have any idea. So it is very important that the media and the interfaith dialogues happen in those small towns so that we can teach the people from those towns what Islam is. All that they know about Islam is from the media, and it is related to terrorism.

The Chair: Thank you. Professor Jiwani, did you have anything to add?

Ms. Jiwani: I want to say one thing, which is that oftentimes it is the people who are victimized who have to do this type of work. That often surprises me.

I remember with the Ahmadiyya community, they had a wonderful initiative in Montreal where they invited people to their homes for dinner. Part of it was to basically shake up or remove that whole tenor or that appearance and mystique around being different and the terror narrative.

Because I have worked so much on violence against women and those areas, seeing racism and Islamophobia as forms of violence, I am left wondering how much of this initiative and impetus is left on the victims of that kind of violence to do that work of educating rather than states or institutions doing that work or being mandated to do that work.

I wanted to leave the committee with that because I think this is an issue that is part of the whole structural element underpinning Islamophobia. We need to account for the ways in which relations of power are being perpetuated in this way.

étions en train d'acheter le bâtiment, et que nous allions ouvrir la mosquée, l'environnement était très négatif là-bas. Les gens avaient peur. Ils ne voulaient pas de mosquée. Nous avons travaillé en collaboration avec les médias locaux là-bas, et nous avons tout ouvert au public. Les gens y tiennent maintenant des réunions communautaires, un marché de Noël et même des marchés d'été dans le gymnase que nous leur fournissons.

Nous discutons beaucoup des différentes religions. Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration liminaire, nous sommes un des organismes qui tient depuis longtemps une conférence interreligieuse au Canada. On la tient depuis maintenant de nombreuses années, et des gens d'une autre confession ont été invités à parler des similitudes. Cela aide, particulièrement lorsque vous vous rendez dans les petits villages où il est surprenant d'apprendre que de nombreuses personnes ne connaissent même pas l'islam. Les habitants ne savent pas ce que sont les musulmans encore aujourd'hui. J'ai rencontré un député d'un petit village il y a quelques années, et je lui ai parlé d'Ahmadiyya Muslim Jama'at Canada, et il n'avait aucune idée de quoi je parlais. Donc, il est très important que les médias fassent la promotion de l'islam dans ces petits villages et que des conversations interreligieuses aient lieu afin que nous puissions apprendre aux habitants de ces petits villages ce qu'est l'islam. Tout ce qu'ils connaissent de l'islam provient des médias et concerne le terrorisme.

La présidente : Merci. Madame Jiwani, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Jiwani : J'aimerais dire une chose : souvent, ce sont les victimes qui doivent faire ce genre de travail. Cela me surprend souvent.

Je me rappelle que la communauté ahmadie avait mis en place une superbe initiative à Montréal, dans le cadre de laquelle des personnes appartenant à cette communauté invitaient des personnes chez eux pour un repas. L'un des objectifs étant de modifier la pensée ou l'impression qui sous-tend le fait d'être différent et de cesser d'avoir peur.

Comme j'ai travaillé beaucoup pour lutter contre la violence faite aux femmes et ce qui s'y rapporte, et comme selon moi, le racisme et l'islamophobie sont des formes de violence, je me demande quelle est la part de responsabilité des victimes de ce genre de violence de mettre en œuvre cette initiative et d'éduquer la population. N'est-ce pas plutôt le travail des États et des institutions de faire ce travail?

Je voulais terminer en posant cette question au comité parce que, selon moi, il s'agit d'une question qui concerne l'origine de l'islamophobie. Nous devons tenir compte de la façon dont les relations de pouvoir favorisent cette situation.

The Chair: Thank you. It's interesting, Professor Jiwani, because that was going to be my question in response to something that you said, Mr. Affan. You said that the responsibility lies on us.

Are we placing too much responsibility on Muslims? We are left doing all the work as a community that is sort of, I could say, under siege. We have to do all the work to explain ourselves.

I would also like to know, with respect to the open houses you had, how successful were they?

Mr. Affan: I said that because it works. We have done a lot of open houses. The media is not portraying a positive image of Muslims, so somebody has to do the work. If the government is not taking this initiative, then it is our responsibility to educate people about the peaceful nature of Islam and how peaceful Muslims are; you can't relate them to terrorism.

We do these open houses where we invite neighbours into the mosque. They can just walk in, chat with people and learn about Islam. Surprisingly, their image of Islam is what they have learned from the media, which is all negative.

I know the responsibility should not be put too much on Muslims, but we have to start from somewhere. If nobody is taking action, somebody has to. Somebody has to educate these people on what Islam is. That's what we are doing. That's what we are trying to take a lead in.

As the professor mentioned, a couple of years ago, we ran this campaign. During Ramadan, across Canada, a lot of families invited their neighbours to come and break a fast with them. It was a very positive thing because most of them didn't know about iftar and Ramadan. Actually, some of them fasted with us in the following years, fasted with Muslim family friends for a whole day, just to experience it. It was a very positive experience.

Yes, to answer your question, we need to start somewhere. We can't wait and then just see that things are going to happen. We need to start educating, especially if the government is not taking responsibility or if media is always portraying a negative image of Islam.

The Chair: Thank you. Professor Jiwani?

Ms. Jiwani: I agree that we should start somewhere, but I'm also thinking of the fact that this has been going on for a long time. When I see younger people, particularly people who I have

La présidente : Merci. C'est intéressant, madame Jiwani, parce que c'était la question que j'allais poser en réponse à quelque chose que vous avez dit, monsieur Affan. Vous avez dit que nous sommes tous responsables.

Donnons-nous trop de responsabilités aux musulmans? Nous devons tous faire le travail en tant que communauté qui est, en quelque sorte, si je puis le dire, attaquée. Nous devons tout faire pour nous expliquer.

En ce qui concerne les journées portes ouvertes que vous avez tenues, j'aimerais savoir si elles ont été réussies.

M. Affan : J'ai dit ça parce que cela fonctionne. Nous avons tenu beaucoup de journées portes ouvertes. Les médias ne montrent pas les musulmans sous leur meilleur jour, donc quelqu'un doit le faire. Si le gouvernement ne met pas cette initiative en place, c'est à nous d'éduquer les gens au sujet de la nature pacifique de l'islam et de la façon dont se comportent les musulmans pacifistes : vous ne pouvez pas les lier au terrorisme.

Nous tenons ces journées portes ouvertes lors desquelles nous invitons des voisins à la mosquée. Ils peuvent tout simplement y entrer, parler à des personnes et apprendre des choses sur l'islam. Il est surprenant de voir que la perception que quelqu'un a de l'islam provient des médias, ce qui est en tout point une vision négative.

Je sais que les musulmans ne doivent pas assumer seuls la responsabilité, mais nous devons commencer quelque part. Si personne ne prend de mesures, quelqu'un doit le faire. Quelqu'un doit éduquer ces personnes quant à ce qu'est l'islam. C'est ce que nous faisons. C'est ce que nous tentons d'atteindre.

Comme l'a mentionné Mme Jiwani, il y a quelques années, nous avons mené cette campagne. Durant le ramadan, à l'échelle du Canada, de nombreuses familles ont invité leurs voisins à venir mettre fin à un jeûne avec eux. Cela a eu des conséquences positives parce que la plupart d'entre eux ne connaissaient pas ce qu'étaient l'iftar et le ramadan. En fait, certains d'entre eux ont jeûné avec nous au cours des années suivantes, ils ont jeûné avec des amis qui étaient musulmans durant toute une journée, juste pour vivre l'expérience. L'expérience a été très réussie.

Oui, pour répondre à votre question, nous devons commencer quelque part. Nous ne pouvons pas attendre que des choses se passent. Nous devons commencer à éduquer les gens, particulièrement si le gouvernement ne prend pas ses responsabilités ou si les médias continuent de faire mauvaise presse à l'islam.

La présidente : Merci. Madame Jiwani, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Jiwani : Je suis d'accord. Nous devons commencer quelque part, mais je pense aussi que la situation dure depuis longtemps. Lorsque je vois des personnes plus jeunes,

the privilege to teach, they are not going to be so patient, and they are not going to stay in a position where they feel like they have to go out there to educate.

I think part of the issue, for me, is seeing that rift and also seeing what the impact is when you have marginalized and alienated youth who are always being othered. How do you create those networks of support in order for them not to be re-victimized over and over again or to become ambassadors of the faith? That's not their role.

So I think there are other elements that have to be worked at structurally. I don't think we can just place it on the individuals or the families.

I also think the other thing that has to be taken into account is intersectionality. We can't assume that all Muslims are the same and come from the same place. If you're racialized and a Muslim — for instance, a Somali — how are you going to be dealt with? It's going to be totally different than if you're an upper-middle-class Brown body.

I think we need to really factor that in with respect to who is being criminalized, isolated and distanced in that way. How do we incorporate them in a way where there is a level of safety and support, even though, going back to the previous example that Mr. Mouallem also mentioned, that even within the academy, the government and the media, there is no safe place? In each one of these instances, wherever we are being attacked, we are being attacked, and there is nobody standing in. So I think those elements have to be separated out.

Mr. Mouallem: Thank you for asking this question. I'm of two minds. On one hand, I personally understand what a burden it can be to feel this expectation that you need to defend your people and speak on behalf of other Muslims or Arabs or Middle Eastern people. This is true for every racialized or marginalized group.

That burden is unfair, but at the same time, what is the alternative to that? I think the alternative is people who are not representative of that group, who are imposing their ideas of people within that group, speaking on their behalf.

I think it is important that we cede space to other Muslim people or Black people or Black Muslim people to defend their rights and to speak to their personal experiences. However, I think that should come from the people who want to take on that role. They will be motivated for a variety of reasons, one of which I think is because they are hopefully being raised and encouraged at an early age to understand what their civil rights

particulièrement celles qui ont le privilège d'enseigner, selon moi, elles ne seront pas aussi patientes, et elles ne resteront pas dans une position où elles ont l'impression qu'elles doivent éduquer les gens.

Selon moi, une partie du problème tient à cette fissure et aux conséquences qu'entraîne le fait de marginaliser et d'aliéner des jeunes qui sont toujours qualifiés de différents. Comment pouvons-nous créer ces réseaux de soutien afin qu'ils ne soient pas victimisés encore et toujours ou afin qu'ils puissent devenir des ambassadeurs de la religion? Ce n'est pas leur rôle.

Donc, sur un plan structural, je pense que nous devrions nous pencher sur d'autres éléments. Je ne pense pas que nous pouvons tout simplement nous en remettre aux personnes ou aux familles.

Je pense aussi que l'autre chose dont il faut tenir compte est l'intersectionnalité. Nous ne pouvons présumer que tous les musulmans sont les mêmes, et voient les choses du même œil. Si vous êtes racisé et musulman, comme un Somalien, comment allez-vous être traité? Allez-vous être traité différemment que si vous étiez une personne mulâtre appartenant à la classe moyenne supérieure?

Je pense que nous devons vraiment tenir compte de ce facteur lorsqu'il est question des personnes qui sont criminalisées, isolées et tenues à l'écart de cette façon. Comment pouvons-nous les insérer de sorte que ces personnes soient en sécurité et soient appuyées même si, si je retourne à l'exemple qu'a aussi mentionné M. Mouallem plus tôt, au sein du secteur de l'enseignement, du gouvernement et des médias, il n'y a aucune place sécuritaire? Dans chacune de ces circonstances, peu importe où nous sommes attaqués, nous le sommes, et personne n'intervient. Donc, je pense que ces éléments doivent être séparés de façon distincte.

M. Mouallem : Merci d'avoir posé cette question. Je ne suis pas sûr. D'un côté, je comprends personnellement le fardeau que peut représenter le fait qu'on ait toujours l'impression de devoir défendre nos semblables et de parler au nom d'autres musulmans ou d'autres Arabes ou personnes habitant le Moyen-Orient. C'est vrai pour tous les groupes racisés ou marginalisés.

Le fardeau est injuste, mais du reste, que pouvons-nous faire? Je pense que l'autre option, c'est que des personnes qui n'appartiennent pas à ce groupe, qui imposent leurs idées qu'elles se font de ce groupe, parlent en leur nom.

Je pense qu'il est important que nous cédions notre place à d'autres musulmans, d'autres Noirs ou d'autres musulmans noirs afin qu'ils défendent leurs droits et parlent de leurs expériences personnelles. Cependant, je pense que cela devrait venir de personnes qui veulent jouer ce rôle. Elles seront motivées pour diverses raisons, l'une d'elles étant, à mon avis, parce qu'elles sont, je l'espère, encouragées dès leur plus jeune âge

and human rights are. So with age, one would just naturally want to speak to that and possibly take on leadership roles, where they are in a position like I am today in speaking to this panel.

The Chair: Thank you. Mr. Mouallem, you spoke of cultural education. We had Nouman Ashraf from the University of Toronto appear at our committee, and he spoke of cultural fluency instead of cultural sensitivity. We were trying to understand what the difference was between cultural sensitivity, cultural fluency and cultural education. What does that mean? How do we enact that in classrooms? When do we start?

Mr. Mouallem: I can only guess what it means, just learning this for the first time. Cultural fluency, though, sounds to me like you're speaking from a more naturalized education, or you're speaking as someone who already has the tools to understand, at least somewhat, another person's cultural background or someone's culture in general.

Presumably, if you do have those tools and feel empowered to do that, it is because you have been well educated, either at the school level or just through your social encounters with people in your communities. That's what it sounds like to me.

Now, you can maybe tell me whether I'm right or wrong, or maybe one of my co-witnesses knows better.

The Chair: I think I will turn to Professor Jiwani to step in. I have always spoken of being culturally sensitive, and then we get cultural education, cultural fluency. I'm trying to remember what he said.

Ms. Jiwani: The way that I understand cultural fluency is, to use a term which is a little different, is that it is "cultural capital." So do you have enough cultural capital to be able to understand what the other system is about?

The example that I always use in my classroom is: You go out for a fancy dinner somewhere, and there is all this cutlery lined up. Would you know which fork to start with and which knife to use?

Each place has its cultural capital. The cuisine and the culinary area have it. Academia has it. How do you write a letter of support? How do you fill out an application?

If you have those tools, it makes you fluent in that cultural system. When you don't have the tools, you can't read the signs. You can't read what each thing is meant for.

à comprendre en quoi consistent leurs droits civils et leurs droits de la personne. Donc, en vieillissant, il serait tout naturel qu'une personne veuille aborder le sujet et peut-être jouer un rôle de leadership où elle sera en mesure de parler dans le cadre d'une table ronde, comme c'est mon cas aujourd'hui.

La présidente : Merci. Monsieur Mouallem, vous avez abordé la question de l'éducation culturelle. M. Nouman Ashraf de l'Université de Toronto s'est présenté devant notre comité, et il a parlé non pas de sensibilisation aux réalités culturelles, mais plutôt de familiarisation culturelle. Nous tentions de comprendre la différence entre la sensibilisation aux réalités culturelles, la familiarisation culturelle et l'éducation culturelle. Qu'est-ce que cela veut dire? Comment l'appliquer dans les salles de classe? Par où commencer?

M. Mouallem : Je peux seulement présumer de la définition, vu que c'est nouveau pour moi aussi. Mais, selon moi, la familiarisation culturelle, c'est le fait d'aborder la question dans le cadre d'une éducation plus naturelle, où vous parlez comme quelqu'un qui possède déjà les outils pour comprendre, du moins un peu, le contexte culturel d'une autre personne ou la culture de quelqu'un, en général.

Je présume que si vous possédez ces outils, et que vous vous sentez capable de le faire, c'est parce que vous avez été bien éduqué, soit à l'école, soit durant vos rencontres sociales avec des gens de votre communauté. C'est cela, selon moi.

Maintenant, vous pouvez peut-être me dire si j'ai raison ou si j'ai tort, ou peut-être qu'un autre témoin en connaît davantage.

La présidente : Je pense que je vais demander à Mme Jiwani d'intervenir. J'ai toujours dit qu'il fallait être sensible sur le plan culturel, et, maintenant, nous parlons d'éducation culturelle et de familiarisation culturelle. J'essaie de me souvenir de ce qu'il a dit.

Mme Jiwani : Selon moi, la familiarisation culturelle c'est, en d'autres termes, le « capital culturel ». Donc, avez-vous suffisamment de capital culturel pour être en mesure de comprendre en quoi consiste l'autre système?

L'exemple que j'utilise toujours en classe est le suivant : vous allez dans un restaurant haut de gamme quelque part, et il y a tous ses couverts alignés. Sauriez-vous quelle fourchette utiliser en premier et quel couteau?

Chaque domaine possède son capital culturel. Le domaine de la cuisine et le domaine culinaire en possèdent un. Le domaine universitaire en a un. Comment écrire une lettre d'appui? Comment remplir une demande?

Si vous possédez ces outils, vous pouvez composer aisément avec ce système culturel. Lorsque vous ne possédez pas les outils, vous ne pouvez pas lire les signes. Vous ne pouvez pas interpréter ce que chaque chose veut dire.

When you're on the highway going to Quebec, if you don't know French, you're not going to understand what those signs are that are telling you to slow down, because they are in French.

It's knowing the system. It's having the capital to understand the system.

The Chair: Thank you very much.

Senator Jaffer: From all the answers you have given, there are so many questions, but as a practising Muslim, I don't want to do the good work that the Ahmadiyya community does. I feel that I'm a full member of Canadian society. Muslims don't need to educate because, as Professor Jiwani said, it always falls on us. But we don't have a choice.

Mr. Affan, your community does a very effective job, or used to during all the years I have been here, of reaching out to parliamentarians and doing a lot of active work with parliamentarians. Do you think that was effective? Do you see any change on the ground with the tremendous work you have done?

Mr. Affan: Yes. As I was just mentioning before, working with parliamentarians helps them to understand what the true teachings of Islam are and what Islam is. Also, they can take it back to their ridings, and when they are talking to people, they can explain it. We have seen many parliamentarians who didn't know anything about Islam, but after coming to our events and interacting with us, they happen to know about Islam.

I will give you an example. Two years ago, I met an MP. He had no idea what iftar is, what Ramadan is, and what Muslim culture is, and what the difference between Islam and other religions is. His knowledge was only based on the media. I'm talking about an MP from a small town. After that, he learned a lot. Now he is taking those things back into his community and trying to help the people there understand what Islam is and taking that negativity out from those people who have no idea about Islam.

So, yes, it has helped over the years to educate, and it felt very good — I hope I answered your question.

Senator Jaffer: My question is quite big, but maybe I can cut it down. It is to all three of you, starting with you, Professor Jiwani. The hearings we had, especially in Edmonton, are really haunting me. I heard from the women in Edmonton that they were assaulted — maybe Mr. Mouallem can speak on this — and

Lorsque vous êtes sur l'autoroute en direction de Québec, si vous ne comprenez pas le français, vous ne comprendrez pas ce que les panneaux veulent dire, et qu'ils vous incitent à ralentir parce qu'ils sont en français.

Il faut connaître le système. C'est le fait de posséder le capital pour comprendre le système.

La présidente : Merci beaucoup.

La sénatrice Jaffer : J'ai énormément de questions à la suite des réponses que vous avez données, mais en tant que musulmane pratiquante, je ne veux pas faire le bon travail que la communauté ahmadiye fait. J'ai l'impression d'être un membre à part entière de la société canadienne. Les musulmans n'ont pas besoin d'éduquer qui que ce soit, comme l'a dit Mme Jiwani, c'est toujours à nous de le faire. Mais nous n'avons pas le choix.

Monsieur Affan, votre communauté fait un travail très efficace, ou du moins elle le faisait au cours de toutes les années que j'ai passées là-bas, afin de communiquer avec les parlementaires et de travailler activement avec eux. Pensez-vous que le travail a été utile? Pensez-vous que tout le travail que vous avez fait a entraîné un quelconque changement concret?

M. Affan : Oui. Comme je l'ai mentionné précédemment, le fait de travailler avec les parlementaires les aide à comprendre la vraie doctrine de l'islam et en quoi elle consiste. Ils peuvent aussi ramener leurs nouvelles connaissances dans leur circonscription, et lorsqu'ils parlent à des personnes, ils peuvent expliquer en quoi consiste l'islam. Nous avons rencontré de nombreux parlementaires qui ne connaissaient rien à l'islam, mais après avoir participé à nos événements et interagi avec nous, ils ont pu apprendre ce que c'était.

Je vais vous donner un exemple. Il y a deux ans, j'ai rencontré un député. Il ne savait pas ce qu'était l'iftar, ce qu'était le ramadan et en quoi consistait la culture musulmane; il ne savait pas non plus quelles étaient les différences entre l'islam et les autres religions. Ses connaissances tenaient seulement à ce qui avait été dit dans les médias. Je parle d'un député provenant d'un petit village. Après nous avoir rencontrés, il en a appris beaucoup. Maintenant, il ramène ce nouveau bagage dans sa collectivité, et tente d'aider les personnes là-bas à comprendre ce qu'est l'islam et s'efforce de modifier l'idée défavorable de l'islam que se font les personnes qui ne connaissent rien à cette religion.

Donc, oui, le fait d'éduquer a été utile au cours des dernières années, et nous nous sommes sentis heureux de le faire. J'espère que j'ai répondu à votre question.

La sénatrice Jaffer : Ma question est assez vaste, mais je peux peut-être la segmenter. Elle s'adresse à vous trois, et je commencerais avec vous, madame Jiwani. Ce que nous avons entendu, particulièrement à Edmonton, me hante. Des femmes, à Edmonton, m'ont dit qu'elles ont été agressées — M. Mouallem

when they laid the complaint, it was they who were charged. I was really shocked by that. You know, when — talked about police education, I thought we had done a lot of police education on Islam. What more do we have to do as Muslims?

Ms. Jiwani: I'm going to go back to the previous question and tie it into this one, because this is where I think they are really linked.

The Chair: May I just say something? We heard a similar story of a mother who was abused, and the police came and charged her too. There seems to be a pattern with our police, where they will quite often charge the victim.

Ms. Jiwani: It reminds me of the zero-tolerance-on-violence issue that, as women's groups, we had really fought against, because when you have zero tolerance, you're assuming that both parties are the same. The women who would call the police were often the ones who would end up in jail, because they were seen to be equally culpable.

So there is that one area, but I want to go back to the notion of context, because that initial contact that the Ahmadiyya community makes, that's a crucial contact point. But the thing is, does it translate to other areas?

The most recent report that came out about the Canadian border guards, for instance, stigmatizing and profiling Muslims, shows you that encounters with institutions is where we have a problem. Whether it's the police, whether it's the education institution, each one of these institutional bodies is where the encounter happens, and the profiling and securitization of Muslims is something that is being passed down.

When a group is considered to be a problem group, it doesn't matter if the women are also the victim, because they are still seen as a problem, and the problem also gets incarcerated.

This is where we come back, Senator Jaffer, to your first question to me about Muslim women. I go back through all of the research I have done on colonialism and the question arises, why did women's bodies always end up being the focal point? Part of it is when you regulate women's bodies, you regulate that community. So how you treat them is really the beginning point.

Senator Jaffer: Professor Jiwani, when you talk about how you regulate women's bodies, one thing that really offends me about feminists — you and I have been feminist activists

peut peut-être aborder ce sujet —, et lorsqu'elles ont déposé une plainte, ce sont elles qui ont été accusées. J'ai été très surprise. Vous savez, lorsque nous avons parlé de la formation policière... je pensais que nous avions dispensé beaucoup de formation policière sur l'islam. Que pouvons-nous faire de plus à titre de musulmans?

Mme Jiwani : Je vais revenir à la question précédente et la lier à celle-ci, parce que je pense que ce sujet les lie vraiment ensemble.

La présidente : Pourrais-je seulement dire quelque chose? Nous avons entendu une histoire semblable d'une mère qui a été maltraitée, et la police est venue et l'a accusée elle aussi. Il semble y avoir un modèle au sein de notre police, dans le cadre duquel elle accusera assez souvent la victime.

Mme Jiwani : Cela me rappelle la question de tolérance zéro à l'égard de la violence. De nombreux groupes de femmes ont vraiment milité en faveur de cela, parce que lorsque la tolérance est zéro, vous présumez que les deux parties sont égales. Les femmes qui appelaient la police étaient souvent celles qui finissaient en prison parce qu'elles étaient perçues comme aussi coupables que l'autre personne.

Donc, il y a cet aspect, mais j'aimerais revenir à la question du contexte, parce que ce premier contact que la communauté ahmadie initie constitue un point de contact primordial. Mais, pouvons-nous l'appliquer ailleurs?

Le rapport le plus récent qui a été publié au sujet des gardes-frontières canadiens qui stigmatisent les musulmans et font du profilage racial à leur endroit, par exemple, montre que le problème tient aux interactions avec les institutions. Que ce soit dans la police, ou dans le système d'éducation, ce genre d'interaction se produit dans chacun de ces organismes institutionnels, et le fait d'inspecter à des fins de sécurité les musulmans et de faire du profilage à leur endroit est quelque chose qui se transmet.

Lorsqu'un groupe est perçu comme un groupe posant problème, le fait que des femmes sont aussi les victimes n'est pas important parce qu'elles sont toujours perçues comme faisant partie du problème; et le problème est aussi incarcéré.

C'est ici que nous revenons à votre première question, madame la sénatrice Jaffer, au sujet des femmes musulmanes. Je pense à toutes les recherches que j'ai effectuées sur le colonialisme, et une question me vient à l'esprit : pourquoi est-ce que le corps des femmes est toujours le point central? Une partie du problème, c'est que lorsque vous réglementez le corps des femmes, vous réglementez cette communauté. Donc, vraiment, tout commence par la façon dont vous les traitez.

La sénatrice Jaffer : Madame Jiwani, lorsque vous parlez de la façon dont le corps des femmes est réglementé, une des choses qui m'offensent vraiment à propos des féministes — vous et moi

forever — is they say, “What we do with our bodies is our choice.” Yet when it comes to women’s attire, they are not there to defend us.

Ms. Jiwani: Definitely, yes.

Senator Jaffer: How does that work?

Ms. Jiwani: It’s the same thing. Again, it’s like what we are seeing in Iran. Women basically don’t want the hijab. Young Muslim women in Montreal and in France want the hijab. In India, they want the hijab. But it’s never their own autonomy; it’s always being controlled by the state. So the state propaganda that goes down, and the whole notion of feminism as liberating and free — Western feminism is in direct contrast with third-world feminism, as you well know, which has always argued that there is no one issue. There is an intersectionality.

All of these issues concern us, whether it’s justice, autonomy over bodies, reproductive rights and so forth. They all concern us. Therefore, we can’t take one issue and say, “Oh, it’s just a hijab. Oh, it’s just a dressing.” It’s all connected to how much control and power we have over our lives.

Senator Jaffer: Thank you.

Senator Omidvar: I find the tone of the discussion very interesting. I think I hear a great deal of frustration in Professor Jiwani’s comments and some optimism in Mr. Mouallem’s and Mr. Affan’s comments.

I would like to know from you, Professor Jiwani, because you are focusing on institutional capacity, on policies, on legislation, on regulation, which is our bread and butter, what recommendations would you like to see in our report that would address your frustration?

Ms. Jiwani: I have already said what I would recommend, but part of it also has to do with where are those rights of the individuals, whether it’s Muslims, Muslim women, racialized people? How are those rights actually being respected? What is happening around racial profiling? What kind of regulations have we got that will stop border guards from stopping Muslims every time they see them, or when they see your passport, putting you aside? I would like to see that kind of change.

Having been in this movement and in this work for the last 40 years or more, beginning with the Committee for Racial Justice in Vancouver, I’m beginning to see that if these institutions don’t change, there is no way. There can be improvements at the lived level as we acquire cultural fluency to

militons en faveur des femmes depuis toujours —, c’est qu’elles disent : « Ce que nous faisons avec notre corps est notre choix ». Or, lorsqu’il est question de la façon dont les femmes doivent s’habiller, elles ne nous défendent pas.

Mme Jiwani : Oui, effectivement.

La sénatrice Jaffer : Comment est-ce possible?

Mme Jiwani : C’est la même chose. Encore une fois, c’est comme ce qui se passe présentement en Iran. En fait, les femmes ne veulent pas porter le hijab. Les jeunes femmes musulmanes à Montréal et en France veulent le porter. En Inde, elles veulent le porter. Mais, ce n’est jamais leur choix; c’est toujours contrôlé par l’État. Donc la propagande menée par l’État, et l’idée que le féminisme est le fait d’être libérée et libre... le féminisme occidental est complètement à l’opposé du féminisme dans les pays du tiers monde, comme vous le savez très bien, dans le cadre duquel on a toujours dit qu’il n’y avait pas qu’un seul problème. Il y a une intersectionnalité.

Tous ces problèmes nous concernent, que ce soit une question de justice, de choix que nous pouvons faire quant à notre corps, des droits liés à la procréation et ainsi de suite. Ces problèmes nous concernent tous. Donc, nous ne pouvons pas régler un problème en disant : « Oh, ce n’est qu’un hijab. Oh, ce n’est qu’un morceau de vêtement ». Tout se ramène au niveau de contrôle et de pouvoir que nous avons sur notre vie.

La sénatrice Jaffer : Merci.

La sénatrice Omidvar : Je trouve le ton de la discussion très intéressant. Je pense entendre beaucoup de frustration dans les commentaires de Mme Jiwani, et un peu d’optimisme dans les commentaires de M. Mouallem et M. Affan.

J’aimerais en entendre davantage de votre part, madame Jiwani, parce que vous vous concentrez sur la capacité institutionnelle, les politiques, les lois et les règlements, notre quotidien; quelles recommandations aimeriez-vous retrouver dans notre rapport qui régleraient votre frustration?

Mme Jiwani : J’ai déjà dit ce que je recommanderais, mais une partie du problème est que nous ne respectons pas les droits de la personne, que ce soit ceux des musulmans, des musulmanes ou des peuples racisés. En quoi ces droits sont-ils réellement respectés? Que se passe-t-il au sujet du profilage racial? Quel genre de règlements avons-nous mis en place afin que les gardes-frontières cessent d’arrêter les musulmans chaque fois qu’ils en voient, ou, lorsqu’ils voient votre passeport, de nous isoler? J’aimerais que ce genre de choses changent.

Comme je participe à ce mouvement et que j’y travaille depuis au moins 40 ans, à commencer par le Committee for Racial Justice à Vancouver, je commence à penser que si ces institutions ne changent pas, rien ne changera. La qualité de vie peut être améliorée si nous favorisons la familiarisation

be able to navigate our ways through the dominant society, but how much of that is falling on us, and how much does that impact our communities and our children?

My optimism also lies in the kind of work that Mr. Mouallem does, because counter-stories, counter-archives, become one way in which we actually as a nation cannot only remember but relive the kinds of things that our parental generations and our youth generations have gone through.

Right now, Jasmin Zine's book *Under Siege: Islamophobia and the 9/11 Generation*, which documents Muslim youth talking about what they have gone through, this is a critical work, counter-stories in terms of theatre. This is critical work because this is what puts our voice out there, on our terms and on our conditions. That's what needs to penetrate through the entire fabric of institutional structure.

The Chair: Thank you.

Mr. Mouallem, would you like to respond to that question?

Mr. Mouallem: Yes. I'll add that — because I know we're coming to the end of this — as far as recommendations, I recommended about three or four things, all of them to do with promoting Islamic heritage and culture through storytelling, essentially. It is unusual that at no point in this have we talked about Quebec's laicity laws. We have talked about protecting women's rights to choose how they dress and control their bodies in other countries like Iran, India and France as if it's this far-off issue. It's not. It's at home. Bill C-21 is now the law of the land. We don't have to look outside of this country to see what those restrictions on human rights look like for Muslim people. It's here at home.

My recommendation is policy that addresses that and addresses this very serious violation in Quebec right now.

The Chair: Thank you, Mr. Mouallem. At this hearing, Bill C-21 didn't come up, but every time any witness comes, we do talk about Bill C-21. The witnesses do talk about this bill. Some of us sitting here have taken the time to even speak in the chamber against Bill C-21.

[Translation]

Senator Gerba: It's true that Bill 21 did not come up. I come from Quebec and I know that this piece of legislation has done a lot of harm and I wanted to return to Professor Jiwani and Mr. Mouallem.

culturelle afin d'être en mesure de faire notre chemin dans la société dominante, mais quelle est notre part de responsabilité à cet égard, et à quel point cela touche-t-il nos communautés et nos enfants?

Mon optimisme tient aussi au genre de travail que fait M. Mouallem, parce que le fait de raconter des histoires et des situations pour contrer les perceptions devient une façon dont nous, les musulmans à titre de nation, pouvons non seulement nous rappeler, mais aussi revivre les choses que nos parents et nos jeunes ont traversées.

Ensuite, le livre de Jasmin Zine, *Under Siege: Islamophobia and the 9/11 Generation*, qui renferme les récits de jeunes musulmans qui racontent ce qu'ils ont vécu, est une œuvre critique qui présente l'envers de la médaille. C'est une œuvre de la plus haute importance parce qu'elle nous permet de faire entendre notre voix de la façon dont nous voulons le faire. C'est ce qui doit s'infiltrer dans toute la structure institutionnelle.

La présidente : Merci.

Monsieur Mouallem, aimeriez-vous répondre à la question?

M. Mouallem : Oui. J'ajouterais ceci — parce que je sais que notre temps tire à sa fin —, pour ce qui est de formuler des recommandations, j'ai recommandé trois ou quatre choses, toutes liées à la promotion du patrimoine et de la culture islamiques par le récit, essentiellement. C'est étrange que nous n'ayons pas parlé jusqu'ici des lois québécoises sur la laïcité. Nous avons parlé de protéger les droits des femmes de s'habiller comme elles l'entendent et de disposer de leur corps comme elles le veulent dans d'autres pays comme en Iran, en Inde et en France, comme s'il s'agissait d'un enjeu éloigné, mais ce ne l'est pas. Ça se passe ici. La loi 21 est maintenant en vigueur. Nous n'avons pas à chercher à l'extérieur du pays pour voir comment les droits de la personne des musulmans sont limités. Ça se passe ici, chez nous.

Je recommanderais d'adopter une politique pour corriger cela et pour corriger la violation extrêmement grave au Québec présentement.

La présidente : Merci, monsieur Mouallem. Nous n'avons pas parlé de la loi 21 durant la réunion d'aujourd'hui, mais chaque fois que nous accueillons des témoins, nous discutons effectivement de la loi 21. Les témoins en parlent, je vous l'assure. Certains d'entre nous, ici présents, ont même pris le temps de s'y opposer, au Sénat.

[Français]

La sénatrice Gerba : Effectivement, on n'a pas évoqué la loi 21. Moi, je viens du Québec et je sais que c'est une loi qui a fait beaucoup de tort et je voulais revenir à la professeure Jiwani et à M. Mouallem.

When you live in societies that claim to be secular, as is the case in Quebec, the claim is that you can educate people, the media, and all parties involved in Islamic history and heritage. I'd like to hear a bit more from you to know where to start. How to get this kind of education working in the knowledge that even in the Muslim community, there are all kinds of factions? Some women wear the headscarf and want to keep it, while others do not; then there is what Islam says or does not say about the issue. There are even some witnesses who came and told us what they are experiencing. And what they are experiencing is discrimination and Islamophobia, even within their Muslim community.

So where to begin and how to structure that kind of cultural approach, educational approach and awareness approach when it's already difficult to do so between Muslims?

[English]

The Chair: If I can ask the witnesses to be brief. We have gone 10 minutes over our allotted time, so I would appreciate brevity. Thank you.

Ms. Jiwani: Thank you, madam senator, for asking me that question.

There are a couple of things I want to say at the outset. Patriarchy is not confined to the Muslim community. This is one of the things that often gets targeted. Every time there is a woman who is killed, it is called honour killing, if it happens in the Muslim community. Every time it happens outside the Muslim community in secular society, it's called femicide.

One of the ways in which we enter this discussion is through identifying the commonalities. This is something that I do in the classroom. If one group is women is fighting to wear the veil and another group of women is fighting not to wear the veil, the question is who has rights over their bodies?

The state having the right to say whether a woman can veil or not veil is the biggest issue. Bringing it back to that basic definition of feminism, which is that women's rights have to be respected, that's one thing.

Part of the issue is the secularity of Quebec. One of the reasons I mentioned all these other places and not Quebec is because I'm always terrified of Quebec bashing. This has to do with the history of the province. So having been under the yoke of a church for so long, anything that is in any way connected to religion becomes a stigma.

Quand on vit dans des sociétés qui se disent laïques, comme c'est le cas au Québec, vous dites qu'on peut éduquer la population, les médias et toutes les parties prenantes à l'histoire et au patrimoine islamique. J'aimerais vous entendre un peu plus pour savoir par où commencer. Comment opérationnaliser une telle éducation en sachant que, même dans la communauté musulmane, il y a tellement de factions? Certaines femmes prônent le port du voile, veulent garder leur voile, d'autres ne veulent pas; il y a ce que l'Islam dit ou non sur la question. Il y a même des témoins qui sont venus ici et qui nous ont raconté ce qu'ils vivent. Ils vivent des discriminations, ils vivent de l'islamophobie au sein même de leur communauté musulmane.

Par où commencer et comment structurer une telle approche culturelle, une telle approche éducationnelle, une telle approche de sensibilisation si déjà, entre les musulmans, c'est assez difficile de prôner la même chose?

[Traduction]

La présidente : Je demanderais aux témoins d'être brefs. Nous avons déjà dépassé notre temps de 10 minutes, alors je vous saurais gré d'être concis. Merci.

Mme Jiwani : Merci, madame la sénatrice, de me poser cette question.

Il y a deux ou trois choses que j'aimerais souligner d'entrée de jeu. Le patriarcat n'est pas limité à la communauté musulmane. C'est l'un des aspects que les gens ciblent, souvent. Chaque fois qu'une femme est assassinée, si cela est arrivé dans la communauté musulmane, on dit que c'est un crime d'honneur, mais quand cela arrive à l'extérieur de la communauté musulmane, dans la société laïque, on dit que c'est un féminicide.

L'une des approches, pour avoir cette discussion, consiste à nommer les points communs. Je fais cela en classe. S'il y a un groupe de femmes qui se battent pour porter le voile et un autre groupe de femmes qui se battent pour ne pas porter le voile, la question est : qui a le droit de contrôler leurs corps?

Que l'État ait le droit de dire à une femme qu'elle peut porter ou non le voile, c'est le principal problème. Il faut ramener cela à la définition fondamentale du féminisme, c'est-à-dire que les droits des femmes doivent être respectés. C'est une chose.

Une partie de la question tient à la laïcité du Québec. L'une des raisons pour lesquelles j'ai mentionné tous ces autres endroits et pas le Québec, c'est parce que j'ai toujours très peur de ce qu'on appelle le « Québec bashing ». L'histoire de cette province est importante : elle a été sous le joug de l'Église pendant si longtemps que, maintenant, tout ce qui est lié à la religion est stigmatisé.

It's a matter of acknowledging the history of the province and acknowledging that we respect that history, but encouraging everyone to now look at this other history. That's another way we can approach this, that sort of mass education. It's a matter of like, sure, things got trapped in. If we go back to the veil, there are all kinds of interpretations of how upper-class women wore the veil which then got translated down. It was the Queen who wore the hat, and a lot of the women in the West Indies started wearing a hat as a result of that.

It's that kind of replication of elite culture that has also come down. Interrogating and breaking that apart really brings home the point of how constructed this whole issue is and that it really doesn't have to do with the rights of the person; it seems to be the control of the state and its interpretation of that history.

The Chair: Thank you.

Mr. Mouallem, a brief response?

Mr. Mouallem: Thank you for your question. You brought up a very important point about, not so much the lack of cohesion between various Muslim groups and mosques' opinions and interpretations of the faith, but really about the diversity. I think that the number one misconception about Islam is that it is monolithic, and that is absolutely not true. It is the second-biggest faith in the world, and like any large religion, it has many different branches, denominations, cultural inflections and national inflections.

I spent about half of the last decade travelling across the Americas. In that time, I visited probably about 50 different mosques from about 13 different denominations, maybe even more. As someone who grew up Muslim, I was stunned by the diversity of the beliefs. So it is important when we speak about Islam, we talk about not Islam, but rather Islamic faiths. When we talk about Muslim, that we refrain from using the term "Muslim community" or "the Muslim communities" when it is many Muslim communities. Reinforcing that diversity, reinforcing that there are many different interpretations and practices, can only do us good.

The Chair: Thank you very much.

Mr. Affan?

Mr. Affan: I agree that the state and religion should always be kept separate. This also touches on a question that Senator Jaffer asked about how the work we do with parliamentarians helps. We always advocate that religion and state should be kept separate. It is not the state's responsibility to tell a woman to

Il faut reconnaître l'histoire de la province et reconnaître que nous respectons cette histoire, mais aussi encourager tout le monde à s'intéresser aux autres histoires. La sensibilisation de masse, ce serait une autre approche que nous pouvons utiliser. C'est comme pour dire, d'accord, on est enfermé dans cette vision du monde présentement, mais si on revient à l'histoire du voile, on voit qu'il y a toutes sortes d'interprétations selon lesquelles ce sont d'abord les femmes bourgeoises qui ont porté le voile, puis cela s'est répandu dans les classes inférieures. Quand la reine a commencé à porter un chapeau, beaucoup de femmes aux Antilles ont commencé à porter un chapeau.

On peut dire que les classes inférieures ont reproduit la culture de l'élite. Quand on examine et qu'on décortique toute cette question, on voit à quel point tout cela est artificiel, et que cela n'a vraiment rien à voir avec les droits de la personne. C'est plutôt que l'État veut exercer son contrôle, en fonction de son interprétation de l'histoire.

La présidente : Merci.

Monsieur Mouallem, voulez-vous répondre rapidement?

M. Mouallem : Merci de la question. Vous avez soulevé un point très important, pas en ce qui concerne le manque de cohésion entre les divers groupes musulmans et les mosquées en ce qui concerne leurs opinions et leurs interprétations de la foi, mais plutôt par rapport à la diversité. Je pense que la fausse idée la plus répandue à propos de l'islam est qu'il s'agit d'un groupe monolithique, ce qui est absolument faux. Il s'agit de la deuxième religion au monde, et, comme dans n'importe quelle grande religion, l'islam compte de nombreuses branches, confessions et déclinaisons culturelles et nationales.

J'ai passé environ la moitié des 10 dernières années à voyager d'un bout à l'autre des Amériques. Durant ce temps, j'ai visité probablement environ 50 mosquées, appartenant à quelque chose comme 13 confessions, peut-être même plus. J'ai été élevé comme un musulman, et j'ai été étonné de voir la diversité des croyances. Donc, c'est important, quand on parle de l'islam, de ne pas dire l'islam, mais plutôt les confessions islamiques. Quand on parle des musulmans, on devrait éviter d'utiliser l'expression « communauté musulmane » ou « les communautés musulmanes », alors qu'il y a de nombreuses communautés musulmanes. Renforcer l'idée de la diversité, renforcer l'idée qu'il y a de nombreuses interprétations et pratiques, cela ne peut être que bénéfique.

La présidente : Merci beaucoup.

Voulez-vous intervenir, monsieur Affan?

M. Affan : Je suis d'accord pour dire qu'on devrait toujours garder l'État et la religion séparés. Cela rejoint aussi une question de la sénatrice Jaffer sur l'utilité de notre travail avec les parlementaires. Nous défendons toujours l'idée que la religion et l'État doivent rester séparés. Il ne revient pas à l'État

wear the hijab or not wear the hijab or wear the veil or not wear the veil. It is women's own choice; it is the person's own choice to do it. The state should not be interfering in that. That is one thing which is part of the education that we do with the parliamentarians.

Also, in the meantime, we work with law enforcement agencies doing the same kind of education. In many places when the new graduated class comes out, before they start working in law enforcement agencies, they come to our mosque for one day of training where we tell them everything about Islam and the culture. We teach them about what Islam is, what the culture is and what the difference is.

We also teach them it is a woman's own choice. It is their freedom of choice. What they want to do, they should be able to do it. Nobody should tell them what to do.

The Chair: Thank you very much. I want to take this opportunity to sincerely thank our witnesses for agreeing to participate in this important study of ours. Your assistance with our study is greatly appreciated. If you feel that you missed something that you would like to add, you can always make a written submission to us. Thank you so much for your time.

Honourable senators, I will now introduce our second panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all witnesses and then turn to questions from the senators.

From the Canadian Anti-Hate Network, we have Evan Balgord, Executive Director; from Mosaic Institute, we have Lee Naturkach, Executive Director; and Citra Ahmed, Social Services Coordinator at the Al Rashid Mosque in Edmonton.

I will now invite Evan Balgord to make his presentation.

Evan Balgord, Executive Director, Canadian Anti-Hate Network: Thank you very much. For the past six years now, I have been following the rise of Canada's new far-right movement, which began in 2016 as an anti-Muslim movement.

I want to make note of five factors that led to that moment. The first is the pre-existing Islamophobia because of the "war on terror" in what has been called the Islamophobia industry in

de dire à une femme de porter le hijab ou de ne pas porter le hijab ou de porter le voile ou de ne pas porter le voile. Ce choix appartient aux femmes; c'est le propre choix de ces personnes. L'État ne devrait pas intervenir à cet égard. Donc, c'est une chose, et cela fait partie du travail de sensibilisation que nous faisons avec les parlementaires.

Aussi, parallèlement, nous travaillons avec les organismes d'application de la loi pour faire le même genre de sensibilisation. À bien des endroits, quand les nouveaux diplômés ont fini leurs cours, mais avant qu'ils ne commencent à travailler pour les organismes d'application de la loi, ils viennent faire une journée de formation dans notre mosquée, et nous leur disons tout à propos de l'islam et de la culture. Nous leur enseignons ce qu'est l'islam, ce qu'est sa culture et quelles sont les différences.

Nous leur disons aussi que les femmes font elles-mêmes ce choix. Elles ont la liberté de choisir. Si elles veulent le faire, elles devraient pouvoir le faire. Personne ne devrait leur dire quoi faire.

La présidente : Merci beaucoup. Je vais profiter de l'occasion pour remercier sincèrement nos témoins d'avoir accepté de participer à la présente étude, si importante. Nous vous sommes très reconnaissants de votre aide dans le cadre de notre étude. Si vous pensez que vous avez oublié quelque chose et que vous voudriez nous en faire part, vous pouvez toujours nous envoyer un mémoire par écrit. Merci beaucoup de votre temps.

Honorables sénateurs et sénatrices, je vais présenter notre deuxième groupe de témoins. Nous avons demandé à chaque témoin de présenter une déclaration préliminaire de cinq minutes. Lorsque tous les témoins auront terminé leur déclaration, nous passerons aux questions des sénateurs et des sénatrices.

Nous accueillons M. Evan Balgord, directeur général du Canadian Anti-Hate Network; Mme Leigh Naturkach, directrice générale de la Mosaic Institute; et Mme Citra Ahmed, coordinatrice des services sociaux de la mosquée Al Rashid, à Edmonton.

J'invite maintenant M. Evan Balgord à nous présenter sa déclaration.

Evan Balgord, directeur général, Canadian Anti-Hate Network : Merci beaucoup. Cela fait maintenant six ans que je surveille la montée du nouveau mouvement d'extrême droite du Canada, qui a vu le jour en 2016 en tant que mouvement antimusulman.

Je veux mettre en relief les cinq facteurs qui ont mené à ce moment. Premièrement, l'islamophobie préexistante, découlant de la « guerre au terrorisme », dans ce qu'on appelle l'industrie

so-called counter-jihad blogs. The second is the election of the Prime Minister. Whenever someone is perceived as progressive and multicultural is elected, there is always a far-right backlash. The third is the Syrian refugee crisis that was fuelling xenophobia and anti-immigrant sentiment, especially anti-Muslim hate. That, in turn, fuelled anti-Muslim hate groups. The fourth is that those anti-Muslim hate groups actually franchised here — the Soldiers of Odin began setting up here. The fifth factor is that Donald Trump's campaign, which was explicitly racist and hateful toward Muslims, gave people licence to share those hateful views.

At the time, though, this was predominantly online. It was very hateful — many Facebook groups and things of that nature — but it was predominantly online until there was a defining moment. The Liberals introduced Motion 103 to broadly condemn Islamophobia. Many pundits and politicians said that would criminalize all criticisms of Islam.

That was, of course, a lie. Rebel Media was a key pusher of that narrative, and it was shortly after their anti-M-103 conference in Toronto that we saw the first anti-Muslim protests in Toronto, which became an almost weekly affair. Hate groups that you might recognize — the Three Percenters, the Proud Boys, the Soldiers of Odin — they were all part of it. Not all of them, but some of them, were full-blown neo-Nazis and White supremacists.

Those demonstrations spread around Canada. The protesters assaulted and attacked counter-protesters. Later, some of those people and groups would set fire to Qurans and others would record people going to mosque.

When M-103 passed and the sky didn't fall, this new far-right anti-Muslim movement needed a new issue to keep their demonstrations going. They started to focus on being anti-government, anti-left and anti-anti-fascist. Flash forward to the end of 2018: There were anti-austerity protests in France that called themselves Yellow Vests. The pictures and videos were angry. There were big crowds. The anti-Muslim groups, streamers and activists were inspired. They stole the name, said they were in favour of oil and gas and Western separation and they became the Yellow Vest Canada movement. Within a week or two, there were fully 250,000 people in their Facebook groups.

de l'islamophobie, dans les soi-disant blogues contre le djihad. Deuxièmement, l'élection du premier ministre. Chaque fois qu'une personne progressiste et favorable au multiculturalisme est élue, il y a toujours un retour de l'extrême droite. Troisièmement, la crise des réfugiés syriens, qui a alimenté la xénophobie et les sentiments anti-immigrants, en particulier la haine contre les musulmans, ce qui a en retour dynamisé les groupes haineux antimusulmans. Quatrièmement, ces groupes haineux antimusulmans se sont carrément établis ici : par exemple, les Soldiers of Odin ont commencé à s'implanter ici. Cinquièmement, la campagne de Donald Trump, explicitement raciste et haineuse envers les musulmans, a permis aux gens d'exprimer leurs opinions haineuses.

À l'époque, cependant, cela se passait majoritairement en ligne. Il y avait énormément de haine — beaucoup de groupes Facebook et de choses du genre —, mais cela se faisait majoritairement en ligne, jusqu'au moment charnière : les libéraux ont présenté la motion 103 pour dénoncer de façon générale l'islamophobie, et de nombreux commentateurs et politiciens ont déclaré que cela allait criminaliser toute critique envers l'islam.

C'était un mensonge, évidemment. Ce discours était principalement relayé par Rebel Media, et c'est peu de temps après sa conférence contre la motion M-103, à Toronto, qu'il y a eu les premières manifestations antimusulmans à Toronto, qui sont devenues ensuite une affaire presque hebdomadaire. Certains groupes haineux que vous reconnaissiez peut-être — les Three Percenters, les Proud Boys et les Soldiers of Odin — y ont tous participé, et certains — pas tous, mais certains — étaient ostensiblement néo-nazis et prônaient la suprématie blanche.

Ces manifestations se sont répandues à l'échelle du Canada. Les manifestants ont agressé et ont attaqué les contre-manifestants. Plus tard, certaines personnes ou certains de ces groupes ont brûlé des corans ou alors prenaient des notes sur les gens qui allaient à la mosquée.

La motion M-103 a été adoptée, et le ciel ne nous est pas tombé sur la tête, alors ce nouveau mouvement d'extrême droite antimusulman a eu besoin d'un nouvel enjeu pour poursuivre ses manifestations. Il a commencé à devenir davantage antigouvernement, antigauche et anti-anti-fasciste. Arrivons rapidement à la fin de 2018 : les manifestations des gilets jaunes en France contre les mesures d'austérité. On voyait la colère dans les images et les vidéos. Les foules étaient énormes. Cela a inspiré les groupes, les instavidiastes et les activistes antimusulmans. Ils ont volé le nom, ont dit qu'ils étaient en faveur du pétrole et du gaz et de l'indépendance de l'Ouest, et ils sont devenus les gilets jaunes canadiens. En une semaine ou deux, 250 000 personnes au bas mot avaient rejoint leurs groupes Facebook.

We documented hundreds of examples of death threats to politicians and overt hatred toward Muslims, because, while they were talking about new issues too, those were their roots. If you complained about the racism or the violent talk, they would kick you out.

Yellow Vest Canada organized a convoy called United We Roll. They didn't get the turnout they wanted and, feeling demoralized, they started to deflate. However, many of those streamers and organizers would go on to become key players in the anti-lockdown movement that resulted in the convoy and occupation of Ottawa earlier this year.

I want to make a special note of this because you can trace the far-right movement in Canada today to anti-Muslim roots in 2016.

I want to share with you what I believe are some sources for anti-Muslim online hate in Canada. It doesn't exactly happen in a vacuum. In August 2019, human rights lawyer and Canadian Anti-Hate Network board member Richard Warman made a criminal complaint to the Ottawa Police Service about Rebel News. I'm quoting now from the complaint:

The Rebel News videos convey hate messages that overwhelmingly portray members of the Muslim community as terrorists, criminals, paedophiles, rapists, inherently evil, and attempting to take over society. . . . The Rebel News broadcasts attack the Muslim community in the same ways or worse than material for which others have already been criminally convicted in Canada.

One of their editions by Faith Goldy was entitled "More Muslims Equals More Violence."

Rebel Media also published a Tommy Robinson video in which he called Muslims "enemy combatants that want to kill you, maim you, and destroy our way of life."

There are many more examples. In fact, the complaint is fully 53 pages long. In our opinion, it's all the evidence police would need to lay a charge, but nothing happened. The Rebel Media video and articles that Warman cites in the criminal complaint inspired their viewers to leave comments like "Muslim men have for too long lived as sexual savages," "these people reproduce like rodents" and "you must burn them alive, blind them, kill them — it is the only way."

Nous avons documenté des centaines d'exemples de menaces de mort contre des politiciens ou de haine ouverte contre les musulmans, parce que, même s'ils s'intéressent aussi à d'autres enjeux, c'était leurs racines. Ceux qui se plaignaient du discours raciste ou violent étaient expulsés du groupe.

Les gilets jaunes canadiens ont organisé le convoi appelé « United We Roll », mais la participation n'a pas été aussi forte qu'ils l'auraient souhaité, et le mouvement, démoralisé, a commencé à perdre de la vigueur. Malgré tout, un grand nombre de ces instavidiastes et organisateurs sont plutôt devenus des acteurs clés dans le mouvement contre le confinement, qui a donné lieu au convoi et à l'occupation d'Ottawa plus tôt cette année.

Je voulais insister spécialement là-dessus, parce qu'on peut faire remonter les origines du mouvement d'extrême droite au Canada aujourd'hui à la haine contre les musulmans en 2016.

Je tiens à vous expliquer quelles sont, selon moi, les sources de la haine antimusulmane en ligne, au Canada. Ce genre de choses ne se produit pas exactement en vase clos. En août 2019, M. Richard Warman, avocat spécialisé en droit de la personne et membre du conseil d'administration du Canadian Anti-Hate Network a déposé une plainte au criminel auprès du service de police de la ville d'Ottawa contre Rebel News. Je vais citer un extrait de la plainte :

Les vidéos de Rebel News transmettent des messages haineux qui dépeignent toujours les membres de la communauté musulmane comme des terroristes, des criminels, des pédophiles, des violeurs et des gens intrinsèquement mauvais dont le but est de prendre le contrôle de la société [...] Dans ses émissions, Rebel News attaque la communauté musulmane en utilisant des moyens similaires ou pires que ceux employés par des gens qui ont pour cela déjà été déclarés coupables au criminel au Canada.

L'une des éditions de Rebel News, par Faith Goldy, est intitulée « More Muslims Equals More Violence », soit plus de musulmans égale plus de violence.

Rebel Media a aussi publié une vidéo de Tommy Robinson dans laquelle il qualifie les musulmans de « combattants ennemis qui veulent vous tuer, vous mutiler et détruire votre mode de vie ».

Je pourrais donner beaucoup plus d'exemples. De fait, la plainte fait 53 pages. À notre avis, la police n'avait pas besoin de plus de preuves pour déposer des accusations, mais elle n'a rien fait. La vidéo et les articles de Rebel Media que M. Warman cite dans sa plainte au criminel ont inspiré les gens qui les consultent à laisser des commentaires comme « les hommes musulmans ont vécu trop longtemps comme des sauvages sexuels », « ces gens se reproduisent comme des rats » et « il faut les brûler vifs, les aveugler, les tuer; c'est la seule façon ».

Putting Rebel Media aside for the moment, there is an organization called Action4Canada. Their mission statement begins like this: "Our mission is to protect Canada's rich heritage which is founded on Judeo-Christian biblical principles." They are anti-abortion and anti-LGBTQ+. They are extremely opposed to sexual education. They describe LGBTQ+ persons, and especially trans persons, as sexual predators and pedophiles. This is what they say about Muslims:

The problem is that no matter what country moderate, or progressive, Muslims enter . . . the Radicals always follow. And they have the power, money, and intent to bring the destruction. Their goal is world domination . . . one nation at a time.

In order for Canada to remain a beacon of hope for those who are fleeing death and persecution, we must be willing to not only face the threat but expose it and eradicate it.

Then there is LifeSiteNews, which more of you might have heard of. It's a Christo-fascist newspaper founded 25 years ago by the Canadian anti-abortion group Campaign Life Coalition. They've been removed from YouTube for COVID disinformation, but they have an extensive email list. They publish 4,000 articles a year and claim to reach over 20 million readers. Their articles portray Muslims as a dangerous invading force. There are headlines like "It is reasonable for European Christians to be fearful of mass Muslim immigration" and "Muslims are preparing to take over Europe through Greece, and the EU doesn't care."

I share some of these examples with you today because while we can and should talk about the role of social media platforms, we should also look at who here in Canada creates the racist and conspiratorial content that I believe significantly leads to online hate and harassment.

Finally, I want to touch extremely briefly on Hindutva, a Hindu supremacy movement that targets Muslims. Its ultranationalism is represented by the Rashtriya Swayamsevak Sangh, or RSS, a paramilitary group founded in 1925. A subsidiary of the RSS, the Hindu Swayamsevak Sangh, or HSS, is here in Canada. The Hindutva movement online, a combination of trolls and bots, significantly harasses Muslims and anyone critical of their movement. It —

The Chair: Can I ask you to go a little bit more slowly? The translators are having difficulty.

Laissons Rebel Media de côté un moment, il y a une organisation appelée Action4Canada, dont l'énoncé de mission commence par quelque chose comme : « Notre mission est de protéger le riche patrimoine du Canada, fondé sur les principes bibliques judéo-chrétiens. » Ce groupe est contre l'avortement et contre les personnes LGBTQ+, et s'oppose très fortement à l'éducation sexuelle. Il décrit les personnes LGBTQ+, en particulier les personnes trans, comme étant des prédateurs sexuels et des pédophiles. Voici ce qu'il a à dire sur les musulmans :

Le problème, c'est que dans n'importe quel pays où arrivent des musulmans modérés ou progressistes [...], les musulmans radicaux suivent toujours, et ils ont le pouvoir, l'argent et l'intention nécessaires pour amener la destruction. Leur but est de dominer le monde [...], une nation à la fois.

Si nous voulons que le Canada continue d'incarner l'espoir pour les gens qui fuient la mort et la persécution, nous devons être prêts non seulement à affronter la menace, mais aussi à la dénoncer et à l'éradiquer.

Ensuite, il y a *LifeSiteNews*, dont vous avez peut-être entendu parler. Il s'agit d'un journal chrétien-fasciste, fondé il y a 25 ans par le groupe canadien anti-abortement Campaign Life Coalition. YouTube a supprimé sa chaîne parce qu'il diffusait de la désinformation à propos de la COVID, mais il a tout de même une longue liste d'abonnés par courriel. Il publie 4 000 articles par année et prétend avoir plus de 20 millions de lecteurs. Ses articles dépeignent les musulmans comme une force d'envahisseurs dangereux. Ses gros titres ressemblent à : « Les chrétiens de l'Europe ont-ils raison de craindre l'immigration de masse des musulmans » et « Les musulmans se préparent à envahir l'Europe par la Grèce, et l'Union européenne s'en fiche ».

Si je vous donne ces exemples aujourd'hui, c'est parce que même si nous pouvons et devrions parler du rôle des plateformes des médias sociaux, nous devrions aussi nous demander qui, ici au Canada, crée le contenu raciste et complotiste qui, à mon avis, contribue énormément à la haine et au harcèlement en ligne.

Enfin, je voudrais parler très brièvement de l'hindutva, un mouvement prônant le suprémacisme hindou, qui cible les musulmans. Preuve de son ultranationalisme, un groupe paramilitaire, le Rashtriya Swayamsevak Sangh, ou RSS, fondé en 1925, en fait partie. Un sous-groupe du RSS, l'Hindu Swayamsevak Sangh, ou HSS, est ici au Canada. Sur Internet, le mouvement de l'hindutva utilise les trolls et les robots pour mener une grande campagne de harcèlement contre les musulmans et contre quiconque ose critiquer le mouvement. C'est...

La présidente : Puis-je vous demander de parler un peu plus lentement? Les interprètes ont de la difficulté.

Mr. Balgord: Sure.

They justify and celebrate anti-Muslim violence, often sharing horrific videos of assaults and murders, and they have harassed and intimidated Canadian academics.

I mention Hindutva because, while I mostly wanted to touch upon groups and individuals I think are responsible for spreading online hate against Muslims in Canada, I do want to note that, here, we have a movement, and one with the tacit support of its government, that targets Muslims around the world but is also significantly felt here in Canada.

Thank you. I look forward to your questions.

The Chair: Thank you. Now I will turn to Lee Naturkach from the Mosaic Institute.

Leigh Naturkach, Executive Director, Mosaic Institute: Thank you so much for inviting us to this conversation today. On behalf of the Mosaic Institute, thank you for allowing us to provide testimony to this committee. We appreciate that these efforts are part of a larger goal, which is to create a stronger, more united Canada for us all.

We share that vision. Mosaic is a national not-for-profit that equips people with the knowledge and skills to dismantle prejudice. We work with diverse voices to inform solutions to community and systemic problems through research, dialogue, policy, education and training. There is so much work to be done in addressing the stark ongoing reality of Islamophobia across Canada.

The Mosaic Institute's 2019 testimony and recommendations to this committee on online hatred pointed to the growing role of social media and anti-Muslim hate. Sources of Islamophobia include individuals, media, politicians, academics, institutions, far-right groups, White supremacist extremists and their supporters.

Ignorant and intentional perpetrators spread negative stereotypes of about Islam and Muslims through many channels that lead to discrimination, violence, hate, destruction and murder at the extreme end.

Canadians are more likely to harbour negative stereotypes about Muslim Canadians than other major religions. Police-reported crimes targeting Muslim religions increased 71% in 2021, and many, as we know, go unreported.

M. Balgord : Bien sûr.

Ses membres justifient et célébrent la violence contre les musulmans, souvent en partageant des vidéos horribles montrant des agressions et des meurtres, et ils ont aussi harcelé et intimidé des universitaires canadiens.

J'ai mentionné l'hindutva parce que, même si je voulais surtout parler des groupes et des personnes qui, à mon avis, sont responsables de la propagation en ligne de la haine contre les musulmans au Canada, je voulais aussi souligner qu'il existe ici un mouvement qui, avec l'appui tacite de son gouvernement, cible les musulmans aux quatre coins du monde, mais dont la présence est fortement ressentie ici au Canada.

Merci. Je suis impatient de répondre à vos questions.

La présidente : Merci. Je vais maintenant donner la parole à Mme Leigh Naturkach, du Mosaic Institute.

Leigh Naturkach, directrice générale, Mosaic Institute : Merci beaucoup de nous avoir invités à participer à cette discussion aujourd'hui. Au nom du Mosaic Institute, je vous remercie de nous permettre de témoigner devant le comité. Nous comprenons que ces efforts s'inscrivent dans le cadre d'un objectif plus vaste, celui de créer un Canada plus fort et plus uni pour nous tous.

Nous avons cette même vision. Le Mosaic Institute est un organisme national sans but lucratif dont le but est de donner aux gens les connaissances et les compétences nécessaires pour éliminer les préjugés. Nous travaillons avec divers acteurs pour échafauder, par la recherche, le dialogue, les politiques, la sensibilisation et la formation, des solutions aux problèmes communautaires et systémiques. Il y a énormément de travail à faire, face à la triste réalité de l'islamophobie qui continue de sévir dans tout le Canada.

En 2019, le Mosaic Institute a témoigné devant votre comité et a formulé des recommandations sur la haine en ligne; nous avons mis l'accent sur le rôle grandissant des médias sociaux et sur la haine contre les musulmans. Parmi les sources qui alimentent l'islamophobie, notons les personnes, les médias, les politiciens, les universitaires, les institutions et les groupes d'extrême droite ainsi que les suprémacistes blancs et leurs partisans.

Il y a des gens qui, par ignorance ou délibérément, répandent de toutes sortes de façons des stéréotypes défavorables sur l'islam et les musulmans qui encouragent la discrimination, la violence, la haine, la destruction et même, à l'extrême, le meurtre.

Les Canadiens sont plus susceptibles d'entretenir des stéréotypes défavorables à propos des Canadiens musulmans qu'à propos de n'importe quelle autre grande religion. Les crimes signalés à la police et ciblant des personnes de confession

The Mosaic Institute is a bridge, a convenor, a platform and a resource for people and communities to identify, understand and address prejudice. Since we last met in 2019, we've connected directly with over 1,000 youth and over 500,000 people online and in person across Canada.

Overwhelmingly, we witnessed the need for an increased and intersectional approach to address prejudice including Islamophobia. What members of Muslim communities have shared with us regarding the impact of Islamophobia include othering, surveillance, hostility, harassment, a demoralizing lack of bystander support, of having to choose between faith and safety and how many are seen as Muslim but not Canadian.

Young, visibly Muslim women share the extreme toll on their mental health of constantly assessing physical space, safety, fear and the related physical impacts.

It is critical to acknowledge and address intersectional experiences of Islamophobia, particularly for Black and visibly Muslim women. There is often a noticeable erasure of their voices, lived experiences and agency. As some individuals shared with us, "We find comfort in solidarity in times of tragedy. We also need you to show up every day in schools, subways, malls, offices, on our streets, by our side to protect and preserve our place in Canada."

At Mosaic, we equip people to show up. We help youth develop critical thinking skills and create tangible action plans to improve communities. We convene scalable dialogues, bringing together people with differing views to connect and co-create solutions. We produce community research that informs policy recommendations to address prejudice. The burden of addressing Islamophobia cannot only be on the shoulders of those who are impacted by it. We have the stories. We have the data. We have the recommendations. What we need now is continued action and accountability to work together.

The Mosaic Institute is willing to act as a partner to work with government and others to fight Islamophobia together. To that end, our recommendations for consideration by the committee

musulmane ont augmenté de 71 % en 2021, et comme nous le savons, de nombreux autres ne sont pas signalés.

Le Mosaic Institute veut être un pont, un facilitateur, une plateforme et une ressource pour les gens et les communautés afin qu'ils puissent identifier, comprendre et éliminer les préjugés. Depuis notre dernière discussion, en 2019, nous avons établi des liens directs avec plus de 1 000 jeunes et plus de 500 000 personnes, en ligne et en personne, d'un bout à l'autre du Canada.

Nous avons constaté, de façon incontestable, qu'il est nécessaire d'adopter une approche plus rigoureuse et intersectionnelle pour lutter contre les préjugés, y compris contre l'islamophobie. Des membres des communautés musulmanes nous ont fait part de ce qu'ils vivent à cause de l'islamophobie : de l'exclusion, de la surveillance, de l'hostilité, du harcèlement, une absence démoralisante de soutien des gens qui sont témoins d'un incident; ou alors, ils doivent choisir entre leur foi et leur sécurité, et ils sont nombreux à dire qu'ils sont perçus comme étant musulmans, mais pas Canadiens.

De jeunes femmes visiblement musulmanes nous ont parlé des lourdes répercussions sur leur santé mentale et des conséquences physiques potentielles du fait de devoir constamment évaluer l'espace physique où elles se trouvent, veiller à leur sécurité et composer avec leur crainte.

Il est crucial de reconnaître les expériences intersectionnelles liées à l'islamophobie, surtout pour les femmes noires et visiblement musulmanes et de nous y attaquer. Souvent, il y a un effacement évident de leurs voix, de leur vécu et de leur autonomie. Comme certaines personnes nous l'ont dit : « Nous trouvons réconfort dans la solidarité lorsqu'il y a une tragédie. Nous avons besoin que vous soyez à nos côtés chaque jour dans les écoles, dans les métros, dans les centres commerciaux, dans les bureaux et dans nos rues pour protéger et préserver notre place au Canada. »

Au Mosaic Institute, nous donnons aux gens les moyens d'être présents. Nous aidons les jeunes à développer leur pensée critique et à créer des plans d'action tangibles pour améliorer les communautés. Nous organisons des discussions échelonnables pour réunir des gens qui ont divers points de vue, pour qu'ils puissent interagir et créer conjointement des solutions. Nous produisons des études communautaires pour éclairer les recommandations en matière de politiques qui ciblent les préjugés. Le fardeau de lutter contre l'islamophobie ne peut pas être placé seulement sur les épaules de ceux qui en sont victimes. Nous avons les histoires. Nous avons les données. Nous avons les recommandations. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'actions continues et d'un engagement à travailler ensemble.

Le Mosaic Institute est disposé à travailler en partenariat avec le gouvernement et d'autres entités pour lutter ensemble contre l'islamophobie. Pour cela, nous avons des recommandations à

include: One, meaningful and ongoing outreach, engagement and leadership of diverse Muslim perspectives in decision-making spaces. This requires continued to work to connect with grassroots collectives to build stronger networks and approaches.

Two, implement, with appropriate resources, the remaining recommendations shared in the reports from the 2021 National Summit on Islamophobia created by the National Council of Canadian Muslims and the Canadian Council of Muslim Women.

Three, invest in activities that nurture connection across communities and institutions to develop understanding and shared experiences and dialogue.

Four, provide multi-year support for Muslim groups as well as organizations conducting work addressing prejudice and hate, including initiatives focused on perpetrators.

Five, support campaigns and intervention programs focused on bystanders that compel action and provide skills to intervene when witnessing hate.

Six, provide accessible and effective education and training that includes anti-Islamophobia content for government, federally regulated employees and representatives.

Finally, set an example as leaders through fighting mis- and disinformation, condemning Islamophobia in all its forms and counteracting dismissiveness and denialism, acknowledging and condemning the existence and rise of White supremacism in Canada, challenging tightly held beliefs and diversified notions of what it means to be Canadian, and share and centre diverse Muslim perspectives, art, content and stories, as well as sharing and celebrating the contributions and history of Muslims in Canada over the last century.

Thank you for your time. I look forward to answering your questions.

The Chair: Thank you very much, I will now turn to Citra Ahmed.

Citra Ahmed, Social Services Coordinator, Al Rashid Mosque, Edmonton, As an individual: *Salaam alaikum.* [Arabic spoken]

May God's blessing and mercy be upon you all. I'm addressing you today from the walls of Canada's first mosque, the Al Rashid Mosque, built in 1938. What was once a beautiful

proposer au comité : premièrement, il faut déployer des efforts réels et continus en matière de sensibilisation, de mobilisation et de leadership des musulmans de divers horizons, dans les sphères de décision. Cela suppose de poursuivre le travail pour établir des liens avec les collectifs communautaires afin de bâtir des réseaux et des approches plus robustes.

Deuxièmement, il faut mettre en œuvre, avec suffisamment de ressources, le reste des recommandations qui ont été présentées dans les rapports du Sommet national sur l'islamophobie de 2021, rédigés par le Conseil national des musulmans canadiens et le Conseil canadien des femmes musulmanes.

Troisièmement, il faut investir dans les activités qui favorisent les liens entre les communautés et les institutions afin d'améliorer la compréhension, le partage des expériences et la discussion.

Quatrièmement, il faut fournir du soutien pluriannuel aux groupes musulmans ainsi qu'aux organisations qui luttent contre les préjugés et la haine, y compris les initiatives axées sur ceux qui alimentent la haine.

Cinquièmement, il faut soutenir les campagnes et les programmes d'intervention à l'intention des témoins d'un incident haineux; il faut les amener à agir et leur donner les compétences nécessaires pour intervenir.

Sixièmement, il faut des programmes de sensibilisation et de formation accessibles et efficaces, touchant au contenu islamophobe, pour les employés et les représentants du gouvernement ou ceux qui relèvent du fédéral.

Enfin, les leaders doivent montrer l'exemple en combattant les fausses informations et la désinformation, en condamnant l'islamophobie sous toutes ses formes et en contrant les attitudes méprisantes et le déni, en reconnaissant et en condamnant l'existence et la montée du suprémacisme blanc au Canada, en remettant en question les croyances tenaces et les diverses notions de ce que cela veut dire d'être Canadien, en faisant connaître et en recadrant les diverses perspectives musulmanes, ainsi que l'art, les histoires et les contenus musulmans, et aussi en faisant connaître et en célébrant les contributions et l'histoire des musulmans au Canada au cours du dernier siècle.

Je vous remercie de votre temps. Je répondrai à vos questions avec plaisir.

La présidente : Merci beaucoup. La parole va maintenant à Mme Citra Ahmed.

Citra Ahmed, coordinatrice des services sociaux, mosquée Al Rashid, Edmonton, à titre personnel : *Salaam alaikum.* [mots prononcés en arabe]

Que la bénédiction et la miséricorde de Dieu descendent sur vous tous et toutes. Je m'adresse à vous aujourd'hui depuis la première mosquée du Canada, la mosquée Al Rashid, qui a été

land that welcomed Muslim pioneers is today home of one of the highest rates of Islamophobic attacks against Muslims. Islamophobia has manifested itself as vandalism of mosques, physical attacks, physical assaults on Muslims, including —

The Chair: Can I ask you to speak a bit slower? The translators are struggling.

Ms. Ahmed: I do apologize, I will.

Islamophobia has manifested itself as vandalism of mosques, physical assaults on Muslims, including violence against Muslim women wearing the hijab, especially Black women. In January 2017, six Muslims were killed in a shooting attack at a Quebec City mosque. Last year, three generations of Muslim Canadians were killed while practising one of the most mundane things: taking a walk. These stories have become our new reality.

I have two beautiful nieces. They are 16 and 15. Like many teenagers, they like to hang out with their friends and get into trouble. They are also Black and Muslim — and I say that with sadness because being a woman, Black and Muslim not only puts you at a disadvantage in a system that is structurally built to be racist against you, it also means that you are prone to be targeted by physical, verbal attacks while simply riding a bus.

Young Muslim women in Quebec cannot longer dare to dream of being teachers or police officers if they ever want to embrace their hijab. Our country no longer feels safe for Muslims. While we have failed to protect our Muslim Canadians in person, we are able to implement changes to start protecting them online: harsh and serious laws that hold perpetrators that spread Islamophobic ideologies that paint a picture of Muslims as savages, oppressive terrorists and violent beings accountable. These are the same ideologies that Hitler painted the Jewish community with to justify the Holocaust — the same ideologies that the Indigenous communities struggled with for decades that resulted in oppression.

The internet has created a safe environment for spreading hate and targeting minority communities. With everyone hiding behind a keyboard and no laws in place to hold them accountable, they are thriving. The internet and social media have become a breeding ground for violent, extremist ideas that are actively promoted across many digital platforms. The rampant presence of hate material has radicalized thousands of followers and expanded networks of extremist groups locally and internationally which is allowing extremists to gather and expand online like the hate group that attacked the Al Rashid Mosque in

construite en 1939. Jadis une terre magnifique qui accueillait les pionniers musulmans, notre pays connaît aujourd’hui l’un des plus hauts taux d’attaques islamophobes contre les musulmans. L’islamophobie se manifeste par le vandalisme des mosquées, des attaques corporelles, des agressions physiques contre des musulmans, comme...

La présidente : Pourrais-je vous demander de parler un peu plus lentement? Les interprètes ont de la difficulté.

Mme Ahmed : Toutes mes excuses, j'y veillerai.

L’islamophobie se manifeste par le vandalisme des mosquées, des agressions physiques contre les musulmans, y compris des actes violents contre les femmes musulmanes qui portent le hidjab, surtout les femmes noires. En janvier 2017, six musulmans ont été assassinés lors d'une fusillade dans une mosquée de Québec. L'année dernière, des Canadiens musulmans de trois générations ont été tués pendant qu'ils s'adonnaient à l'une des activités les plus banales de la vie : faire une promenade. Ces histoires sont devenues notre nouvelle réalité.

J'ai deux nièces magnifiques. Elles ont 16 et 15 ans. Comme beaucoup d'adolescentes, elles aiment être avec leurs amis et s'attirer des ennuis. Elles sont aussi noires et musulmanes, et je le dis avec tristesse, parce qu'être femme, noire et musulmane non seulement vous désavantage, dans un système structuré pour nourrir le racisme contre vous, cela veut aussi dire que vous êtes susceptible d'être victime d'agressions physiques et verbales, même quand vous voulez simplement prendre l'autobus.

Les jeunes femmes musulmanes du Québec ne peuvent même plus oser rêver de devenir enseignantes ou agentes de police, si elles tiennent à porter le hidjab. Notre pays n'est plus un endroit où les musulmans se sentent en sécurité. Même si nous n'avons pas réussi à protéger les Canadiens musulmans en personne, nous pouvons mettre en œuvre des changements pour commencer à les protéger en ligne : en adoptant des lois sévères et robustes qui exigent que les gens qui répandent des idéologies islamophobes en dépeignant les musulmans comme des sauvages, des terroristes oppressifs et des êtres violents, rendent des comptes. Hitler a utilisé le même genre d'idéologie pour dépeindre la communauté juive et justifier l'Holocauste. Les communautés autochtones se sont battues pendant des décennies contre le même genre d'idéologie qui opprime.

Internet a créé un environnement où les gens peuvent, en toute sécurité, répandre la haine et cibler les communautés minoritaires. Les gens sont anonymes derrière leur clavier, et il n'y a aucune loi en place qui exige qu'ils rendent des comptes; cela les a enhardis. Internet et les médias sociaux sont devenus un terreau pour les idées violentes et extrémistes, qui sont activement diffusées sur de nombreuses plateformes numériques. La présence endémique de matériel haineux a radicalisé des milliers de partisans et a permis aux groupes extrémistes d'élargir leurs réseaux à l'échelle locale et internationale, et ainsi

2019, the Sons of Odin. Its members found each other online through common hate rhetoric towards Muslims through their content.

I hear a lot from police officers who say that reporting is important to combat Islamophobia. I hear it from researchers and from government officials, as it influences funding allocated to anti-racism projects. It should be noted that members of marginalized communities are wary of reporting hate crimes to the police for fear of not being taken seriously, being re-traumatized or interacting with officers who have no cultural sensitivity or trauma-informed training.

When working on such an important project like this one, we tend to look at data and numbers reports to make well-informed recommendations or decisions. We almost always forget that these are real people who have been through this extremely traumatic experience with no system to support them. Victim support is needed in all of our cities. Our Muslim brothers and sisters deserve the best mental, emotional and financial support that we can offer them. They do not deserve to be going through this alone. Our Muslim communities should not be burdened with the responsibility of providing support for these families without being given the funding.

Living in hate, Islamophobia and racism has been my reality. It has been my story, but I will be damned if I allow it to be my daughter's story. Let us not let history repeat itself. We can no longer sweep Islamophobia under the rug. We can no longer use Islamophobia as campaign promises to gain votes. We need serious action with stronger laws and non-tolerance policies to protect Muslims.

Thank you for your time. I look forward to answering your questions.

The Chair: Thank you very much. Senators who were there in Edmonton will remember too that some of the most emotional testimony we heard was from the young Black women in Edmonton who wore the hijab, who were regularly abused and spat on and had their hijabs pulled. I will turn now to Senator Jaffer.

Senator Jaffer: Thank you to all three witnesses. You have given us so much rich information that it is hard, in just a few minutes, to ask you questions and give you time to answer them.

de se réunir et de prendre encore plus de place en ligne. C'est le cas du groupe haineux qui a attaqué la mosquée Al Rashid en 2019, les Sons of Odin. Ses membres se sont trouvés en ligne, parce qu'ils tenaient le même discours haineux envers les musulmans dans leur contenu.

J'entends beaucoup d'agents de police dire qu'il est important de signaler les incidents pour combattre l'islamophobie. J'entends des chercheurs et des fonctionnaires le dire aussi, parce que cela a une incidence sur les fonds qui sont affectés aux projets antiracisme. Il convient alors de souligner que les membres des communautés marginalisées sont réticents à l'idée de signaler les crimes haineux à la police, par crainte de ne pas être pris au sérieux, d'être traumatisés de nouveau ou d'interagir avec des agents qui ne sont pas sensibles à leur culture ou qui n'ont pas reçu de formation sur le traumatisme.

Lorsqu'il est question de projets importants comme celui-ci, nous avons tendance à examiner les données et les chiffres tirés de rapports pour formuler des recommandations éclairées ou prendre des décisions. Nous oublions presque toujours qu'il y a derrière cela de vraies personnes qui ont vécu des expériences extrêmement traumatisantes, et qui n'avaient pas de système pour les soutenir. Il faut un système de soutien aux victimes dans toutes les villes. Nos sœurs et nos frères musulmans méritent le meilleur soutien mental, émotionnel et financier que nous pouvons leur offrir. Ils ne méritent pas de traverser ces épreuves seuls. Le fardeau ne devrait pas incomber à nos communautés musulmanes de fournir du soutien à ces familles, sans aide financière.

J'ai vécu de la haine, de l'islamophobie et du racisme; cela a été ma réalité. Cela a été mon histoire, mais je ne permettrai jamais, au grand jamais, que ce soit l'histoire de ma fille. Refusons que l'histoire se répète. Nous ne pouvons plus balayer l'islamophobie sous le tapis. Nous ne pouvons plus utiliser l'islamophobie comme promesse électorale pour gagner des votes. Nous avons besoin de mesures sérieuses, avec des lois robustes et des politiques zéro tolérance pour protéger les musulmans.

Je vous remercie de votre temps. Je répondrai à vos questions avec plaisir.

La présidente : Merci beaucoup. Les sénateurs et sénatrices qui étaient à Edmonton se souviendront aussi d'avoir entendu certains des témoignages les plus émouvants de la part de jeunes femmes noires qui portaient le hidjab à Edmonton, qui étaient régulièrement maltraitées, qui se faisaient cracher dessus et qui se faisaient arracher leur hidjab. Je vais maintenant donner la parole à la sénatrice Jaffer.

La sénatrice Jaffer : Merci à nos trois témoins. Vous nous avez donné tellement d'informations précieuses que ce sera difficile, dans les quelques minutes que nous avons, de vous poser des questions et de vous donner le temps d'y répondre.

I will start with you, Ms. Ahmed.

We were warmly welcomed to the Al Rashid Mosque. We were treated to a good evening of sharing knowledge and hospitality. You have spoken very articulately today as well. When you say that young Black women who wear the hijab — or old; it does not matter — are attacked, they are reluctant to report that to the police. Can you elaborate on that, please?

Ms. Ahmed: Yes. Thank you for the question. I have had a lot of conversations with women who have been attacked in the city, or even with women who have not reported, a lot of them being my friends or even things that I have experienced and I haven't reported.

The issue we see is that many times an attack happens and instead of being labelled as a hate crime, it is labelled as just an assault. There is no proper prosecuting. There is no proper reporting to elevate it so the Crown even understands that it has a large impact on the greater community. It's not just about one woman being attacked. It causes women across the country to live in fear of going outside. Right?

A lot of times, after an attack has happened — even in Edmonton here, and we have had quite a few — the ones that are reported are never followed through. We have just had the Southgate attack in Edmonton. I know the family very closely. Sentencing just happened and the judge was a lot harsher, and the sentence was 16 months. When you look at 16 months, you have to consider whether 16 months equates with how the family has struggled or how the community lives in fear.

I do a lot of programming with the younger girls. When we talk to them, they tell us they don't know if they want to wear the hijab anymore because they're scared about what will happen to them if they go outside and get hurt. They wonder who will help them. We talk a lot about the bystander effect where nobody says anything while the attack is happening.

We have a generation of kids that have been raised to feel like they don't belong in Canada. My daughter is second generation. How many generations does it take before they get to be considered Canadian and are not treated differently and can walk out on the streets? When can they be the same as everyone else?

A lot of times I think people are scared to come forward, because the perpetrators receive a slap on the wrist. It's as if they don't matter, right? Even when they bring it forward, the officer doesn't take the time to even come meet them where the attack

Je vais commencer par vous, madame Ahmed.

La mosquée Al Rashid nous a accueillis chaleureusement. Nous avons passé une bonne soirée à échanger des connaissances, en toute hospitalité. Vous avez parlé avec beaucoup d'éloquence aujourd'hui également. Vous avez dit que, quand les jeunes femmes noires qui portent le hidjab — et aussi les femmes matures, l'âge n'a pas d'importance — se font agresser, elles hésitent à signaler l'incident à la police. Pouvez-vous nous donner plus de détails là-dessus, s'il vous plaît?

Mme Ahmed : Oui. Merci de la question. J'ai beaucoup discuté avec des femmes qui ont été attaquées dans cette ville, même avec des femmes qui n'ont pas porté plainte. Beaucoup d'entre elles sont mes amies, et j'ai moi-même vécu des choses sans porter plainte.

Le problème que nous avons constaté, c'est que souvent, après une agression, au lieu que cela soit qualifié de crime haineux, c'est décrit comme étant une simple agression. La chose n'est pas correctement poursuivie en justice. Il n'y a pas de mécanisme de signalement adéquat pour porter l'affaire devant une instance supérieure, afin que la Couronne comprenne même les conséquences énormes que cela a sur la communauté en général. Il ne s'agit pas que d'une seule femme qui se fait agresser : la conséquence est que des femmes, d'un bout à l'autre du pays, vont avoir peur de sortir. N'est-ce pas?

Souvent, après une agression — même ici à Edmonton, où il y en a eu assez —, on ne donne jamais suite aux plaintes. Tout récemment, il y a eu une agression au centre d'achat Southgate, à Edmonton. Je connais très bien la famille. La peine vient d'être prononcée, et la juge a été plus dure, ordonnant une peine de 16 mois. Mais 16 mois, vous devez vous demander si 16 mois correspond à l'épreuve que la famille a traversée ou à la crainte dans laquelle vit la communauté.

J'anime beaucoup de programmes pour les jeunes filles. Quand nous leur parlons, elles nous disent qu'elles ne savent pas si elles veulent continuer à porter le hidjab, parce qu'elles ont peur de ce qui va leur arriver si elles sortent et que quelque chose de mal leur arrive. Elles se demandent qui va les aider. Nous avons beaucoup parlé de l'effet du témoin, quand personne n'intervient lors d'une agression.

Nous avons une génération d'enfants qui ont grandi sans avoir l'impression d'avoir leur place au Canada. Ma fille est de la deuxième génération. Combien de générations va-t-il falloir avant qu'elles soient considérées comme des Canadiens, qu'elles ne soient pas traitées différemment et qu'elles puissent marcher dans la rue? Quand pourront-elles être comme tout le monde?

Souvent, j'ai l'impression que les gens ont peur de dénoncer, parce que les criminels vont recevoir une tape sur les doigts. On a l'impression que cela n'a pas d'importance, n'est-ce pas? Même quand elles portent plainte, l'agent ne prend même pas le

happens or the perpetrators walk away with no jail time and no fines — no nothing. When that constantly happens, people don't report because they don't see the use. It's just sitting there. Nothing happens.

Senator Jaffer: Your mosque does a lot of proactive work in the community. Even then you say that you have tremendous backlash. I just want senators who were not at that mosque when we were there to know that so much is being done to reach out to the community. Even then, we are hearing such — it's not a good picture. Thank you very much, Ms. Ahmed.

I have a question for the Mosaic Institute. In your study of online hate, you heard from transgender and non-binary individuals. What did you hear from them about how transphobia intersects with Islamophobia? Ms. Naturkach, can you please expand on that?

Ms. Naturkach: The intersection is there. With people who are experiencing the most oppressive forms of hate, there are obviously a lot of shared experiences. Certainly, those identities are not necessarily mutually exclusive either. I think that's important to consider as part of this.

We would be happy to share some more of the data and back-up information for specific testimonials if you would like to hear that as part of the report. We really just provided a high-level summary of feedback, but we certainly can pull those pieces out for further consideration.

Senator Jaffer: Thank you, we would really appreciate that.

My last question is to Mr. Balgord. What you said — I'm not wanting to digest because it's then difficult to even function as a practising Muslim. But can you please tell me a little bit more about this movement that started in India? How do you know that it's established in Canada as well?

Mr. Balgord: Sure. I will not represent myself as an expert in this particular movement. I can give a general overview, and then for any follow-up information, I would recommend National Council of Canadian Muslims, or NCCM. They have done a study specifically on the influence of Hindutva on Canadian Muslims and more broadly, which I recommend. I know they have a draft form right now that they are polishing up. It's very informative.

temps de les rencontrer à l'endroit où l'agression est survenue, et les criminels s'en tirent sans peine d'emprisonnement et sans amende, rien de rien. Quand cela arrive constamment, les gens cessent de signaler, parce qu'ils n'en voient pas l'utilité. Cela reste sur les tablettes. Il ne se passe rien.

La sénatrice Jaffer : Votre mosquée fait beaucoup de travail proactif dans la communauté. Malgré tout, vous dites quand même qu'il y a eu de vives réactions défavorables. Je veux seulement que les sénateurs qui ne nous ont pas accompagnés à la mosquée soient conscients de tout le travail d'approche qui est fait auprès de la communauté. Malgré tout, nous entendons tellement de... la situation n'est pas rose. Merci beaucoup, madame Ahmed.

J'ai une question pour le Mosaic Institute. Dans votre étude sur la haine en ligne, vous avez recueilli le témoignage de personnes transgenres et non binaires. Que vous ont-elles dit quant à l'intersection entre la transphobie et l'islamophobie? Madame Naturkach, pourriez-vous nous donner plus de détails?

Mme Naturkach : Il existe une intersection. Chez les gens qui vivent les formes les plus oppressives de la haine, il y aura évidemment beaucoup d'expériences communes. Certainement, ces identités ne s'excluent pas mutuellement de par leur nature. Je pense que c'est important d'en tenir compte dans toute la problématique.

Cela me ferait plaisir de vous envoyer un peu plus de données et d'informations contextuelles sur des témoignages précis, si cela vous intéresse dans le cadre du rapport. Nous avons essentiellement déposé seulement un résumé des commentaires reçus, mais nous pourrions certainement aller chercher ces éléments, si vous voulez les examiner de plus près.

La sénatrice Jaffer : Merci, nous vous en serions très reconnaissants.

Ma dernière question s'adresse à M. Balgord. Ce que vous avez dit... je ne veux pas l'assimiler, parce que c'est déjà assez difficile d'être musulmane pratiquante. Pouvez-vous nous donner un peu plus d'information sur le mouvement qui a débuté en Inde? Comment savez-vous qu'il s'est établi au Canada également?

M. Balgord : Bien sûr. Je ne vais pas me dire expert sur ce mouvement en particulier. Je peux vous donner de l'information générale, puis, pour de l'information supplémentaire, je vous recommanderais de vous adresser au Conseil national des musulmans canadiens, le CNMC, qui a réalisé une étude spécifique sur l'influence de l'hindutva sur les musulmans canadiens et aussi en général. Je vous la recommande. Je sais qu'il existe une ébauche présentement, qui est en train d'être peaufinée. C'est très informatif.

Generally speaking, when we report on instances of anti-Muslim animosity and anti-Muslim hate, we can see online the accounts coming in from the Hindutva movement that will start spreading hate toward Muslims or justifying hatred of Muslims. We can see it in our own Twitter account and in our own replies.

We know it has some influence here. I shared an article with the clerk where we discuss it. There have been some incidents of people in Canada — who seem to be associated with the Hindu supremacy ideology or with RSS or its affiliate HSS, which operates here — who are also spreading hatred toward Muslims. We have reported on a couple of examples of it. We have had other tips and things that we haven't had time to report on.

That's how we know it's present here. We have reported on it a couple of times. We have seen the influence when we talk about it on social media, and we have had tips that we haven't fully reported. I would very much recommend the NCCM's report on it, which will be ready very shortly, I believe.

Senator Jaffer: Thank you.

The Chair: Thank you. Just a supplementary to Senator Jaffer's question: I noticed on my Twitter feed — I think it was even last week from the committee — that when I tweeted, I got some Islamophobic comments. It seems to be a group effort. It won't be just one person. There will be a whole group attacking you. I will turn to Senator Arnot.

Senator Arnot: Thank you to the witnesses. I'm interested in getting at a particular point. I'll just outline it by saying this: I believe that hate speech in Canada is virtually unregulated on the internet and that we need to be much more strategic and robust in approaching these issues. Hate thought and hate speech beget hate crime. We know that. We know as well that the Supreme Court of Canada has very succinctly and clearly defined what hate speech is. It's in stark contrast to the approach in the United States. In my opinion, our constitutional law is much stronger on this.

I'm really seeking this idea: Do you believe the CRTC has the teeth it requires to regulate hate speech? Do you believe that the Canadian Human Rights Commission and the Canadian Human Rights Act have the teeth to regulate hate speech in a manner that would make a significant difference in our culture in Canada?

Pour parler de façon générale, quand nous rapportons des incidents d'animosité ou de haine antimusulmans, nous pouvons voir sur Internet les comptes associés au mouvement de l'hindutva qui se mettent à répandre la haine contre les musulmans ou à justifier la haine des musulmans. Nous pouvons le voir sur notre propre compte Twitter, et aussi dans nos propres réponses.

Nous savons que ce mouvement a une certaine influence ici. J'ai transmis au greffier un article où nous nous penchons là-dessus. Il y a eu des incidents au Canada où des gens — qui ont apparemment des liens avec l'idéologie de la suprématie hindoue ou avec le RSS ou alors son groupe affilié, le HSS, qui est actif ici — répandent aussi la haine contre les musulmans. Nous avons rapporté quelques exemples. Nous avons aussi reçu d'autres tuyaux, entre autres choses, mais nous n'avons pas eu le temps de les documenter.

Voilà comment nous savons que ce groupe a une présence ici. Nous l'avons rapporté quelques fois. Nous avons constaté son influence quand nous discutons sur les médias sociaux, et nous avons aussi reçu des tuyaux que nous n'avons pas encore pleinement documentés. Je vous recommande vivement le rapport du CNMC à ce sujet, qui, je crois, sera prêt très bientôt.

La sénatrice Jaffer : Merci.

La présidente : Merci. Juste pour ajouter à la question de la sénatrice Jaffer : j'ai remarqué sur mon fil Twitter — je pense même que c'était la semaine dernière, au comité — que, quand j'ai envoyé un gazouillis, j'ai reçu des commentaires islamophobes. Cela m'a semblé être un effort collectif. Il n'y a pas qu'une seule personne, c'est tout un groupe qui vous attaque. Je cède la parole au sénateur Arnot.

Le sénateur Arnot : Merci aux témoins. J'aimerais aborder un point en particulier. Pour situer le contexte, je tiens à dire que je crois que les discours haineux au Canada sont pour ainsi dire non réglementés sur Internet et que nous avons besoin d'une approche beaucoup plus stratégique et robuste face à ces problèmes. Les pensées et les discours haineux engendrent des crimes haineux. Nous le savons. Nous savons également que la Cour suprême du Canada a défini très succinctement et clairement en quoi consiste un discours haineux. Sa décision est tout à fait à l'opposé de l'approche adoptée aux États-Unis. À mon avis, le droit constitutionnel canadien est beaucoup plus fort à cet égard.

Voici où je veux vraiment en venir : croyez-vous que le CRTC a les moyens de réglementer les discours haineux? Croyez-vous que la Commission des droits de la personne et la Loi canadienne sur les droits de la personne ont assez de mordant pour réglementer les discours haineux, d'une façon qui pourrait vraiment changer les choses dans la culture canadienne?

I'm wondering if you can comment on successful models in other places — particularly the EU — that hold social media platforms to account. I would like the witnesses to comment on that and make any recommendations about how Canada might better regulate hate speech and use the tools that we have or give those tools a much more robust and significant presence.

The Chair: Was that question directed to anyone in particular?

Senator Arnot: Not in particular, but I think Mr. Balgord probably has some important comments to make there. I believe all the witnesses would have some opinion about this. I think it's important that we attack hate speech because that is at the root of a lot of anti-Muslim hate and the crime that we see in Canadian communities.

Mr. Balgord: I'll try to address each of the things you touched on briefly. Then, on the hate component, I will talk more broadly about what we might do.

In terms of the Human Rights Commission, it's my view that the commission oftentimes acts as a homework assignment for victims, unfortunately. It mostly deals with issues, for example, of workplace discrimination and harassment. I know it does more than that, but we don't see it very present in the work that we do.

In terms of the act itself, we used to have a provision that many of you may be familiar with, namely, section 13 of the Canadian Human Rights Act. Section 13 was important because it allowed victims of hate speech — or even somebody acting on behalf of victims — to bring a complaint to a tribunal. That tribunal could order a cease and desist and a small fine, with the power of a court order. This was used successfully several times — actually, by one of our board members, predominantly — to shut down a number of neo-Nazi groups. This was a while ago. This was in the early days of the internet.

This law was taken away by the government of the day, who felt that the Criminal Code, section 319, was sufficient to deal with these issues. Section 319 prohibits the wilful promotion of hatred towards a group.

Here is the problem, which I have alluded to: We believe that Rebel Media has broken the law in terms of subsection 319(2) and provided all the evidence required to the Ottawa Police Service to lay a charge, in our opinion, and they choose not to. All too frequently, the police are not particularly interested in

Je me demandais si vous pouviez nous parler de modèles qui ont réussi, ailleurs — en particulier dans l'Union européenne —, à obliger les plateformes de médias sociaux à rendre des comptes. Je demanderais aux témoins de s'exprimer là-dessus et de formuler toute recommandation qui permettrait au Canada de mieux réglementer les discours haineux en utilisant les outils que nous avons ou en donnant à ces outils une présence beaucoup plus robuste et importante.

La présidente : Adressez-vous votre question à quelqu'un en particulier?

Le sénateur Arnot : À personne en particulier, mais je pense que M. Balgord aurait probablement des commentaires importants à formuler à cet égard. Je pense que tous les témoins auraient des opinions là-dessus. Je pense que c'est important de lutter contre les discours haineux, parce que c'est la source de beaucoup de haine et de crimes antimusulmans que nous voyons dans les communautés au Canada.

M. Balgord : Je vais essayer d'aborder chacun des éléments que vous avez mentionnés, brièvement. Puis, en ce qui concerne la haine, je vais parler de façon plus générale de ce que nous pouvons faire.

En ce qui concerne la Commission canadienne des droits de la personne, je suis d'avis que la commission est souvent comme un devoir qu'on donne aux victimes, malheureusement. Elle s'attaque surtout, par exemple, à la discrimination et au harcèlement en milieu de travail. Je sais qu'elle en fait davantage, mais nous ne la voyons pas comme ayant une forte présence, relativement à notre travail.

Pour ce qui est de la loi elle-même, il y avait une disposition que bon nombre d'entre vous connaissez peut-être, c'est-à-dire l'article 13 de la Loi canadienne sur les droits de la personne. L'article 13 était important parce qu'il permettait aux victimes de discours haineux — ou même à quelqu'un représentant les victimes — de déposer une plainte devant un tribunal. Le tribunal pouvait rendre une ordonnance juridique de cessation et d'abstention, assortie d'une légère amende. Cet article a été utilisé efficacement plusieurs fois — même, et surtout, par l'un des membres de notre conseil — en permettant de mettre un terme aux activités de groupes néonazis. Mais cela fait longtemps, c'était à l'époque des balbutiements d'Internet.

La loi a été abrogée par le gouvernement de l'époque, qui était d'avis que l'article 319 du Code criminel suffisait pour ce genre de crime. L'article 319 interdit la promotion délibérée de la haine à l'égard d'un groupe.

Mais voici le problème, dont j'ai déjà parlé : nous croyons que Rebel Media a enfreint le paragraphe 319(2) de la loi, et nous avons déposé toutes les preuves requises auprès du service de police d'Ottawa pour porter une accusation, à notre avis, mais la police a décidé de ne pas agir. Beaucoup trop fréquemment,

pursuing section 319 causes. The penalty is less than a slap on the wrist; it's very insignificant.

We need to bring back section 13 of the Canadian Human Rights Act, because it deals with the issue of the police being a gatekeeper. It allows individuals to represent themselves or to represent victims in a way that police aren't gatekeepers. It's still a court process, a legal process. There is good due diligence. It just does away with the police culture issue.

We have been consulting for over two years now on what this new online safety bill should be. I still don't understand what, if any, relationship it has with Bill C-11, the CRTC issue. To my understanding, it wasn't much, but I was never able to get at the heart of it. If you and your colleagues are, I commend you. I'm not sure how they are related, so I'm afraid I'll have to skip over that.

In terms of online hate, we have proposed what I'm calling an ombudsperson model. The regulator would have the power to broadly investigate social media companies and issue recommendations — such as the whistle-blowers that have been coming out lately from Facebook and other places. The regulator could look at information like that and could go out and get that information themselves. They could basically show up and demand certain information from the companies on the algorithms and whatnot and then issue recommendations. Where the companies choose not to issue those recommendations, the ombudsperson could go to a court, ask it to make an order and then order them to make certain changes to how they operate their business to deal with issues like hate. It's a flexible model.

The way the government seems to be moving is more in line with other jurisdictions, like where the U.K. was headed, but then that was aborted. There has been a great loss of faith among various non-governmental organizations — both here and in those other jurisdictions you were talking about — in terms of the direction that governments are going on those particular files.

This is a very large subject to get into. I would be happy to follow up at some other point if you would like to connect on that, but I don't want to take up more time. Thank you.

Senator Arnot: Mr. Balgord, if you have any studies or information about the EU's approach and its success in holding social media platforms to account, as a model that we could learn from, I think it would be quite helpful.

la police ne semble pas particulièrement pressée de donner suite aux infractions à l'article 319. La peine, ce n'est pas même une tape sur les doigts, elle est tout à fait insignifiante.

Nous devons rétablir l'article 13 de la Loi canadienne sur les droits de la personne, parce que cela permet de régler le problème qui tient au fait que la police peut décider de qui passe ou pas. L'article 13 permet aux gens de se représenter eux-mêmes ou de représenter les victimes, et ce n'est pas la police qui décide de poursuivre une affaire ou non. Il y a tout de même un processus devant les tribunaux, un processus juridique. Il y a diligence raisonnable appropriée. Simplement, on évite le problème qui tient à la culture policière.

Nous menons des consultations depuis plus de deux ans maintenant sur la forme que devrait prendre le nouveau projet de loi sur la sécurité en ligne. Je ne comprends toujours pas le lien qui existe, si lien il y a, avec le projet de loi C-11, qui concerne le CRTC. D'après ce que je comprends, il n'y a pas grand-chose, mais je n'ai jamais réussi à aller au fond des choses. Si vos collègues et vous en sont capables, je vous en félicite. Je ne suis pas certain du lien qu'il y a entre les deux, alors j'ai bien peur de devoir passer mon tour.

Nous avons proposé ce que j'appelle un modèle d'ombudsman pour ce qui est de la haine en ligne. L'organisme de réglementation aurait le pouvoir d'enquêter de façon générale sur les entreprises de médias sociaux et de formuler des recommandations — comme l'ont fait les lanceurs d'alerte dernièrement sur Facebook et sur d'autres sites. L'organisme de réglementation pourrait examiner les informations de ce type et pourrait aller les chercher lui-même. Il pourrait se présenter et demander aux entreprises certaines informations sur les algorithmes, entre autres, puis émettre des recommandations. Si les entreprises choisissent de ne pas suivre ces recommandations, l'ombudsman pourrait s'adresser à un tribunal, lui demander de rendre une ordonnance et obliger les entreprises à apporter certains changements à la façon dont elles gèrent les problèmes comme la haine. C'est un modèle flexible.

L'orientation que semble prendre le gouvernement est plus conforme à celle des autres gouvernements, par exemple le Royaume-Uni, mais elle a été abandonnée. Il y a eu une grande perte de confiance parmi les organisations non gouvernementales — tant ici que dans les autres administrations dont vous parlez — en ce qui concerne la direction prise par les gouvernements dans ces dossiers particuliers.

C'est un sujet très vaste à explorer. Je serai heureux d'y revenir à un autre moment si vous souhaitez en apprendre plus à ce sujet, mais je ne veux pas prendre plus de temps. Merci.

Le sénateur Arnot : Monsieur Balgord, si vous avez des études ou des informations sur l'approche de l'Union européenne et de son efficacité à demander des comptes aux plateformes de médias sociaux, en tant que modèle dont nous pourrions nous inspirer, je pense que ce serait utile.

Mr. Balgord: I'll say briefly that I don't think there is any evidence that there has been any success to date.

Ms. Naturkach: I would add that while there seems to be a gap in knowledge around what is happening globally, that is work that Mosaic does in terms of convening a comparative study of EU and other national approaches to hate speech. We would be interested in working on something like that to help understand the landscape in a better way.

Senator Arnot: Thank you.

Senator Omidvar: Some of my questions were addressed by the witnesses in response to Senator Arnot's question, but I'm going to probe a little further with Mr. Balgord.

In 2021, the Canadian Anti-Hate Network, in partnership with 30 other organizations, provided recommendations to the federal government — including the establishment of an independent body to enforce and audit online hate regulations — maybe this is the ombudsman you are speaking about — that online hate regulations carry significant financial penalties to compel prosocial behaviour from social platforms and that large platforms be required to leverage their algorithms to detect and proactively remove hate content.

Are those recommendations still alive or have you adjusted them, given the way things have evolved?

Mr. Balgord: The ones you have listed are still very much alive and would be captured under the ombudsperson model that we are suggesting. We do have a more up-to-date one-pager on the ombudsperson model that goes into a bit more detail on what we are asking the government to do. I would be happy to provide that to the clerk.

Senator Omidvar: Please do. Thank you. That will be very helpful.

In Canada, or outside Canada, is there a proxy for what you're proposing in terms of an ombudsman to deal with hate? We have an articulated approach in Canada to anti-Semitism. Irwin Cotler has been named — I forget what his title is. Are you looking to replicate some of those approaches?

Mr. Balgord: No. We're looking at a truly new and independent regulator that would have the power to conduct broad investigations. They could compel evidence and testimony from social media companies and look at the algorithms. They would be a safe space for whistle-blowers from those companies to go to, for example. They could also work collaboratively. It

M. Balgord : Je dirai brièvement que je ne pense pas qu'il y ait la moindre preuve d'une quelconque efficacité à ce jour.

Mme Naturkach : J'ajouterais que, même si les connaissances sur ce qui se passe à l'échelle mondiale semblent lacunaires, c'est un travail que Mosaic effectue en organisant une étude comparative sur les approches de l'UE et d'autres pays en matière de discours haineux. Nous serions intéressés à travailler sur quelque chose comme cela pour aider à mieux comprendre la situation.

Le sénateur Arnot : Merci.

La sénatrice Omidvar : Les témoins ont répondu à certaines de mes questions en répondant à la question du sénateur Arnot, mais je vais aller un peu plus loin avec M. Balgord.

En 2021, le Canadian Anti-Hate Network, en partenariat avec 30 autres organismes, a présenté des recommandations au gouvernement fédéral — touchant notamment la création d'un organisme indépendant chargé d'appliquer les règlements relatifs aux discours haineux en ligne — il s'agit peut-être de l'ombudsman dont vous parlez — afin que les règlements sur les discours haineux en ligne soient assortis de sanctions financières importantes pour obliger les plateformes de médias sociaux à adopter un comportement prosocial et obliger les grandes plateformes à paramétrier leurs algorithmes pour détecter et supprimer de manière proactive le contenu haineux.

Ces recommandations sont-elles toujours d'actualité ou les avez-vous adaptées, compte tenu de l'évolution des choses?

M. Balgord : Celles que vous avez énumérées sont toujours d'actualité et seraient prises en compte dans le modèle d'ombudsman que nous proposons. Nous avons un document d'une page, à jour, sur le modèle d'ombudsman qui explique un peu plus en détail ce que nous demandons au gouvernement de faire. Je me ferai un plaisir de le fournir au greffier.

La sénatrice Omidvar : Je vous en prie. Merci. Ce sera très utile.

Au Canada, ou à l'extérieur du Canada, existe-t-il un substitut à l'ombudsman que vous proposez pour lutter contre la haine? Au Canada, nous avons une approche bien définie de l'antisémitisme. Irwin Cotler a été nommé — j'ai oublié son titre. Cherchez-vous à reproduire certaines de ces approches?

M. Balgord : Non. Nous sommes en présence d'un organisme de réglementation véritablement nouveau et indépendant qui aurait le pouvoir de mener de grandes enquêtes. Il pourrait exiger des preuves et des témoignages des entreprises de médias sociaux et examiner les algorithmes. Il constituerait un espace sûr pour les lanceurs d'alerte de ces entreprises, par exemple. Il

could be both an antagonistic and collaborative approach at the same time. Having learned from those investigations, they could issue recommendations to those platforms.

This is not on the topic of hate, but it's an easy example. Let's say a study finds that young people, and especially young women, are developing eating disorders because of thin inspiration content on Instagram or TikTok. We could learn that through this ombudsperson, or they could learn that from external studies also being done, and incorporate that information but then issue the recommendation: Content that is associated with this kind of subculture or sub-movement that we call "thinspiration" is not allowed to be promoted into the feeds of persons under the age of 18, for example.

That could be a tangible recommendation that the ombudsperson could give. If the companies themselves were unwilling to do it, then the ombudsperson could go to a court and ask for that court to make an order. The companies would have to comply with the recommendation once it becomes an order. If they do not, that's when significant monetary penalties might be applied. That's one example of how the model might work.

Senator Omidvar: Thank you. My next question is possibly to all of you but particularly to Ms. Ahmed. I noted what you said, that Muslim women in Edmonton — and likely all around Canada — hesitate to file charges because nothing comes of these charges and therefore they're victimized by the police.

The Government of Canada introduced Bill C-36 in the last Parliament. It died on the Order Paper, but a version of it will come back. That will make hate speech a discriminatory practice under the Canadian Human Rights Act, which would mean that victims would have the capacity to file claims under the Canadian Human Rights Act.

Do you agree with this approach? What else do you think should be included in federal hate speech legislation?

Ms. Ahmed: Thank you so much for the question. I think that approach does help. What is important is that a lot of times, even if the laws are there, it comes down to local police enforcement and how they report it, how they are labelling it and if they view it as a hate crime. Because a lot of times that's the first connection that a woman has when she is filing her complaint of a hate crime that has happened.

pourrait également travailler en collaboration. Il pourrait s'agir d'une approche à la fois antagoniste et collaborative. Après avoir tiré des leçons de ces enquêtes, l'organisme pourrait émettre des recommandations à l'intention de ces plateformes.

Cela ne porte pas sur le sujet de la haine, mais c'est un exemple facile. Disons qu'une étude révèle que les jeunes, et surtout les jeunes femmes, développent des troubles de l'alimentation à cause des contenus portant sur la minceur sur Instagram ou TikTok. Nous pourrions l'apprendre de la bouche de cet ombudsman, ou il pourrait l'apprendre d'études externes également en cours et intégrer ces informations, mais ensuite émettre la recommandation suivante : les contenus associés à ce type de sous-culture ou de sous-mouvement que nous appelons « thinspiration » ne peuvent pas être promus dans les flux des personnes de moins de 18 ans, par exemple.

Cela pourrait être une recommandation concrète que l'ombudsman pourrait formuler. Si les entreprises elles-mêmes ne veulent pas le faire, l'ombudsman doit alors s'adresser à un tribunal et lui demander de rendre une ordonnance. Les entreprises seraient tenues de se conformer à la recommandation une fois qu'elle devient une ordonnance. Si elles ne le font pas, des sanctions financières importantes pourraient être appliquées. C'est un exemple de la façon dont le modèle pourrait fonctionner.

La sénatrice Omidvar : Je vous remercie. Ma prochaine question s'adresse peut-être à vous tous, mais plus particulièrement à Mme Ahmed. J'ai noté que vous avez dit que les femmes musulmanes, à Edmonton — et probablement partout au Canada —, hésitent à porter plainte parce que rien n'en résulte et qu'elles sont donc victimisées par la police.

Le gouvernement du Canada a présenté le projet de loi C-36 au cours de la dernière législature. Il est mort au Feuilleton, mais une autre version de ce projet reviendra. Ce projet de loi fera du discours haineux une pratique discriminatoire au titre de la Loi canadienne sur les droits de la personne, ce qui signifie que les victimes pourraient intenter une action en justice au titre de la Loi canadienne sur les droits de la personne.

Êtes-vous d'accord avec cette approche? Selon vous, quel autre élément devrait être inclus dans une loi fédérale sur les discours haineux?

Mme Ahmed : Merci beaucoup de la question. Je pense que cette approche est utile. Ce qui est important, c'est que, bien souvent, même si des lois existent, tout dépend de leur application par la police locale et de la manière dont elle signale les incidents et dont elle les qualifie et de la question de savoir si elle les considère comme des crimes motivés par la haine. Car bien souvent, la police est le premier intervenant auquel une femme s'adresse lorsqu'elle dépose une plainte pour un crime motivé par la haine.

A lot of times when you're dealing with officers and they are not sensitive and don't understand that there is a greater implication, that causes an issue. We have had a lot of conversations, for instance, locally with the Edmonton police here. We were discussing what they can do to help the problem. One of the things that we were discussing is that anything that comes as a hate crime should be treated with the white glove approach, for example. Officers need to understand that there is more to it. It's really important that the officers — because that is a first contact that you have — that they are really supportive of the victims.

Part of the reason that a lot of times sentencing doesn't follow through is that officers haven't put a lot of information in their notes. They don't have the community impact statements. They don't have the victim impact statements explaining why what happened is a hate crime. I do think having better laws to protect them helps, but I think that it's a systematic change that needs to happen on all levels. It has to happen on the federal, provincial and local level. A lot of times it's hard to tell someone who has been victimized to come tell her story, and then she has to continue telling her story and fight for it. We have to get groups involved to advocate for her, which is what we do a lot of times. You have to advocate to even get an officer to come listen to her story. That is where the problem is.

The problem is we re-traumatize the victims over and over again when they have to talk about what happened to them. Sometimes when you are talking to someone, if they don't have the empathy and are not dealing with you in an empathetic way, they can shut down that victim. The biggest issue is victim services doesn't understand the implications of a hate crime. There are not specialized therapists that we offer them in the meanwhile to help them express how they feel. I do think it's a multi-level approach on all levels.

I apologize for all the stuttering and everything. I apologize for that. I thank you for the question. Hopefully I have answered it.

Senator Omidvar: Thank you so much, Ms. Ahmed. Perhaps the others could weigh in on this proposal that will come to us.

Mr. Balgord: I'm sorry, you have a proposal coming to you in regard to —

Senator Omidvar: We will have legislation coming to us on hate speech, not online, just hate speech. It will enable victims if they don't get heard at the local police force, it will give victims another route to complain to the Canadian Human Right Commission. The onus is back on the victims. I still wonder what you would make of this legislative proposal.

Souvent, lorsque vous avez affaire à des agents qui ne sont pas sensibilisés et ne comprennent pas qu'il y a des répercussions plus importantes, cela pose un problème. Nous avons eu beaucoup de conversations, par exemple, avec des policiers d'Edmonton. Nous avons discuté de ce qu'ils peuvent faire pour aider à régler le problème. Une des choses dont nous avons discuté, c'est que, pour tout ce qui est considéré comme un crime haineux, il faut mettre des gants, par exemple. Les policiers doivent comprendre que ce n'est pas aussi simple que cela. Il est vraiment important que les policiers — parce que c'est le premier contact que vous avez — soutiennent les victimes.

S'il n'y a pas de condamnation, souvent, c'est en partie parce que les policiers n'ont pas consigné beaucoup d'informations dans leurs notes. Ils n'ont pas pris les déclarations au nom de la collectivité. Ils n'ont pas pris les déclarations des victimes expliquant pourquoi ce qui s'est passé est un crime haineux. Je pense qu'il est utile d'avoir de meilleures lois pour les protéger, mais je pense qu'il faut un changement systémique, qui doit se produire à tous les niveaux. Il doit se produire au niveau fédéral, provincial et local. Souvent, il est difficile de dire à une victime qu'elle doit raconter son histoire, mais elle doit ensuite continuer à le faire et à se battre. Il faut que des groupes s'engagent et la défendent, ce que nous faisons souvent. Nous devons insister même pour qu'un policier vienne écouter son histoire. Le problème est là.

Le problème est que nous traumatisons à nouveau les victimes, encore et encore, lorsqu'elles doivent parler de ce qui leur est arrivé. Parfois, lorsque vous parlez à une personne, si elle n'a pas d'empathie et ne vous traite pas avec empathie, la victime peut préférer se taire. Le plus gros problème est que les services aux victimes ne comprennent pas les répercussions d'un crime haineux. Il n'y a pas de professionnels spécialisés, entretemps, qui peuvent les aider à exprimer ce qu'elles ressentent. Je pense qu'il s'agit d'une approche à plusieurs niveaux, à tous les échelons.

Je m'excuse pour le bégaiement et tout le reste. Je m'excuse. Je vous remercie d'avoir posé la question. J'espère y avoir répondu.

La sénatrice Omidvar : Merci beaucoup, madame Ahmed. Peut-être que les autres peuvent se prononcer sur la proposition qui va nous être présentée.

Mr. Balgord : Je suis désolé, vous avez une proposition à faire en ce qui concerne...

La sénatrice Omidvar : Nous allons recevoir un projet de loi sur les discours haineux, non pas en ligne, mais simplement sur les discours haineux. Elle permettra aux victimes, si elles ne sont pas entendues par le service de police locale, de se plaindre auprès de la Commission canadienne des droits de la personne. Le fardeau de la preuve incombe de nouveau aux victimes. Je me demande encore ce que vous penseriez de cette proposition législative.

Mr. Balgord: If it's anything like section 13, we would really welcome it. Anything that removes police as being a barrier and allows people to seek some kind of resolution on their own or on behalf of someone else in their community, we see as welcome. We have heard many stories, just like Citra has heard, about people who try to report to the police and are dismissed, disrespected. It's really awful. It comes down to a police and culture issue.

Dr. Barbara Perry has done a study on many of the police services in Ontario asking them, including members of the hate-crime units, what they thought of hate crime, what they thought of how they think other police members perceive hate crime. The general gist of the results is that police don't take it seriously and don't care. They don't see it as more important than other crimes. There is just a massive cultural problem within the police, and we are very pessimistic about the possibility of addressing it. We believe in finding as many methods as possible for people who are targeted by hate crimes to find other routes to positive solutions.

Ms. Naturkach: I would echo that again to reiterate what everyone has said here about the onus being on the victims. What is the multi-level and multi-pronged approaches that can help enhance these pathways so these things can get addressed in a more effective way. Again to reiterate what everyone else has shared her here.

[Translation]

Senator Gerba: I think that most of my questions have been answered, but I would nevertheless like to ask Mr. Balgord something.

You mentioned an ombudsman who could centralize complaints. But then it appears that victims don't want to complain or that when they do, the complaints are not dealt with. You also mentioned a complaint of several pages in length which is still being processed; if you could share that with us, we'd be grateful. How do you see the role of an ombudsman, when we've seen that victims no longer want to complain and that even when they do, the complaints are not dealt with?

My second question is for Ms. Naturkach. You made several recommendations, including that there should be dialogue to find solutions and also focus on a range of activities that would bring people together. You also mentioned challenging established social beliefs. Where should we start? What do you feel is the top priority among all these recommendations?

M. Balgord : Si cela ressemble à l'article 13, nous l'accueillerons très favorablement. Tout ce qui élimine l'obstacle que représente la police et permet aux gens de chercher un règlement par eux-mêmes ou au nom de quelqu'un d'autre dans leur collectivité est bienvenu. Nous avons entendu de nombreuses histoires, tout comme Mme Ahmed, sur des personnes qui essaient de faire un signalement à la police et qui sont renvoyées et méprisées. C'est vraiment horrible. Le problème tient à la police et à la culture.

Mme Barbara Perry a réalisé une étude auprès de nombreux services de police de l'Ontario en leur demandant, y compris aux membres des unités de lutte contre le crime haineux, ce qu'ils pensaient des crimes haineux et comment, selon eux, les autres membres de la police percevaient ces crimes. L'essentiel des résultats est que les policiers ne les prennent pas au sérieux et ne s'en soucient pas. Ils ne les considèrent pas comme plus importants que les autres crimes. Il existe tout simplement un énorme problème culturel au sein de la police, et nous sommes très pessimistes quant à la possibilité de le résoudre. Nous croyons qu'il faut trouver autant de méthodes que possible pour que les personnes victimes de crimes haineux puissent trouver d'autres voies vers des solutions positives.

Mme Naturkach : Je voudrais répéter ce que tout le monde a dit ici, à savoir que la responsabilité incombe aux victimes. Quelles sont les approches à plusieurs niveaux et à plusieurs volets qui peuvent aider à améliorer ces parcours afin que ces choses puissent être traitées de manière plus efficace? Je répète ce que tout le monde a dit ici.

[Français]

La sénatrice Gerba : Je pense qu'on a répondu à la plupart de mes questions, mais je vais tout de même m'adresser à M. Balgord.

Vous avez parlé d'un ombudsman qui pourrait centraliser les plaintes. En même temps, on comprend que les victimes ne veulent pas porter plainte ou que, lorsqu'elles le font, les plaintes ne sont pas traitées. Vous avez aussi parlé d'une plainte de plusieurs pages qui est toujours en cours; d'ailleurs, si vous pouviez partager cela avec nous, nous vous en serions reconnaissants. Comment voyez-vous le rôle de l'ombudsman, alors que l'on constate que les victimes ne veulent plus porter plainte et que, même lorsqu'elles portent plainte, les plaintes ne sont pas traitées?

Ma deuxième question s'adresse à Mme Naturkach. Vous avez fait plusieurs recommandations; notamment, vous proposez qu'il y ait lieu un dialogue pour trouver des solutions et proposer des investissements dans le cadre d'activités qui permettent d'établir une connexion entre les citoyens. Vous avez aussi parlé de la remise en question des croyances sociales établies. Par où devons-nous commencer? Quelle est, selon vous, la priorité parmi toutes ces recommandations?

In closing, I have a question for Ms. Ahmed. You said that your daughter was wondering whether she should wear the hijab. What do you say in response to a question like that from a daughter asking herself about wearing a hijab and choosing between acknowledging and challenging her Muslim culture?

[English]

Mr. Balgord: I believe the first question was directed to me, so I'll take that. In terms of the ombudsperson model, this is actually a part that I think gets tricky. I think organizations have different feelings on this matter.

The government was originally looking at some kind of proposal; I believe they called something like a recourse body. The idea was that when someone made a complaint to a social media company, and the company said that the hateful statement didn't violate their policies and they would not remove it, the government was imagining an independent body, separate from the social media company, where you could bring your complaint. Then, this body might issue a ruling and make the social media company take something down.

We felt that this was very wrong-headed for a few reasons. The first is timeliness. By the time that somebody makes a hateful comment and a social media company even looks at it can be 24, 48, 72 hours. Whatever period of time it is, most of that harm to that person is done quickly, often. It's within those 24 hours that there can be a viral campaign of targeted harassment against a person.

It's already slow, and then to have another body adjudicate, we're kind of missing the point, which is that there is just too much online hate out there, anyways.

That body, if there was a body that we created that heard individual complaints from people, it would immediately be oversubscribed because of how awful things are out there.

The idea behind the ombudsperson proposal is actually not to address individual complaints. It is to learn from them and then advocate for systemic changes, because there is so much hate out there that to look at every piece of it that somebody might bring forward and complain about is not realistic. We just cannot create a regulator with a staff that large. The social media companies themselves can't and won't even do it. We need to look at algorithmically preventing and removing some of this kind of content, and, of course, there is always going to be human moderation as a part of that.

En terminant, je m'adresse à Mme Ahmed. Vous dites que votre fille se demande si elle doit porter le hidjab. Que répondez-vous à une telle question d'une fille qui se pose la question sur le port du hidjab et sur la reconnaissance ou la remise en question de sa culture musulmane?

[Traduction]

M. Balgord : Je crois que la première question m'était adressée, alors je vais y répondre. En ce qui concerne le modèle de l'ombudsman, c'est en fait une partie qui, à mon avis, est délicate. Je pense que les organismes ont des opinions différentes à ce sujet.

Au départ, le gouvernement envisageait une sorte de proposition; je crois qu'il l'appelait quelque chose comme un organisme de recours. L'idée était que, lorsque quelqu'un déposait une plainte auprès d'une entreprise de médias sociaux et que celle-ci répondait que le propos haineux ne violait pas ses politiques et qu'elle ne le retirerait pas, le gouvernement imaginait un organisme indépendant, distinct de l'entreprise de médias sociaux, où vous pourriez déposer votre plainte. Cet organisme pourrait ensuite rendre une décision et obliger l'entreprise de médias sociaux à retirer quelque chose.

Nous avons estimé que c'était mal avisé, pour plusieurs raisons. La première est le temps. Entre le moment où quelqu'un affiche un commentaire haineux et le moment où l'entreprise de médias sociaux l'examine, il peut s'écouler 24, 48 ou 72 heures. Quel que soit le délai, la plus grande partie du tort causé à cette personne se fait souvent rapidement. C'est dans ces 24 heures qu'il peut y avoir une campagne virale de harcèlement visant une personne.

C'est déjà lent, et si l'on demande à un autre organisme de trancher, on passe à côté de l'essentiel, à savoir qu'il y a tout simplement trop de haine en ligne, de toute façon.

Si on créait ce genre d'organisme qui recevait des plaintes individuelles des gens, il serait immédiatement débordé, vu l'état déplorable de la situation.

L'objectif de la proposition d'ombudsman n'est pas en fait de traiter les demandes individuelles. L'objectif est d'en tirer des leçons, puis de revendiquer des changements systémiques, parce qu'il y a tellement de haine qu'il n'est tout simplement pas réaliste d'examiner en détail chaque plainte qui pourrait être déposée. Nous ne pouvons simplement pas créer un organisme de réglementation et le doter d'un personnel important. Les entreprises de réseaux sociaux ne peuvent pas le faire elles-mêmes et ne le feront même pas. Nous devons envisager, à l'aide d'algorithmes, une manière d'empêcher la diffusion et de certains types de contenu et de les retirer, et, bien entendu, la modération humaine fera toujours partie de ce processus.

We did not imagine the ombudsperson dealing with individual complaints. We were thinking of it more in the way an ombudsperson at a city, for example, would hear everybody talking about how their garbage wasn't getting picked up and then would make the garbage pickup people have a different policy to address many of those issues at once rather than trying to make one-off solutions for every person that complained. That is the idea behind the model.

I know that this does not give victims a place to complain. It does not give them an individual recourse. The goal is to try to effect systemic change.

The Chair: Thank you.

Ms. Naturkach: I think I am up next on the question list.

Where do we start? I think that is a great question, and it is hard to decipher where. I think starting from a place of what has been prioritized already by community is the place to start for us as an organization — to listen and to let them lead.

Our role at Mosaic Institute is really largely upstream. We work with education and at those beginning stages of welcoming people into a conversation through our model of respectful dialogue and through working with schools and youth programs and in community.

Again, to reiterate, it has to happen at all levels. Where do we start? We start with education and changing understanding. We help youth understand things like identity and communicating through difference, those soft skills and those pieces that can challenge notions they may have picked up through influences within their community. We start there and work with them to create — again, as I mentioned — those social action plans that can be put into action and create that change within not just community and organizations but on that systemic level.

In regard to dialogue, there's been some examples of how we can convene groups who have had more success in coming together with policing or community groups to talk about what that is. To be effective, you can have more broad-based campaigns, which are certainly important, but you can also work at the community and local level to get success that can be scaled and that can be hopeful and provide hope across the country.

Nous n'avons pas envisagé que l'ombudsman traiterait des demandes individuelles. Nous le voyions plutôt comme l'ombudsman d'une municipalité qui, par exemple, entendrait les citoyens se plaindre que les ordures n'ont pas été ramassées, puis qui mettrait en place une politique différente pour les éboueurs afin de régler tous les problèmes en même temps plutôt que d'essayer de trouver une solution pour chaque plainte individuelle. C'est l'objectif du modèle.

Je sais que cela ne laisse pas aux victimes la possibilité de déposer une plainte. Cela ne leur donne pas la possibilité d'exercer un recours individuel. Le but est de tenter d'apporter des changements systémiques.

La présidente : Merci.

Mme Naturkach : Je crois que c'est à mon tour de répondre à la question.

Par où commencer? Je crois que c'est une excellente question, et je ne sais pas par où commencer. Je crois que, en tant qu'organisation, nous devons commencer par ce qui est prioritaire pour la collectivité : il faut l'écouter et la laisser nous guider.

Notre rôle, au Mosaic Institute, se joue en grande partie en amont. Nous travaillons avec le milieu de l'éducation et nous invitons pour commencer les gens à se joindre à la conversation, selon notre modèle de dialogue respectueux, en collaborant avec les écoles, les responsables des programmes jeunesse et les communautés.

Une fois de plus, je répète que cela doit se passer à tous les échelons. Par où commencer? Nous commençons par l'éducation et par une nouvelle compréhension des choses. Nous aidons les jeunes à comprendre des enjeux comme l'identité, à communiquer malgré les différences et à acquérir des compétences générales et des outils qui leur permettent de remettre en question les notions qu'ils auraient pu assimiler sous l'influence de leur communauté. Nous commençons par là et travaillons avec eux pour créer — une fois de plus, comme je l'ai mentionné — ces plans d'action sociale qui peuvent être mis en œuvre pour amener des changements, non seulement au sein de la collectivité et des organisations, mais à l'échelle systémique.

Pour ce qui est du dialogue, il y a eu des exemples de la manière dont on peut réunir des groupes qui, ensemble, obtiennent de bons résultats en discutant avec des groupes de policiers ou des groupes communautaires pour cerner la question. Pour être efficace, on peut organiser plus de campagnes à grande échelle, lesquelles sont assurément importantes, mais on peut également travailler à l'échelle communautaire et locale pour obtenir des solutions adaptables qui peuvent être prometteuses et donner de l'espoir partout au pays.

There are always so many places to start that are within the wheelhouse of Mosaic Institute. Starting with ourselves, myself, doing this work over the last 25 years, unlearning on my own individual level has been so imperative to helping understand how to move forward in a better way.

Every one of us needs to challenge ourselves about what self-education we need to do in order to really understand how to work together in the best way. The multi-level piece also begins with the individual, and, again, that is where Mosaic starts, and I would say, as leaders, that is where we need to begin first to move forward.

The Chair: Thank you.

Ms. Ahmed, do you have anything to add to that?

Ms. Ahmed: Yes. I will answer the question that was asked to me about what I would say to my daughter.

I want to clarify that my daughter is a toddler. I work a lot with the youth here and young girls, and that is where the topic of the hijab comes up a lot. The same way I talk to the girls, I have prepared myself for what I will have to say to my daughter eventually as she grows, because it is her reality.

When it comes to the hijab, when the girls come to us, and they say, "I'm scared to wear it. What if people treat me different or I get hurt?" I always tell them that if they want to wear it, they should be able to. They do not need to change themselves. Society needs to start to change.

Realistically, I always tell them they need to hold their head up high and stay true to who they are. We always try and work on building their self-esteem, because it is a huge self-esteem blow to the girls, right, especially the young girls, because it is what they see all around them.

Unfortunately, as a community, we have had to have these self-defence classes and teach them, but it honestly starts with education. It starts with the fact that these young girls do not need to be burdened by learning how to defend themselves. They should be able to wear what they want to wear without being scared to go outside.

That is not the Canada that they need to be growing up in. Unfortunately, they've lost a lot of their childhood by having to stress about it, and it is a stress that no child should ever have to bear. But I have always told the girls that if they want to wear the hijab, and they are just scared to wear it, that they should not have to hold that burden on themselves. They should not have to have that fear. Society needs to change; it is not them. I think that is the biggest thing.

On ne sait toujours pas par où commencer, à l'intendance du Mosaic Institute. En commençant par nous-mêmes, par moi-même — je fais ce travail depuis 25 ans —, il a été absolument impératif que je désapprenne certaines choses par moi-même pour m'aider à comprendre comment mieux avancer.

Chacun d'entre nous doit se remettre en question et trouver une façon de s'autoéduquer pour vraiment comprendre comment nous pouvons travailler ensemble de notre mieux. Cette éducation à multiples composantes commence par la personne en tant qu'individu puis — c'est par là que le Mosaic Institute commence — il faut que, en tant que leaders, nous poursuivions le travail pour mieux avancer.

La présidente : Merci.

Madame Ahmed, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Ahmed : Oui. Je vais répondre à la question qui m'a été posée, sur ce que je dirais à ma fille.

Je veux préciser que ma fille est encore toute petite. Je travaille beaucoup avec les jeunes ici et les jeunes filles, et c'est là que le sujet du hidjab revient souvent. Tout comme lorsque je m'adresse aux filles, je me suis préparée à ce que j'aurai à dire à ma fille un jour lorsqu'elle sera grande, parce que c'est sa réalité.

Pour ce qui est du hidjab, lorsque les filles viennent nous voir pour nous dire « J'ai peur de le porter. Et si jamais les gens me traitaient différemment ou qu'on me blessait? », je leur dis toujours que, si elles veulent le porter, elles devraient pouvoir le faire. Elles ne doivent pas changer. C'est la société qui doit commencer à changer.

En réalité, je leur dis qu'elles doivent garder la tête haute et rester fidèles à elles-mêmes. Nous tentons toujours d'accroître leur estime de soi, parce que c'est un coup dur sur l'estime personnelle des filles, n'est-ce pas, plus particulièrement chez les jeunes filles, parce que c'est tout ce qu'elles voient autour d'elles.

Malheureusement, en tant que communauté, nous avons dû offrir des cours d'autodéfense pour leur apprendre à se défendre, mais, en toute honnêteté, ça commence par l'éducation. D'emblée, ces jeunes filles ne devraient pas en plus avoir à apprendre comment se défendre. Elles devraient pouvoir porter ce qu'elles souhaitent porter sans craindre d'aller dehors.

Ce n'est pas le Canada dans lequel elles devraient grandir. Malheureusement, elles ont perdu une bonne partie de leur enfance à s'en inquiéter, et c'est un stress qu'aucun enfant ne devrait avoir à supporter. Mais j'ai toujours dit aux filles que, si elles veulent porter le hidjab et qu'elles ont peur de le porter, elles ne devraient pas s'imposer ce fardeau. Elles ne devraient pas avoir cette peur. C'est la société qui doit changer, pas elles. Je crois que c'est ce qui importe le plus.

Unfortunately, it's a conversation that we keep having, and it's a conversation through which we are still learning how to help them, because a lot of it has to do with healing beforehand.

I want to reiterate what Leigh Naturkach was saying in regards to education. Education is the most important thing. It has to start with what they learn in school. If we are not teaching the kids from a young age in the education system that it is okay to be different, it is okay to be true to who you are and it is okay to wear your religion on your sleeve and not be judged by it, I think that is the biggest thing.

My whole goal being here, and my whole goal in general, the reason why I fight hard for this is because I don't want the racist things that I heard growing up and everything I went through with my schooling — I was born and raised here in Edmonton — everything I went through shouldn't be what these girls are still going through. The conversation needs to change. Society needs to change. That's what the problem is.

I'm 30 years old and wearing the hijab. I am scared sometimes; I worry. So imagine a six-year-old, a seven-year-old, a nine-year-old or a ten-year-old. I don't have the answers. I say to them, "Listen, it's a struggle for all of us," but it is a struggle that they shouldn't have to face in the time that we are in now.

The Chair: Thank you. We literally just have five minutes left.

Did you have a supplementary?

Senator Omidvar: I just want to make a correction for the record, and if the clerk would kindly make that change. I don't want to be disrespectful.

Irwin Cotler is Canada's Special Envoy in Preserving Holocaust Remembrance and Combating Antisemitism.

The Chair: Yes. Thank you.

I have a quick question or maybe even just a statement to you, Mr. Balgord. Do you think that the average Canadian should be worried about the rise of right-wing groups?

The other thing is that every time we have an incident — whether it was of the killing of the Afzaal family or anything — we get thoughts and prayers, and that's it. There is no other action taken by the government.

Mr. Balgord: Certainly. Yes, we should all be very concerned with the rise of the far-right movement in Canada, which is

Malheureusement, c'est une conversation qui se répète, et elle nous permet encore d'apprendre comment les aider, parce qu'il est surtout question de guérir, avant toute chose.

Je veux réitérer ce que Leigh Naturkach disait au sujet de l'éducation. L'éducation est ce qui compte le plus. Cela doit commencer par ce qu'ils apprennent à l'école. Si, dans le système d'éducation, nous n'apprenons pas aux enfants dès leur plus jeune âge que c'est correct d'être différent, que c'est correct d'être fidèle à soi-même et de porter un signe religieux sans se faire juger, je crois que c'est le problème le plus important.

Le véritable but de ma présence ici, et mon but en général, la raison pour laquelle je me bats pour ça, c'est parce que je ne veux pas que les propos racistes que j'ai entendus en grandissant et tout ce par quoi je suis passée durant ma scolarité — je suis née et j'ai grandi ici, à Edmonton — tout ce que j'ai vécu, je ne veux pas que ces filles aient encore à le vivre. Le discours doit changer. La société doit changer. C'est ça le problème.

J'ai 30 ans et je porte le hidjab. J'ai parfois peur, je m'inquiète. Donc, imaginez ce que c'est pour une fille de six ans, de sept ans, de neuf ans ou de dix ans. Je n'ai pas les réponses. Je leur dis « Écoutez, c'est difficile pour nous toutes », mais c'est une difficulté à laquelle elles ne devraient pas avoir à faire face à l'époque actuelle.

La présidente : Merci. Il ne nous reste littéralement que cinq minutes.

Aviez-vous une autre question?

La sénatrice Omidvar : J'aimerais apporter une correction pour le compte rendu, si le greffier avait l'obligeance d'apporter cette modification. En tout respect.

Irwin Cotler est l'envoyé spécial du Canada pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme.

La présidente : Oui. Merci.

J'aimerais rapidement vous poser une question, monsieur Balgord, ou peut-être faire une déclaration. Pensez-vous que le Canadien moyen devrait s'inquiéter de la montée des groupes de droite?

J'aimerais ajouter que, chaque fois qu'il y a un incident — qu'il s'agisse du meurtre de la famille Afzaal ou d'autres choses — on envoie pensées et prières, et c'est tout. Le gouvernement ne prend aucune autre mesure.

M. Balgord : Certainement. Oui, nous devrions être très préoccupés de la montée au Canada du mouvement d'extrême

predominantly an anti-democratic movement. It has racist elements and parts to it that should concern all of us, but we should also be concerned because it is an anti-democratic movement.

We went from a time period, when I started doing this work around 2016, where there were maybe 20,000 to 40,000 Canadians that were part of groups on Facebook that would hate Muslims. Then they rebranded themselves into the Yellow Vests Canada movement, and within weeks of this rebranding and adding on the extra grievances that they were talking about, they were up to a quarter of a million.

Then COVID hits. Then those exact same people were the ones who were in the COVID conspiracy spaces. They were radicalizing and recruiting new people who are vaccine skeptical or consuming misinformation or disinformation about COVID online. So we have this problem that is growing exponentially. In the United States it resulted in an attempted coup on January 6, 2021. Here it resulted in an occupation.

While I have been doing this work, we have gone from 20,000 to who knows how many now — well over a million, to be sure — people who are supportive or sympathetic to this far-right and often anti-democratic and often racist movement.

I do want to make clear, though, that not every person who is part of it is necessarily violent or racist, but they are contributing to a whole that tolerates those things and is bringing our entire democracy into question.

Yes, I do think it is escalating. I see nothing putting the brakes on it, and I'm very concerned.

To your question about the government — what do we need to start doing about it? — I will say a lot of these programs that are intended to combat hate or racism that have quite a lot of money attached to them, they fund a variety of projects, some of which are very good, a lot of which is research and almost none of which is particularly aggressive.

We want to see funding not just go toward research but to fund a movement to counter their movement. They have pundits. They have streamers. They have an entire movement that can bring a bunch of people in vehicles to Ottawa. We do not have any movement to combat that. Movements can only beat movements.

We need to be building a pro-democracy, inclusive movement that would protect people in Canada, especially members of equity-deserving groups, from the rise of the far right. I would

droite, qui est essentiellement un mouvement antidémocratique. Il comporte des éléments racistes et des aspects qui devraient nous nous préoccuper, mais nous devrions également être préoccupés du fait qu'il s'agit d'un mouvement antidémocratique.

Nous sommes passés d'une période, lorsque j'ai commencé à faire ce travail aux environs de 2016, où il y avait peut-être entre 20 000 et 40 000 Canadiens qui faisaient partie de groupes sur Facebook qui détestaient les musulmans. Ils se sont ensuite donné une nouvelle image en s'intégrant au mouvement des gilets jaunes du Canada, et quelques semaines après s'être donné une nouvelle image et avoir ajouté des revendications supplémentaires à ce qu'ils proposaient déjà, ils ont atteint un quart de million de membres.

Puis la COVID a frappé. Et ce sont ces mêmes personnes qui adhéraient à la conspiration de la COVID. Elles radicalisaient et recrutaient de nouvelles personnes qui étaient sceptiques face au vaccin ou qui consommaient en ligne de la fausse information ou de l'information trompeuse au sujet de la COVID. Nous étions donc aux prises avec un problème qui s'intensifiait de façon exponentielle. Aux États-Unis, cela a donné une tentative de coup d'État, le 6 janvier 2021. Ici, cela a donné une occupation.

Depuis que je fais ce travail, nous sommes passés de 20 000 à qui sait maintenant combien de personnes — bien plus d'un million, certainement — qui soutiennent ce mouvement d'extrême droite souvent antidémocratique et raciste ou qui y adhèrent.

Je tiens à préciser que, bien que toutes les personnes qui font partie du mouvement ne sont pas nécessairement violentes ou racistes, elles contribuent à un tout qui tolère ce genre de choses et qui remet en question tout notre système démocratique.

Oui, je crois que cela s'intensifie. Je ne vois rien qui y mette un frein, et je suis très préoccupé.

Pour répondre à votre question au sujet du gouvernement — ce que nous devons faire à ce sujet —, je dirais que bon nombre des programmes visant à combattre la haine et le racisme, auxquels est rattaché beaucoup d'argent, financent toutes sortes de projets, certains très bons, certains axés sur la recherche, mais presque aucun n'est très dynamique.

Nous ne voulons pas que le financement soit seulement destiné à la recherche, mais aussi à un mouvement pouvant contrecarrer leur mouvement. Ces gens ont leurs figures de proue. Ils ont leurs banderoles. Ils ont tout un mouvement qui a convaincu un tas de gens d'aller en voiture ou en camion à Ottawa. Nous n'avons aucun mouvement pour lutter contre ça. Seuls les mouvements peuvent battre d'autres mouvements.

Nous devons créer un mouvement prodémocratique et inclusif qui protégerait les gens au Canada, plus particulièrement les membres des groupes dignes d'équité, contre la montée de

call it a pro-democracy movement. The government should be putting money towards that. It is a non-partisan thing, a pro-democracy movement. I believe that movements have to beat movements, and the far right has grown in such strength that we need to create a movement to counter it, which I would call a pro-democracy movement. Thank you.

The Chair: Thank you very much. We have come to the end of our time. I want to take this opportunity to thank all the witnesses for agreeing to participate in this very important study. Your assistance with our study is greatly appreciated.

(The committee adjourned.)

l'extrême droite. J'appellerais cela un mouvement prodémocratique. Le gouvernement devrait y investir de l'argent. Un mouvement prodémocratique est non partisan. Je crois que des mouvements doivent contrecarrer d'autres mouvements, et l'extrême droite s'est tellement renforcée que nous devons créer un mouvement pour la contrecarrer, ce que j'appellerais un mouvement prodémocratique. Merci.

La présidente : Merci beaucoup. C'est tout le temps que nous avions. J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier tous les témoins d'avoir accepté de participer à cette étude très importante. L'aide que vous apportez pour notre étude est grandement appréciée.

(La séance est levée.)
